

Chiffres clés



POPULATION ET EMPLOI

POLITIQUE DU TRAVAIL

MARCHÉ DU TRAVAIL

POLITIQUE DE L'EMPLOI

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

ÉDITION

2014

Éditorial

J'ai le plaisir de vous présenter la nouvelle édition des chiffres clés de la région d'Île-de-France réalisée par le Service études, statistiques et évaluation (SESE) de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Les évolutions tant structurelles que conjoncturelles de l'environnement économique et législatif auxquelles ont été confrontés les acteurs locaux rendent plus que jamais nécessaire une bonne connaissance de l'environnement socioéconomique francilien.

Cette publication annuelle a donc pour ambition de favoriser la connaissance de notre environnement et de ses évolutions afin d'apporter une aide à l'action.

Elle rassemble des informations sur les domaines d'intervention de la Direccte : population et emploi, politique du travail, marché du travail, politique de l'emploi, activité économique. Cette édition 2014 a été enrichie de tableaux sur le travail : élections professionnelles, exposition des salariés aux risques professionnels, facteurs de pénibilité... Autre nouveauté : elle propose des liens permettant d'approfondir certains sujets.

Le SESE exploite des données issues de sources multiples : ministère du travail, ministère de l'économie, Insee, Pôle emploi, Dares, Cram etc. Elles sont déclinées autant que possible par département avec une référence à la France entière.

Plus que jamais, la conduite de projet, ou de politique publique, impliquent nécessairement une solide connaissance de l'environnement francilien : ce guide a l'ambition de répondre, au moins en partie, à cet impératif.

Cette publication est également disponible en format numérique sur le site Internet de la Direccte Ile-de-France : <http://www.idf.direccte.gouv.fr/chiffres-cles-edition-2014> ou <http://www.idf.direccte.gouv.fr/-etudes-et-statistiques.80-.html>

N'hésitez pas à nous faire part de toutes vos remarques et suggestions, par courriel, pour améliorer cette nouvelle édition : Dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Laurent Vilboeuf,

le directeur de la Direccte d'Île-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Sommaire

Population et emploi	5
La population	6
L'emploi total.....	8
L'emploi salarié marchand.....	10
Les mouvements de main-d'œuvre	12
Ruptures conventionnelles.....	20
Les travailleurs handicapés	21
L'intérim.....	24
Politique du travail	29
Les élections professionnelles	30
Les élections aux prud'hommes de 2008.....	31
La négociation collective en Île-de-France.....	32
Les licenciements de salariés protégés	36
Les salaires du secteur privé en 2010	37
Les expositions professionnelles	39
Contraintes organisationnelles liées au temps de travail	43
Les facteurs de pénibilité du travail.....	44
Les accidents du travail	45
Les accidents du travail mortels en 2009.....	50
Les maladies professionnelles reconnues en Île-de-France en 2009.....	51
Marché du travail	53
Le taux de chômage	54
Les demandeurs d'emploi	57
Les caractéristiques des offres d'emploi déposées à Pôle emploi	78

Politique de l'emploi 81

Les dispositifs d'accès à l'emploi	82
Les emplois aidés dans le secteur marchand	83
Les emplois aidés dans le secteur non marchand	84
L'alternance	85
La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	89
Les missions locales	90
L'insertion par l'activité économique (IAE)	91
Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA)	94
L'activité partielle	96

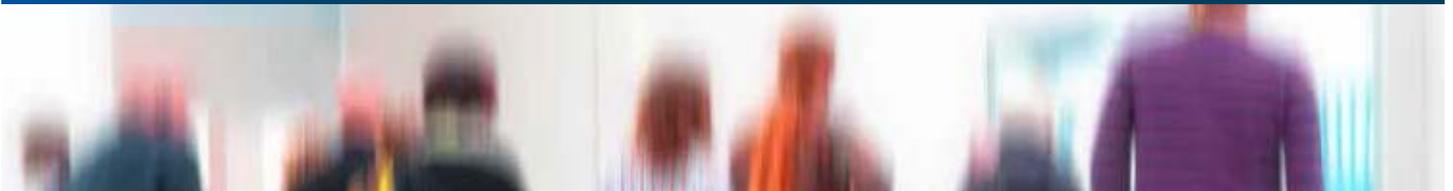
Activité économique 97

Le Produit Intérieur Brut	98
Les entreprises du secteur privé	100
Les établissements du secteur privé	101
L'emploi salarié privé	104
L'économie sociale et solidaire	109
La démographie d'entreprises	110
Les procédures collectives de licenciement	112
Les conventions de revitalisation	114
Les pôles de compétitivité	115
Le commerce extérieur	116
Le tourisme	118
Quelques sigles	120

CHIFFRES CLÉS 2014

Population et emploi

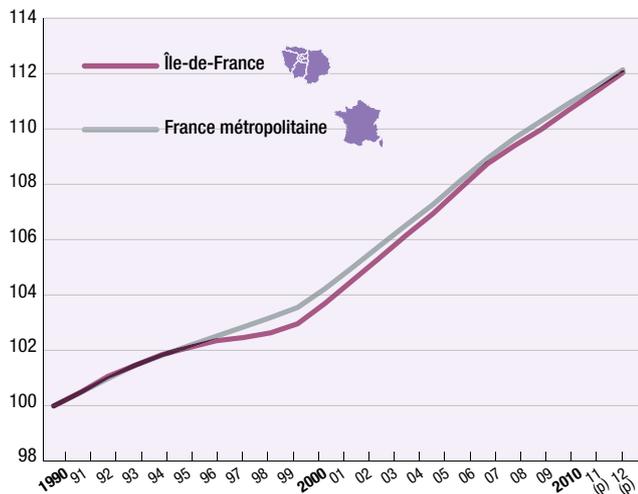
////////////////////// POPULATION ET EMPLOI



La population

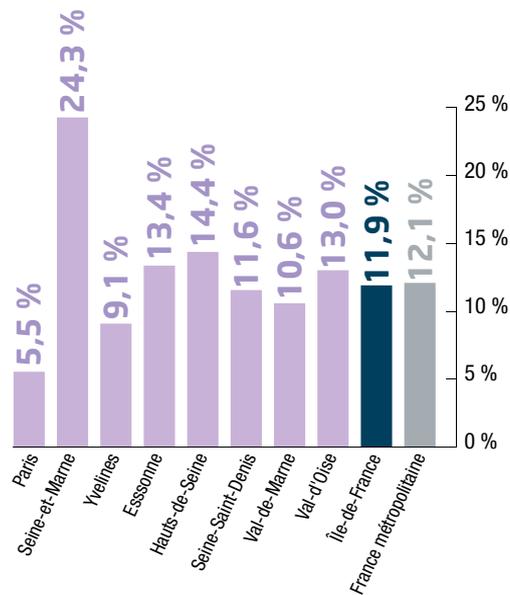
Évolution de la population totale en Île-de-France et en France métropolitaine entre 1990 et 2012

Base 100 en 1990



Source : Insee - estimations de population.
(p) : provisoire.

Croissance de la population entre 1990 et 2012



Source : Insee, estimations de population.

Population selon le sexe et l'âge au 1^{er} janvier 2012

Données provisoires										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Population totale	2 268	1 339	1 424	1 229	1 590	1 539	1 342	1 184	11 915	63 409
Hommes	1 070	654	693	602	758	754	645	576	5 752	30 721
Femmes	1 198	685	731	627	832	784	697	608	6 163	32 688
0 à 19 ans	452	378	387	337	404	447	348	337	3 089	15 519
20 à 39 ans	788	362	365	329	473	453	388	327	3 484	15 831
40 à 59 ans	567	368	390	331	415	397	356	319	3 143	17 060
60 à 74 ans	292	155	183	151	182	157	157	134	1 411	9 240
75 ans et plus	169	77	99	80	116	84	93	68	787	5 760

Source : Insee - estimations de population, en milliers.

Répartition par sexe et âge

Données provisoires										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	47%	49%	49%	49%	48%	49%	48%	49%	48%	48%
Femmes	53%	51%	51%	51%	52%	51%	52%	51%	52%	52%
0 à 19 ans	20%	28%	27%	27%	25%	29%	26%	28%	26%	24%
20 à 39 ans	35%	27%	26%	27%	30%	29%	29%	28%	29%	25%
40 à 59 ans	25%	27%	27%	27%	26%	26%	27%	27%	26%	27%
60 à 74 ans	13%	12%	13%	12%	11%	10%	12%	11%	12%	15%
75 ans et plus	7%	6%	7%	7%	7%	5%	7%	6%	7%	9%

Source : Insee - estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2012).

L'emploi total

Estimations d'emploi total, salarié et non salarié, y compris fonction publique, en Île-de-France, au 1^{er} janvier 2012

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Emploi total	1 901 927	469 790	582 562	467 707	1 053 482	588 704	554 527	421 399	6 040 098	26 336 218
Non salariés	133 824	36 373	39 652	30 489	47 732	30 270	34 523	27 088	379 951	2 529 863
Salariés	1 768 103	433 417	542 910	437 218	1 005 750	558 434	520 004	394 311	5 660 147	23 806 355

Répartition de l'emploi total par grands secteurs

(en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	0,0	0,9	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	2,4
Industrie	3,9	10,8	15,3	9,7	9,7	8,0	6,5	9,5	8,0	12,9
Construction	1,7	7,6	6,7	7,4	3,7	7,4	7,5	7,0	4,9	6,5
Tertiaire marchand	70,8	51,6	49,8	53,2	69,5	55,6	55,8	54,4	61,7	47,7
Tertiaire non marchand *	23,6	29,1	27,9	29,5	17,1	29,0	30,2	28,9	25,3	30,4

* y compris fonction publique.

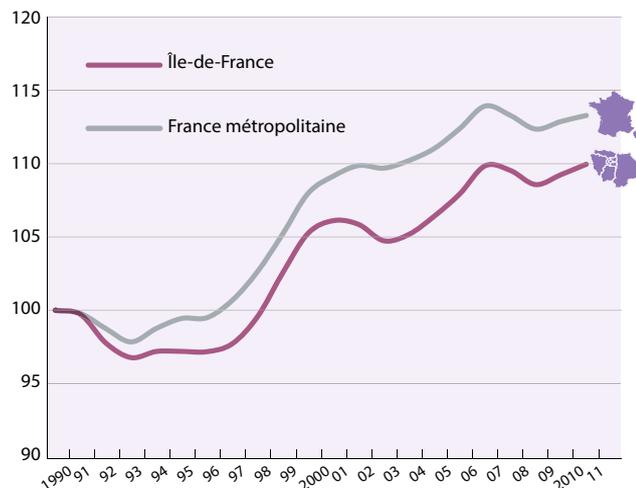
Données provisoires.

Champ : France au lieu de travail.

Source : Insee, ESTEL (estimations d'emploi localisées) à partir des sources principales suivantes :

- les déclarations annuelles de données sociales (DADS) dites "grand format" ;
- les fichiers de la mutualité sociale agricole (MSA) pour les salariés et non salariés agricoles ;
- les fichiers de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) pour les non salariés non agricoles.

Évolution de l'emploi total en France et en Île-de-France entre 1990 et 2011



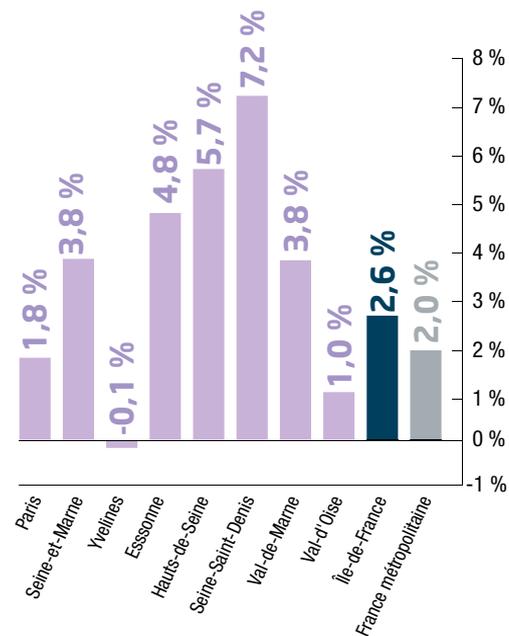
Base 100 en 1990.

Champ : France au lieu de travail.

Source : Insee, estimations d'emploi localisées (ESTEL).

Les données 2011 sont provisoires.

Évolution de l'emploi total par département entre 2005 et 2011



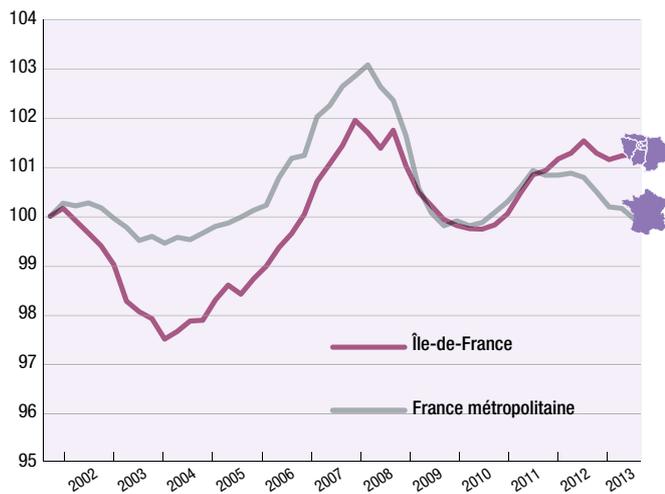
Champ : France au lieu de travail.

Source : Insee, estimations d'emploi localisées (ESTEL).

L'emploi salarié marchand

Évolution récente de l'emploi salarié marchand en Île-de-France

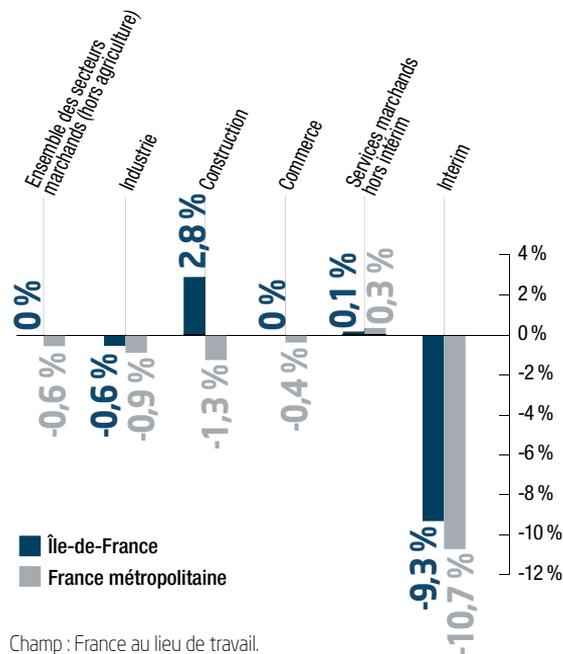
Données corrigées des variations saisonnières



Champ : emploi salarié des secteurs marchands en fin de trimestre, hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur.
Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand, par grands secteurs entre fin 2011 et fin 2012

Données corrigées des variations saisonnières, disponibles à fin octobre 2013



Champ : France au lieu de travail.
Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

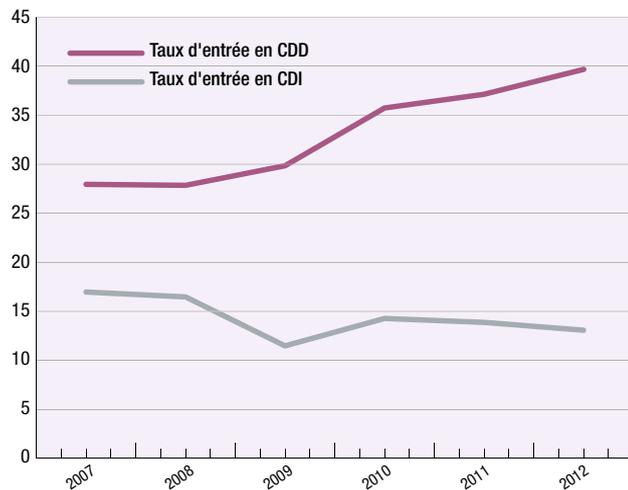
Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand par grands secteurs, entre fin 2011 et fin 2012, (en %)

Données corrigées des variations saisonnières, disponibles fin octobre 2013

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Secteurs d'activités										
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,3	0,5	5,5	-2,4	-0,4	-1,9	-1,4	1,1	0,4	-0,9
Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-0,2	3,0	3,0	0,4	2,5	1,4	5,2	1,5	1,8	1,1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-0,1	-0,7	-1,9	-0,2	-0,2	-4,1	-2,2	-4,7	-1,5	-0,9
Fabrication de matériels de transport	-0,1	8,8	-3,6	3,0	1,1	1,1	6,5	-2,1	-0,6	0,2
Fabrication d'autres produits industriels	0,9	-3,3	1,9	-2,2	-4,0	-0,6	-4,7	-0,8	-1,6	-1,8
Construction	0,8	3,3	2,7	4,8	2,1	5,0	1,0	1,9	2,8	-1,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,7	1,2	-0,3	-2,0	0,9	-0,7	-0,6	-0,5	0,0	-0,6
Transports et entreposage*	-3,2	nd	1,7	2,2	1,8	nd	1,3	nd	-0,5	-0,4
Hébergement et restauration	1,3	-1,2	-2,6	1,1	1,4	3,9	2,7	0,6	1,1	0,6
Information et communication	-2,0	-0,7	3,9	-1,6	-1,0	-4,5	-3,8	-0,7	-1,5	0,4
Activités financières et d'assurance	-2,8	-4,4	5,3	-1,4	3,4	-0,1	4,1	4,2	0,1	0,7
Activités immobilières	-0,3	-3,2	16,2	-4,0	-0,1	-3,0	-0,4	-5,2	0,4	-1,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	0,2	3,9	3,6	-0,1	0,0	-1,4	5,1	4,0	1,0	-0,3
Autres activités de services (hors activité des ménages en tant qu'employeur)	-1,6	1,5	2,5	-1,8	-1,9	-0,4	2,2	5,5	-0,4	0,0
Ensemble des activités marchandes	1,9	nd*	1,5	-0,1	0,4	nd*	1,2	nd*	0,0	-0,6

Source : Insee, estimations d'emploi localisées. Champ : emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur). nd : non disponible
 * des modifications importantes en 2012 des modalités de répartition par département des effectifs du transport aérien présents dans la zone aéroportuaire de Roissy rendent impossible l'analyse de l'évolution de l'emploi salarié dans 3 départements franciliens. Ainsi, environ 9 000 emplois comptabilisés auparavant dans le Val-d'Oise le sont maintenant en Seine-et-Marne (7 000 emplois environ) et en Seine-Saint-Denis (un peu plus de 2 000 emplois).

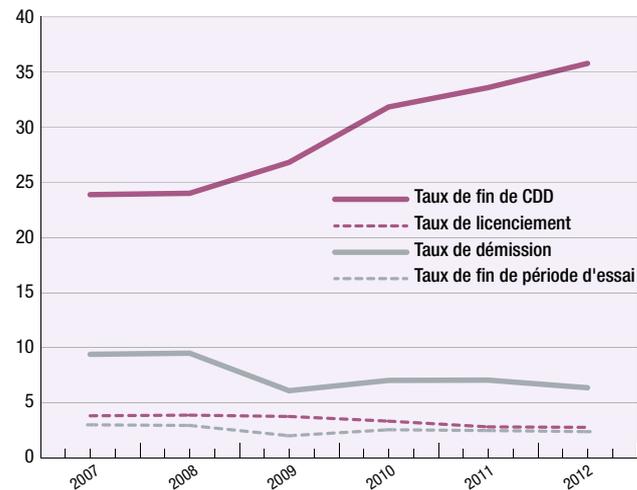
Taux d'entrée annuels, bruts, par type de contrat, dans les établissements de 10 salariés et plus, en Île-de-France entre 2007 et 2012



Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2007-2012.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2012, 13,1 entrées en CDI ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.

Taux de sortie annuels, bruts, par motif, dans les établissements de 10 salariés et plus en Île-de-France, entre 2007 et 2012



Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2007-2012.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2012, 35,8 sorties pour fin de CDD ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.

POPULATION ET EMPLOI

Taux de rotation hors transferts dans les établissements de 10 salariés et plus du secteur concurrentiel, par département francilien et secteur d'activité, en 2012

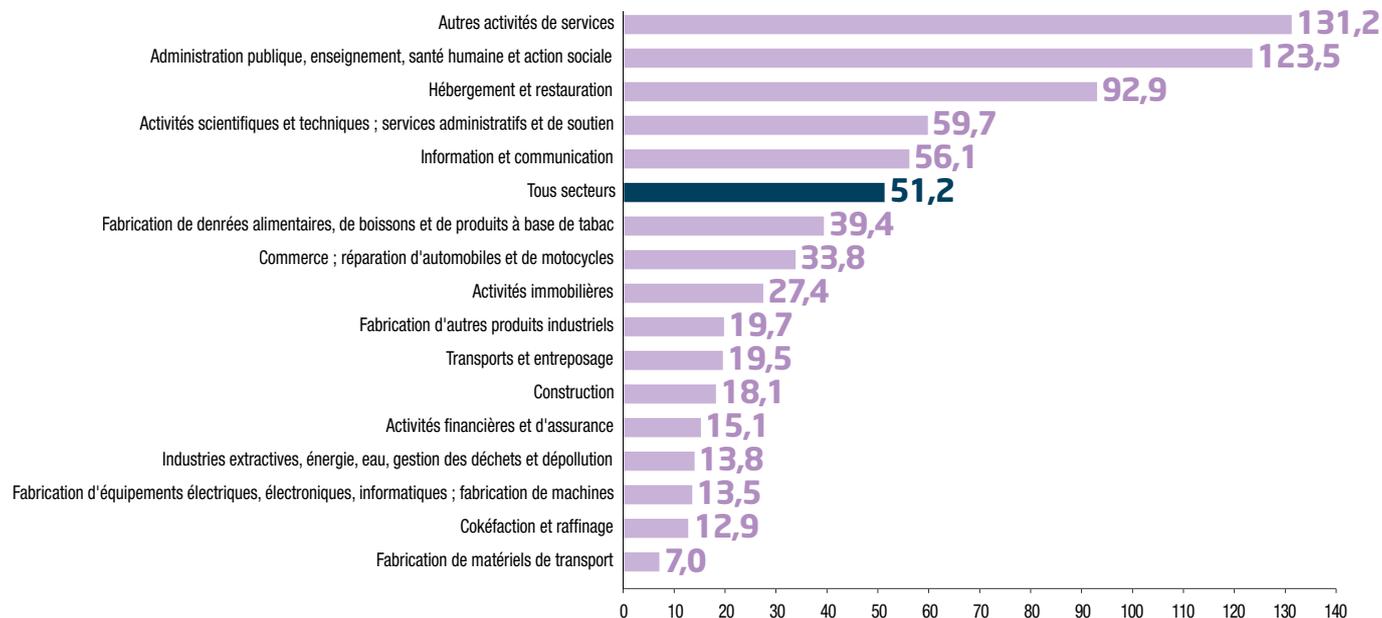
Secteurs d'activité*										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Tous secteurs	63,9	57,2	46,0	49,6	40,7	45,5	47,8	47,0	51,2	50,7
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	55,6	37,4	45,8	32,3	28,3	49,3	51,4	29,4	39,4	33,7
Cokéfaction et raffinage	-	7,8	-	-	17,5	s	-	s	12,9	10,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	17,1	23,6	11,0	12,5	11,0	18,9	15,8	15,4	13,5	11,2
Fabrication de matériels de transport	9,6	12,0	5,9	8,1	6,8	8,9	14,2	10,8	7,0	7,8
Fabrication d'autres produits industriels	35,0	20,3	19,0	17,8	16,0	18,9	20,2	15,1	19,7	14,2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	11,6	14,2	20,5	17,8	13,9	14,6	12,8	12,8	13,8	12,3
Construction	23,1	30,8	18,6	18,8	18,0	20,9	23,0	27,1	18,1	16,7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	42,0	37,4	38,7	35,2	29,2	35,4	30,7	36,0	33,8	43,2
Transports et entreposage	19,7	21,5	24,1	22,1	24,8	24,4	15,4	12,0	19,5	23,9
Hébergement et restauration	93,4	71,7	75,1	59,6	80,2	77,6	72,3	70,6	92,9	105,2
Information et communication	118,3	48,2	37,9	26,7	58,5	51,4	50,4	22,9	56,1	49,0
Activités financières et d'assurance	15,1	10,9	14,1	13,6	15,6	14,2	11,6	17,1	15,1	15,1
Activités immobilières	25,9	22,6	16,1	19,9	20,2	21,1	13,9	31,7	27,4	24,5
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	61,2	62,4	52,9	43,4	42,4	68,2	72,5	62,7	59,7	72,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	83,9	140,5	151,6	141,1	118,7	109,5	109,7	156,2	123,5	106,8
Autres activités de services	148,1	121,6	115,4	163,7	110,0	222,1	146,3	83,8	131,2	130,4

* Nomenclature A17-hors Agriculture.

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Le taux de rotation est défini comme la moyenne du taux d'entrée et du taux de sortie. Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2012, 51,2 entrées / sorties (hors transferts) ont eu lieu au cours de l'année. s : secret statistique.

Taux de rotation hors transferts dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus du secteur concurrentiel, par secteur d'activité, en 2012

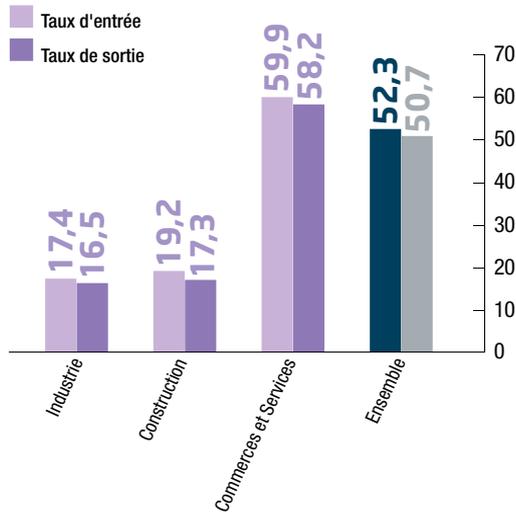


Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

POPULATION ET EMPLOI

Taux annuels d'entrée et de sortie hors transferts par grand secteur, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, en 2012

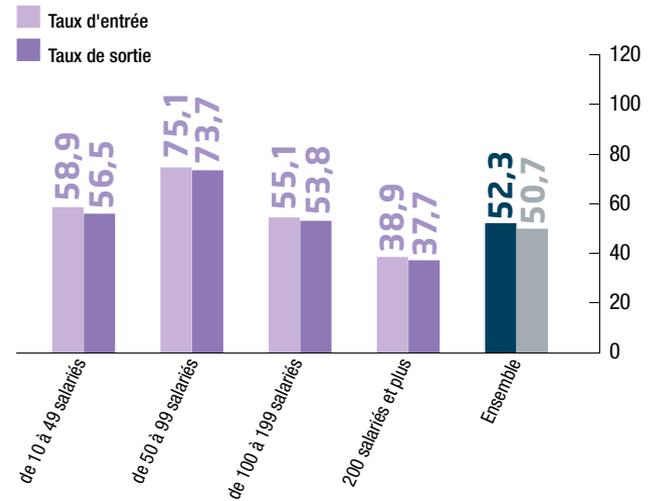
en %



Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Taux annuels d'entrée et de sortie hors transferts par taille d'établissement, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, en 2012

en %



Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Répartition des entrées par type de contrat dans les établissements de 10 salariés et plus, en 2012

Type d'entrée*									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Entrées en CDD	75,8%	73,5%	71,7%	74,6%	68,4%	72,5%	72,7%	73,5%	73,2%
Entrées en CDI	24,2%	26,5%	28,3%	25,4%	31,6%	27,5%	27,3%	26,5%	26,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Lecture : 73,2% des entrées dans les établissements franciliens en 2012 se sont faites sous la forme d'un contrat à durée déterminée.

* Entrées hors transferts.

Répartition des sorties par motif dans les établissements de 10 salariés et plus, en 2012

Type de sortie*									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Fin de CDD	72,7%	72,3%	68,3%	70,4%	64,1%	66,2%	67,4%	67,1%	69,2%
Licenciement autre qu'économique	3,8%	5,3%	5,3%	5,6%	5,2%	6,7%	6,2%	7,1%	5,1%
Licenciement économique	0,6%	0,7%	0,9%	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%
Rupture conventionnelle	2,2%	1,6%	2,2%	2,0%	3,2%	2,8%	2,1%	2,3%	2,4%
Démission	12,1%	12,5%	13,5%	12,4%	15,1%	12,8%	12,9%	13,6%	13,0%
Fin de période d'essai	5,3%	4,2%	4,7%	4,5%	5,2%	4,9%	4,6%	5,0%	5,0%
Retraite et préretraite	1,3%	1,6%	2,2%	1,6%	2,1%	2,1%	2,1%	1,9%	1,8%
Autres (décès, maladie...)	1,9%	1,9%	2,9%	2,7%	4,2%	3,7%	3,8%	2,5%	2,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

* Sorties hors transferts.

POPULATION ET EMPLOI

Répartition des entrées (hors transferts) par catégorie socioprofessionnelle

									
Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Dirigeants salariés et cadres	20,9%	7,9%	10,5%	10,2%	25,6%	9,8%	8,5%	6,5%	16,1%
Professions intermédiaires	17,3%	11,8%	17,3%	22,7%	18,6%	16,5%	13,7%	17,0%	17,1%
Employés	48,5%	50,9%	52,1%	40,8%	35,9%	47,4%	45,5%	50,0%	46,0%
Ouvriers qualifiés	6,8%	16,0%	8,1%	8,9%	6,8%	11,6%	10,1%	8,6%	8,7%
Ouvriers non qualifiés	6,5%	13,4%	12,0%	17,4%	13,1%	14,7%	22,2%	18,0%	12,2%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Répartition des sorties (hors transferts) par catégorie socioprofessionnelle

									
Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Dirigeants salariés et cadres	20,6%	8,0%	8,1%	8,9%	21,1%	8,4%	7,8%	5,9%	14,7%
Professions intermédiaires	18,1%	12,4%	17,2%	23,6%	19,7%	17,0%	14,1%	17,6%	17,8%
Employés	47,6%	49,6%	54,3%	41,4%	37,7%	47,7%	45,2%	49,8%	46,1%
Ouvriers qualifiés	7,1%	16,0%	7,4%	8,5%	7,2%	11,5%	9,6%	8,0%	8,6%
Ouvriers non qualifiés	6,7%	14,0%	13,0%	17,6%	14,4%	15,4%	23,2%	18,6%	12,8%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Répartition des entrées (hors transferts), par classe d'âge

Classe d'âge									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
de 15 à 29 ans	45,6%	46,0%	45,3%	41,4%	42,3%	46,9%	44,3%	44,5%	44,7%
de 30 à 49 ans	41,3%	41,8%	38,7%	45,6%	45,5%	41,3%	42,9%	41,7%	42,3%
50 ans et plus	13,1%	12,2%	16,0%	12,9%	12,2%	11,9%	12,8%	13,8%	13,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Répartition des sorties (hors transferts), par classe d'âge

Classe d'âge

de 15 à 29 ans	42,7%	44,5%	41,3%	38,1%	37,1%	42,8%	41,2%	41,8%	41,2%
de 30 à 49 ans	42,3%	41,5%	39,5%	46,2%	47,5%	42,0%	43,1%	41,4%	43,2%
50 ans et plus	15,0%	14,0%	19,3%	15,8%	15,3%	15,2%	15,8%	16,8%	15,6%
Total	100,0%								

Répartition des entrées (hors transferts), par sexe

Sexe

Hommes	47,6%	50,1%	45,2%	49,7%	50,6%	50,6%	45,8%	43,1%	48,1%
Femmes	52,4%	49,9%	54,8%	50,3%	49,4%	49,4%	54,2%	56,9%	51,9%
total	100,0%								

Répartition des sorties (hors transferts), par sexe

Sexe

Hommes	47,8%	48,3%	44,7%	49,3%	50,6%	50,9%	46,5%	43,5%	48,1%
Femmes	52,2%	51,7%	55,3%	50,7%	49,4%	49,1%	53,5%	56,5%	51,9%
total	100,0%								

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2012.

Ruptures conventionnelles

(nombre de demandes d'homologation reçues par les Direccte)



	2008*	2009	2010	2011	2012	Evolution 2012/2011
Paris	3 091	18 671	26 447	26 570	32 135	+ 21%
Seine-et-Marne	544	3 060	4 193	4 858	5 549	+ 14%
Yvelines	688	3 949	5 905	6 590	6 824	+ 4%
Essonne	676	3 890	4 730	5 490	5 867	+ 7%
Hauts-de-Seine	1 698	10 171	14 368	16 310	17 419	+ 7%
Seine-Saint-Denis	680	3 931	5 341	6 261	6 526	+ 4%
Val-de-Marne	638	3 447	4 844	5 696	5 674	+ 0%
Val-d'Oise	520	2 824	3 657	4 362	4 628	+ 6%
Île-de-France	8 535	49 943	69 485	76 137	84 622	+ 11%
France entière	44 063	235 705	294 244	316 757	341 839	+ 8%

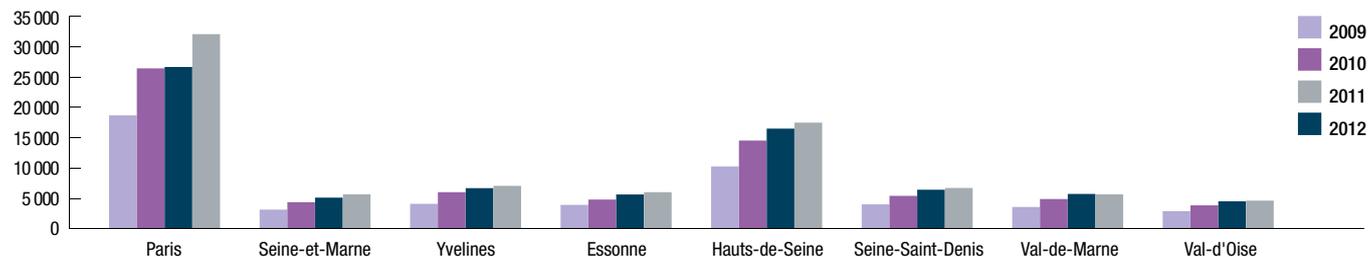
► Les raisons de rompre un CDI par rupture conventionnelle

► Les salariés ayant signé une rupture conventionnelle

► Les ruptures conventionnelles de 2008 à 2012

Source : remontées mensuelles Dares (salariés protégés + non protégés).

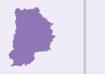
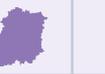
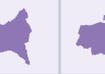
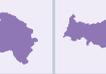
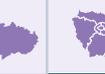
* la rupture conventionnelle ayant été instituée par la loi du 25 juin 2008, les premières demandes ont été enregistrées à partir d'août 2008.



Source : remontées mensuelles Dares (salariés protégés + non protégés).

Les travailleurs handicapés

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2010

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Taux d'emploi	2,2%	3,1%	2,8%	2,7%	2,0%	2,6%	2,8%	3,0%	2,4%
- dans les établissements sans accord	1,7%	2,9%	2,4%	2,5%	1,7%	2,3%	2,5%	2,6%	2,1%
- dans les établissements avec accord	3,1%	3,8%	3,6%	3,2%	2,8%	3,5%	4,0%	3,7%	3,2%

Source : Direccte - Dares DOETH 2010.

* Le taux d'emploi est le rapport : [Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH). + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH] / effectif d'assujettissement total des établissements.

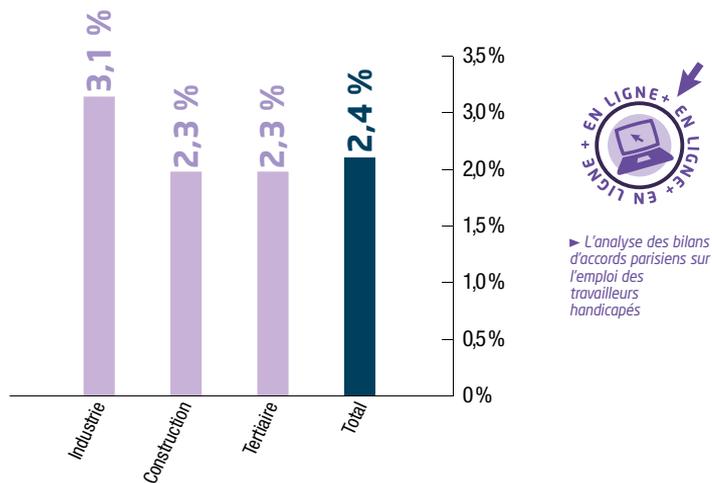
Salariés handicapés dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, selon l'âge, le sexe, et le type de contrat par département, en 2010

Hommes	48%	62%	66%	62%	57%	60%	61%	66%	58%
Femmes	52%	38%	34%	38%	43%	40%	39%	34%	42%
Moins de 25 ans	2%	3%	2%	2%	2%	2%	2%	3%	2%
de 25 à 49 ans	52%	57%	50%	55%	57%	55%	54%	56%	54%
50 ans et plus	46%	40%	48%	43%	41%	42%	44%	41%	43%
Temps complet	70%	80%	82%	75%	79%	78%	75%	78%	76%
Temps partiel	30%	20%	18%	25%	21%	22%	25%	22%	24%
CDI	92%	90%	95%	93%	93%	93%	94%	92%	93%
CDD	7%	5%	4%	5%	5%	5%	4%	5%	5%
Intérim	1%	5%	2%	2%	2%	1%	2%	3%	2%
Mise à disposition	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Total	100%								

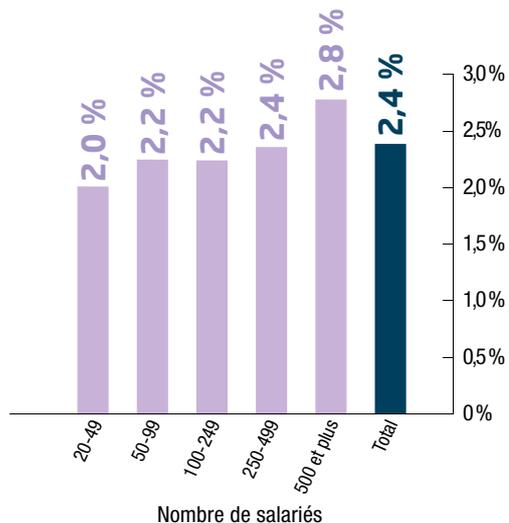
Source : Direccte - Dares DOETH 2010. Champ : établissements répondants.

POPULATION ET EMPLOI

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés par secteur d'activité en 2010
Etablissements franciliens de 20 salariés et plus



Taux d'emploi* par taille des établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2010



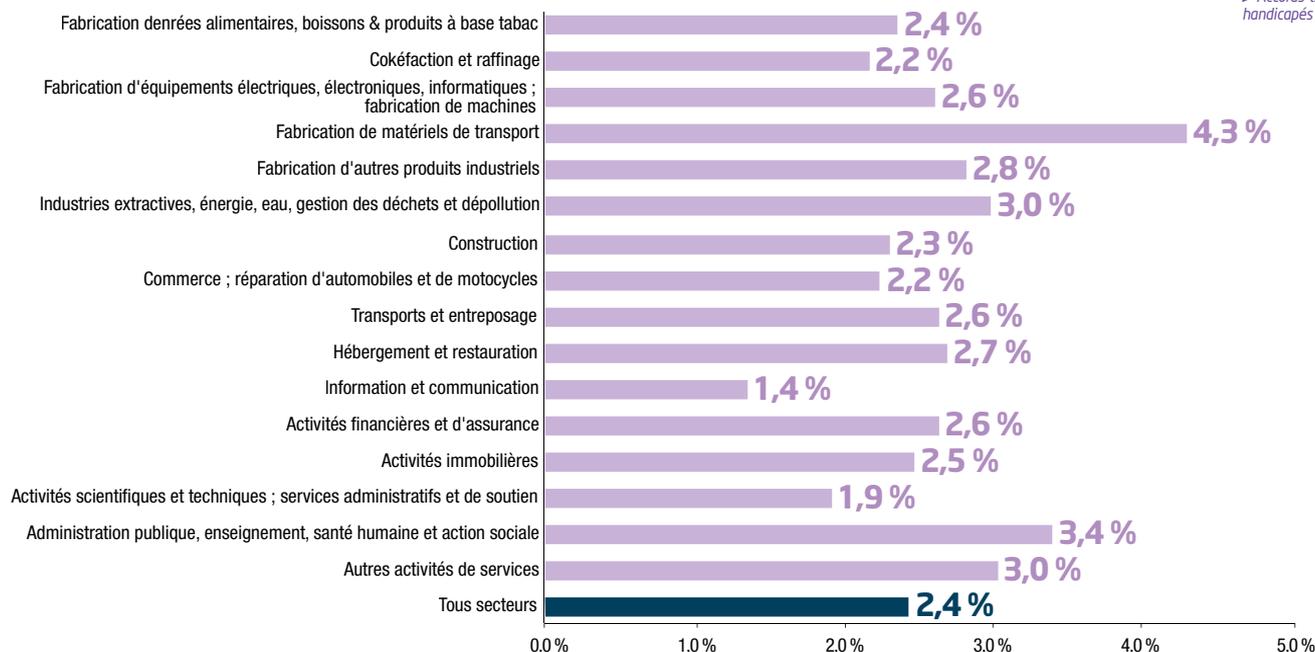
Source : Direccte - Dares DOETH 2010.

*Le taux d'emploi est le rapport : [Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH). + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH] / effectif d'assujettissement total des établissements.



► Accords travailleurs handicapés

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés par secteur d'activité dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2010

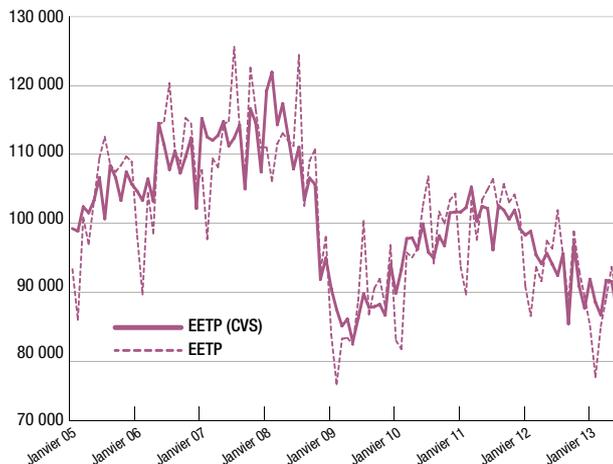


Source : Direccte - Dares DOETH 2010.

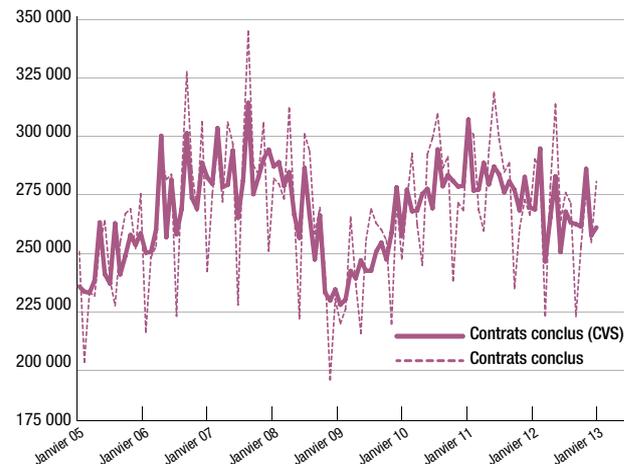
Note : l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont été retirées du graphique car le taux d'emploi calculé n'est pas représentatif.

L'intérim

Évolution du nombre d'intérimaires en Île-de-France
En équivalent temps plein



Évolution du nombre de contrats d'intérim conclus en Île-de-France



L'intérim par département, entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport à la même période de l'année passée	Nombre d'équivalents temps plein	Evolution du nombre d'équivalents temps plein par rapport à la même période de l'année passée	Part des femmes	Part des moins de 25 ans	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours à l'intérim en 2011 (*)
Paris	575 573	-2,4%	13 286	-4,8%	51,2%	19,1%	6,1	1,1%
Seine-et-Marne	453 860	-0,6%	11 478	-6,5%	24,6%	25,5%	6,6	3,9%
Yvelines	333 983	-4,6%	9 861	-17,9%	21,8%	21,9%	8,3	3,3%
Essonne	334 666	-5,8%	10 844	-2,7%	21,6%	20,8%	8,4	3,4%
Hauts-de-Seine	462 781	-9,5%	16 443	-8,7%	40,2%	17,3%	9,4	2,1%
Seine-Saint-Denis	276 011	-8,0%	9 118	-9,8%	26,2%	19,3%	8,7	2,4%
Val-de-Marne	336 376	-2,3%	9 561	-6,0%	23,9%	17,5%	7,4	2,7%
Val-d'Oise	418 707	-1,7%	10 092	-9,0%	21,7%	21,8%	6,4	3,8%
Île-de-France	3 191 957	-4,2%	90 683	-8,2%	30,4%	20,3%	7,5	2,3%
France	15 791 067	-4,2%	504 659	-9,4%	27,2%	25,4%	8,4	3,3%

Source : Dares / Pôle emploi - Insee / CLAP, calcul des CVS : Direccte-Sese.

* Nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein) employés pour 100 salariés (champ CLAP 2011 hors Fonction Publique).

Lecture : en Île-de-France, pour 100 salariés employés, on comptait 2,3 intérimaires.

Définitions :

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée.

Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Emplois en équivalent temps plein (EETP, au cours d'une période) : nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps. Sur l'année, 45 semaines de travail sont retenues pour le calcul de cet indicateur.

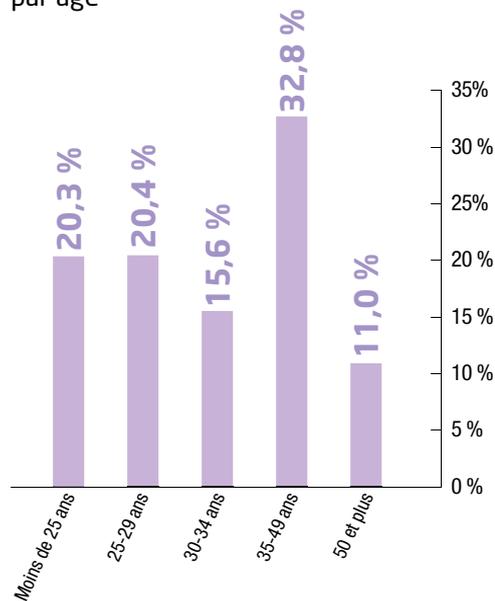
Taux de recours : nombre d'intérimaires employés (en équivalent temps plein sur l'année) pour 100 salariés en poste en fin d'année (selon l'Insee/CLAP)

Les contrats et les emplois ETP sont comptés dans le département de l'établissement utilisateur.

Profil des intérimaires en Île-de-France

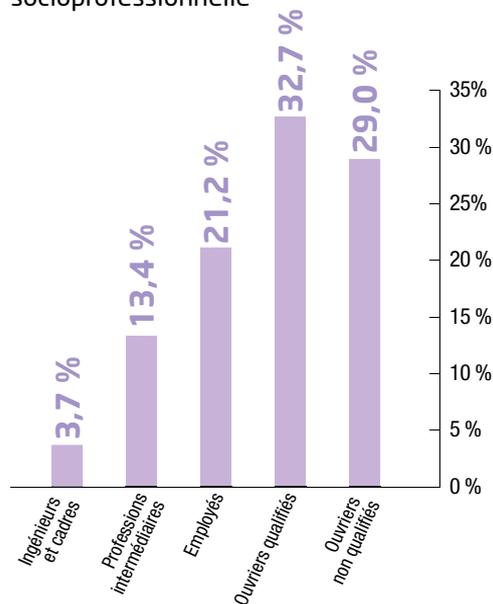
(en équivalent temps plein, intérimaires employés entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

Répartition par âge



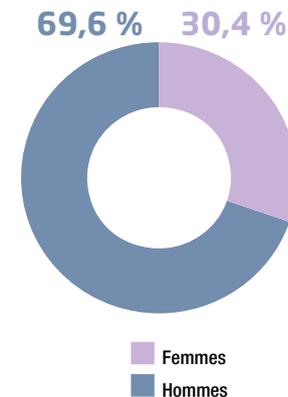
Source : Dares / Pôle emploi.

Répartition par catégorie socioprofessionnelle



Source : Dares / Pôle emploi.

Répartition par sexe



Source : Dares / Pôle emploi.

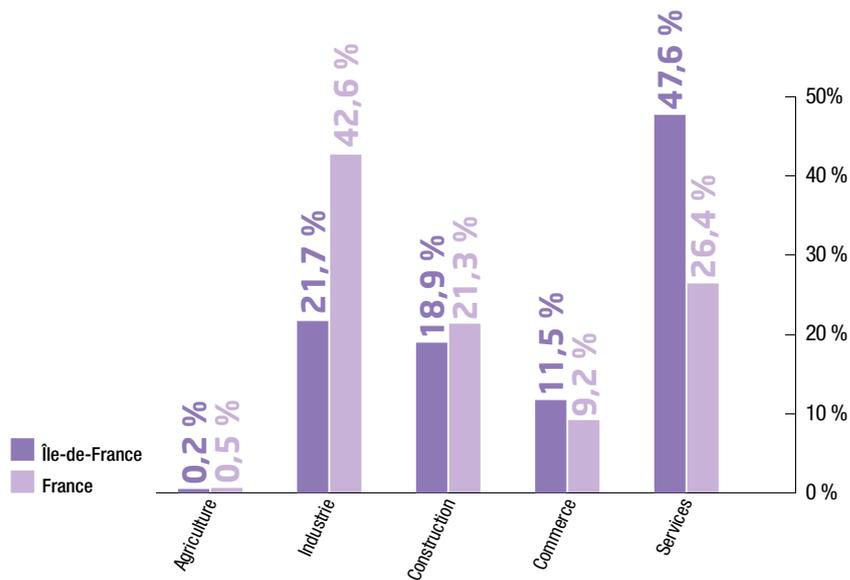
Nombre d'emplois intérimaires par secteur d'activité, selon la localisation de l'établissement utilisateur, entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

En équivalent temps plein, moyenne annuelle

Secteurs d'activité	Nombre d'emplois intérimaires									Évolution par rapport à la même période de l'année passée	Durée moyenne des missions (en jour)
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France		
Agriculture, sylviculture et pêche	34	30	29	22	32	3	29	4	182	-20,6%	5,3
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	228	290	324	317	852	630	448	324	3 412	-9,6%	6,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	102	657	180	373	459	89	290	82	2 231	-5,1%	4,9
Cokéfaction et raffinage	0	7	3	1	41	14	0	0	67	-8,2%	14,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	69	212	476	388	361	278	152	290	2 226	-17,3%	21,7
Fabrication de matériels de transport	515	143	1 775	80	638	414	35	357	3 957	-19,3%	37,5
Fabrication d'autres produits industriels	742	1 441	784	779	1 457	668	706	1 231	7 806	-15,0%	10,3
Construction	884	1 602	2 587	2 634	2 560	2 168	2 929	1 800	17 165	-2,9%	15,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 558	1 524	925	1 209	1 611	1 363	1 283	965	10 438	-9,0%	7,5
Transports et entreposage	986	3 553	493	3 224	886	891	1 234	3 071	14 338	-1,9%	5,5
Hébergement et restauration	1 346	278	276	173	862	100	285	275	3 593	2,0%	2,4
Information et communication	470	163	219	113	943	135	326	218	2 587	-18,5%	16,2
Activités financières et d'assurance	1 919	74	132	100	1 128	262	269	79	3 962	-10,6%	23,0
Activités immobilières	185	33	92	13	146	46	74	11	601	-8,5%	8,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 536	870	1 256	1 094	3 046	973	1 075	1 130	11 980	-9,6%	7,2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	794	109	174	154	389	838	309	167	2 935	-13,8%	3,1
Autres activités de services	821	355	68	107	690	150	36	41	2 268	0,0%	5,7
Non précisé	100	138	68	64	343	95	81	48	936	NS	10,2
Ensemble	13 286	11 478	9 861	10 844	16 443	9 118	9 561	10 092	90 683	-8,2%	7,5

Source : Dares / Pôle emploi.

Répartition du nombre d'emplois intérimaires par grand secteur d'activité entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013, en équivalent temps plein



CHIFFRES CLÉS 2014

Politique du travail

//////////////////// POLITIQUE DU TRAVAIL



■ Les élections professionnelles

La loi du 20 août 2008 prévoit que la représentativité des syndicats se mesure à l'aune de 7 critères, dont celui de l'audience mesurée à partir des élections professionnelles dans les entreprises de 11 salariés et plus, des élections de décembre 2012 pour les TPE et des élections aux chambres d'agriculture pour la branche de la production agricole. Ces élections ne concernant que les représentants des salariés, l'audience des organisations des employeurs ne peut être mesurée qu'à partir des élections prud'homales.

Audience syndicale des organisations syndicales au niveau régional

	Île-de-France	
	suffrages valablement exprimés	Score (%)
CFDT	371 210,35	24,04%
CGT	367 179,09	23,78%
CGT-FO	223 953,4	14,51%
CFE-CGC	205 980,37	13,34%
CFTC	165 100,07	10,69%
UNSA	87 021,71	5,64%
SOLIDAIRES	68 175,86	4,42%
Autres OS	55 254,42	3,58%
Total	1 543 875,27	100,00%

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
- audience syndicale régionale publiée dans l'instruction DGT du 9 juillet 2013.

Les élections aux prud'hommes de 2008

Collège employeurs

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'inscrits	34 218	9 083	11 548	8 124	20 630	9 035	8 620	6 449	107 707	513 491
Taux de participation	21,2%	26,9%	30,8%	23,9%	21,4%	16,3%	22,9%	23,6%	22,8%	31,2%

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

Répartition des suffrages exprimés, par syndicat

En % des suffrages exprimés										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
UDE*	58,5%	88,9%	58,2%	65,9%	65,0%	77,8%	57,7%	71,0%	65,1%	72,2%
AEES**	14,6%	11,1%	12,3%	23,0%	13,5%	22,2%	20,3%	23,4%	15,9%	19,1%
Autres	26,9%	0,0%	29,4%	11,2%	21,4%	0,0%	22,0%	5,6%	19,1%	8,7%

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

* Union des entreprises.

** Association des employeurs de l'économie sociale.

La négociation collective en Île-de-France

Nombre de textes signés en 2012*

									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	
Total	8 295	1 372	1 980	1 642	5 628	1 689	957	1 295	22 858

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

* L'application Gestion des accords permet aux unités territoriales d'enregistrer les textes issus de la négociation collective adressés aux Direccte. Ces textes peuvent être :

- des accords négociés et signés par les partenaires sociaux - des avenants à des accords déjà signés ;
- des adhésions à un accord existant (par exemple quand une entreprise adhère à l'accord du groupe qu'elle rejoint) ;
- des dénonciations d'accords en vigueur ;
- des procès verbaux de désaccord, preuves que les négociations ont été engagées mais n'ont pas abouti ;
- des décisions unilatérales de l'employeur.

Dénombrement des textes traitant de l'épargne salariale signés en 2012*

Départements	Nombre de textes	Intéressement ou participation**	Thèmes	
			Plans d'épargne	
			Plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne interentreprises (PEI), plan d'épargne groupe (PEG)	Plan d'épargne retraite collectif (PERCO), plan d'épargne retraite collectif de groupe (PERCOG), plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCOI)
Paris ⁽¹⁾	4 957	61%		39%
Seine-et-Marne	754	67%	25%	9%
Yvelines	1 016	65%	26%	11%
Essonne	871	66%	27%	8%
Hauts-de-Seine	2 612	63%	26%	11%
Seine-Saint-Denis	737	63%	29%	10%
Val-de-Marne	466	94%	4%	2%
Val-d'Oise	727	61%	28%	12%
Île-de-France ⁽¹⁾	12 140			

Note : à Paris, les données sur les plans d'épargne sont regroupées. Les données globales sur l'épargne salariale ne sont pas ventilées par type de texte (accord, avenant...).

(1) : pour Paris ne sont connus que les thèmes traités et non le nombre de textes. Le total est donc surestimé. Par conséquent le total régional l'est également.

* ce dénombrement comprend les décisions unilatérales portant sur l'épargne salariale.

** y compris les textes sur la prime de partage des profits.

Textes signés, par type, en 2012

hors textes traitant de l'épargne salariale

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Accord au sens strict	2 172	416	652	480	2 191	637	322	370	7 240
Adhésion à un accord	12	3	1	3	13	0	0	0	32
Avenant	507	57	130	85	434	147	5	61	1 426
Dénonciation d'accords	63	4	0	8	31	19	1	21	147
Désaccord (constats)	280	55	92	93	115	105	58	52	850
Autre	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Total hors décisions unilatérales	3 035	535	875	669	2 784	908	386	504	9 696
Décision unilatérale employeur	301	83	89	102	234	44	105	64	1 022
Total	3 336	618	964	771	3 018	952	491	568	10 718

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

Textes signés en 2012, par thèmes

Textes hors décisions unilatérales
et hors textes traitant de l'épargne salariale

Île-de-France

Temps de travail	17,7%
Salaires et primes*	32,8%
Droit syndical, institutions représentatives du personnel	8,4%
Conditions de travail	3,8%
Emploi	2,5%
Classification	1,2%
Formation professionnelle	0,9%
Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	2,2%
Accords de méthode	0,7%
Prévoyance	9,5%
Non discrimination	0,1%
Egalité hommes-femmes**	nd
Travailleurs handicapés	4,5%
Seniors	3,5%
Risques psychosociaux	0,6%
Travail du dimanche	0,2%
Pénibilité	1,7%
Autres***	44,1%
Ensemble	9 696

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

Un texte pouvant aborder plusieurs thèmes, le total des fréquences (colonne) est supérieur à 100%.

Lecture : 17,7 % des textes signés en 2012 en Île-de-France portent sur le temps de travail.

* cette rubrique peut comporter un certain nombre de textes portant sur la prime de partage des profits qui peuvent être enregistrés en textes d'épargne salariale ou de salaires et primes. Une recodification sur le libellé pour les inclure dans l'épargne salariale a été faite mais est susceptible d'erreurs.

** nd : non disponible - Suite à des pratiques très hétérogènes dans les modes de saisie des textes égalité professionnelle, il n'est pas possible de communiquer des chiffres cohérents concernant cette thématique.

*** cette catégorie voit son poids augmenter depuis quelques années car pour chaque mesure spécifique (prime exceptionnelle, mesures pénibilité, mesures égalité professionnelle...) il est demandé aux services d'enregistrer le texte dans cette catégorie en précisant l'objet sur un libellé à compléter.

Textes signés par type de signataire, en 2012 - hors textes traitant de l'épargne salariale

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Délégué du personnel (DP), Délégué unique (DU), Comité d'entreprise (CE)	52	41	24	35	119	5	22	20	318
Délégué syndical	2 862	476	814	600	2 572	848	356	446	8 974
Employeur seul*	398	95	111	127	294	99	107	99	1 330
Ratification aux 2/3**	12	6	6	7	21	0	4	3	59
Salarié mandaté	8	0	3	0	1	0	0	0	12
Non précisé	4	0	6	2	11	0	2	0	25
Total	3 336	618	964	771	3 018	952	491	568	10 718

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

* ce chiffre comprend les décisions unilatérales mais aussi des dénonciations d'accord, des constats de désaccord..

** procédure prévue pour les accords sur l'intéressement des salariés notamment, l'accord étant valide sans nécessité de la signature d'un représentant des salariés.

Textes signés par des délégués syndicaux, en 2012 - hors textes traitant de l'épargne salariale

Pourcentage des accords signés par les délégués désignés par les syndicats, par ordre de représentativité

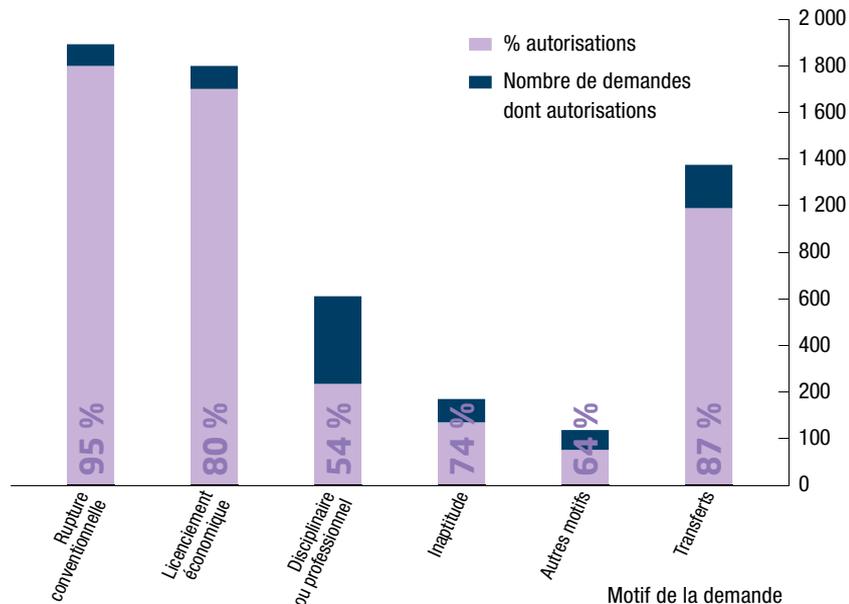
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
CFDT	60,7%	51,1%	60,3%	50,0%	61,2%	56,5%	47,5%	44,8%	57,8%
CGT	47,8%	51,9%	52,5%	44,3%	44,9%	48,7%	52,2%	51,3%	47,8%
CGT-FO	36,2%	33,8%	43,0%	40,0%	36,2%	37,9%	32,0%	35,7%	36,9%
CFE-CGC	46,3%	30,3%	47,1%	37,0%	54,7%	39,4%	33,4%	38,6%	45,7%
CFTC	26,8%	28,6%	29,5%	24,2%	31,7%	24,4%	25,6%	19,5%	27,7%
Autres	26,0%	12,6%	12,9%	10,8%	19,8%	18,4%	16,6%	22,0%	20,0%
Total	2 862	476	814	600	2 572	848	356	446	8 974

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

Le total de chaque colonne est supérieur à 100% car les textes sont souvent signés par plusieurs syndicats.

Les licenciements de salariés protégés

Demandes et autorisations de licenciements et de transferts traitées en Île-de-France, en 2012



Source: Delphes / données saisies dans Cap Sitere - traitement Direccte Sese Île-de-France.

Lecture : en Île-de-France, environ 1400 demandes de transfert de salarié protégé ont été instruites et saisies dans l'outil informatique en 2012. 87 % de ces demandes ont été autorisées.

Les « autres motifs » regroupent les fins de CDD, mises à la retraite et autres motifs.

Note : le taux d'autorisation est le rapport « Nombre de décisions d'autorisation / Nombre de demandes (autorisation + refus + « autre » (dont rejet)) ».

Les salaires du secteur privé en 2010

Répartition par département - Salariés employés toute l'année et à temps complet

Salaires										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 15 500 €	12%	19%	13%	14%	8%	15%	14%	15%	13%	20%
de 15 500 à 21 999 €	21%	34%	25%	28%	16%	25%	26%	28%	23%	34%
de 22 000 à 25 999 €	14%	16%	15%	15%	12%	16%	16%	16%	15%	15%
de 26 000 à 29 999 €	11%	10%	11%	11%	11%	11%	11%	12%	11%	9%
de 30 000 à 39 999 €	17%	12%	16%	15%	19%	16%	16%	15%	17%	11%
40 000 € et plus	25%	10%	19%	16%	33%	17%	16%	14%	22%	11%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Insee - DADS 2010 fichier au 12^e; calculs Direccte IdF - Sese.

Lecture : 13% des salariés du secteur privé travaillant en Île-de-France en 2010 ont perçu un salaire net inférieur à 15 500 euros annuels.

Répartition selon le sexe - Salariés employés toute l'année et à temps complet

Salaires	Île-de-France			France		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Moins de 15 500 €	10%	16%	13%	15%	28%	20%
de 15 500 à 21 999 €	22%	26%	23%	34%	35%	34%
de 22 000 à 25 999 €	14%	15%	15%	15%	14%	15%
de 26 000 à 29 999 €	11%	12%	11%	10%	8%	9%
de 30 000 à 39 999 €	17%	16%	17%	13%	9%	11%
40 000 € et plus	26%	15%	22%	13%	7%	11%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Insee - DADS 2010 fichier au 12^e; calculs Direccte IdF - Sese.

Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle des salariés franciliens du secteur privé

(employés toute l'année et à temps complet)



Salaires	Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Île-de-France
Moins de 15 500 €	3%	0%	5%	28%	22%	13%
de 15 500 à 21 999 €	5%	2%	21%	40%	38%	23%
de 22 000 à 25 999 €	6%	5%	22%	16%	20%	15%
de 26 000 à 29 999 €	6%	9%	19%	8%	11%	11%
de 30 000 à 39 999 €	13%	27%	23%	6%	8%	17%
40 000 € et plus	67%	57%	10%	2%	1%	22%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Insee - DADS 2010 fichier au 12^e calculs Direccte IdF - Sese.

Les expositions professionnelles

Salariés exposés à des contraintes physiques, chimiques, biologiques

Exposition aux contraintes physiques (% de salariés)

	Île-de-France	Autres régions
Plus fréquente en Île-de-France		
Travail en air et espace contrôlés	26,7%	17,0%
Travail sur écran (en continu ou discontinu)	62,5%	50,7%
Position fixe de la tête et du cou	32,0%	28,4%
Moins fréquente en Île-de-France		
Exposition à des nuisances sonores	24,2%	34,6%
Nuisances thermiques	14,4%	20,7%
Manutention manuelle de charges	27,0%	41,5%
Contraintes posturales et articulaires	69,0%	77,3%
<i>dont :</i>		
<i>Position debout ou piétinement</i>	37,7%	50,6%
<i>Déplacement à pied dans le travail</i>	33,1%	45,1%
<i>Position à genoux</i>	10,5%	18,0%
<i>Maintien de bras en l'air</i>	11,3%	18,9%
<i>Autres contraintes posturales (posture accroupie, en torsion, etc.)</i>	18,5%	28,5%
<i>Répétition d'un même geste ou d'une série de gestes à une cadence élevée</i>	24,0%	26,2%
<i>Travail exigeant de façon habituelle une position forcée d'une ou plusieurs articulations</i>	14,7%	19,1%
Machines et outils vibrants	6,7%	14,0%
Conduite	20,9%	35,2%
Exposition aux radiations ou aux rayonnements	2,7%	3,7%

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 24,2% des salariés répondants sont exposés à des nuisances sonores contre 34,6% dans les autres régions.



Île-de-France

Autres régions

Part des salariés exposés à une ou plusieurs contraintes physiques

	 Île-de-France	Autres régions
Pas d'exposition	4,1%	2,4%
Exposition à une contrainte physique	19,2%	14,1%
Exposition à 2 contraintes physiques	30,3%	25,9%
Exposition à 3 contraintes physiques ou plus	46,4%	57,6%
Total	100%	100%

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 46,4 % des salariés répondants sont exposés à au moins 3 contraintes physiques contre 57,6 % dans les autres régions.

Part des salariés exposés à des agents chimiques ou biologiques

	 Île-de-France	Autres régions
Salariés exposés à au moins un agent chimique	22,3%	37,3%
Salariés exposés à des agents biologiques	15,8%	22,3%

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 22,3% des salariés répondants sont exposés à au moins un agent chimique (solvants, oxydants, gaz et fumées, etc.).



► Fiches sur les expositions
aux contraintes professionnelles
par secteur

Part de salariés exposés à plus d'une contrainte physique selon le secteur d'activité

	Île-de-France	Autres régions
Industries manufacturière, extractive et autres	76,3%	87,5%
Production et distribution de gaz, d'électricité, d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	82,5%	85,0%
Construction	85,9%	93,4%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	81,2%	87,0%
Transports et entreposage	86,8%	90,6%
Hébergement et restauration	87,4%	77,4%
Edition, audiovisuel et diffusion	70,8%	86,8%
Télécommunications	97,6%	84,3%
Activités informatiques et services d'information	70,3%	77,4%
Activités financières et d'assurance	84,6%	78,3%
Activités immobilières	69,9%	72,2%
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	69,3%	74,0%
Recherche-développement scientifique	72,4%	80,6%
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	77,9%	84,8%
Activités de services administratifs et de soutien	70,2%	76,9%
Administration publique, Enseignement	72,2%	72,6%
Activités pour la santé humaine	66,6%	80,5%
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	62,4%	77,6%
Arts, spectacles et autres activités	67,4%	69,8%
Ensemble	76,7%	83,5%

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 85,9% des salariés répondants travaillant dans la construction sont exposés à plus d'une contrainte physique contre 93,4% dans les autres régions.

Part de salariés exposés à plus d'une contrainte physique selon la catégorie socioprofessionnelle

		
	Île-de-France	Autres régions
Cadres et professions intellectuelles supérieures	72,4%	78,9%
Professions intermédiaires	73,8%	79,2%
Employés administratifs	74,6%	74,2%
Employés de service	75,4%	81,0%
Ouvriers	89,7%	92,9%
Ensemble	76,7%	83,5%

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'État et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 72,4% des cadres répondants sont exposés à plus d'une contrainte physique contre 78,9% dans les autres régions.



► Les contraintes professionnelles en Île-de-France en 2010

■ Contraintes organisationnelles liées au temps de travail

Durée de l'absence du domicile du fait du travail, en %

	Île-de-France	Autres régions
amplitude < 10h	26,3	46,2
amplitude = 10h	23,4	23,7
amplitude > 10h	50,3	30,1
Total	100	100

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 50,3% des salariés répondants sont absents de chez eux du fait de leur travail plus de 10 heures lors d'une journée, contre 30,1% dans les autres régions.

Caractéristiques du temps de travail, en %

	Île-de-France	Autres régions
Horaires pas les mêmes tous les jours	23,3	24,1
Plusieurs périodes de travail dans la journée	8,6	11,1
Travail de nuit (0h-5h, même occasionnellement)	14,4	14,5
Travail de soirée (20h-24h, même occasionnellement)	35,7	29,4
Travail du samedi (même occasionnellement)	49,1	52,6
Travail du dimanche (même occasionnellement)	37,2	32,3
Astreintes	9,8	8,5

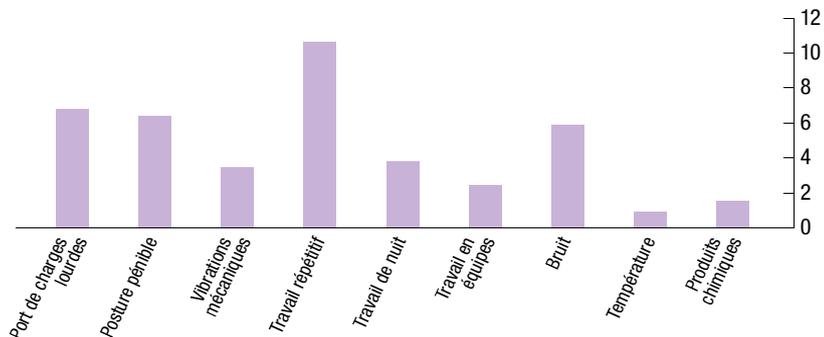
Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France, 9,8% des salariés répondants effectuent des astreintes dans le cadre de leur travail, contre 8,5% dans les autres régions.

Les facteurs de pénibilité du travail

Salariés exposés à au moins un facteur de pénibilité en Île-de-France, en %



Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte IdF - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Lecture : en Île-de-France 10,7% des salariés répondants sont exposés à un travail répétitif.

Les seuils statistiques retenus pour la pénibilité

- Port de charges lourdes : manutentions manuelles de charges (article R.4541-2 du code du travail) : au moins 10 heures par semaine ;
- Postures pénibles définies comme position forcée des articulations : au moins 10 heures par semaine ;
- Vibrations mécaniques (article R.4441-1 du code du travail) : au moins 2 heures par semaine pour les outils transmettant les vibrations aux membres supérieurs, 10 heures pour les vibrations provenant d'autres sources (fixes) ;
- Travail répétitif caractérisé par la répétition d'un même geste, à une cadence contrainte, imposée ou non par le déplacement automatique d'une pièce ou par la rémunération à la pièce, avec un temps de cycle défini : au moins 10 heures par semaine.
- Travail de nuit dans les conditions fixées aux articles L.3122-29 à L.3122-31 : 45 nuits ou plus par an ;
- Travail en équipes successives alternantes : 3x8, 4x8 ou 2x12 ;
- Bruit (article R. 4431-1 du code du travail) : au moins 10 heures par semaine pour un bruit supérieur à 85 décibels, 2 heures en cas de choc ou d'impulsion ;
- Température : au moins 10 heures par semaine pour les températures inférieures à 0° ou supérieure à 30°, 20 heures entre 0° et 15° ;
- Agents chimiques dangereux : un score d'exposition au moins égal à 2 (soit 10 heures au moins d'exposition pour une intensité égale à 1 -très faible-, soit 2 heures d'exposition au moins pour une intensité de faible à très forte).

Les accidents du travail

Déclarations d'accident du travail, en 2009

									Non précisé	
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Déclarations d'AT	60 783	34 302	28 457	25 938	37 992	34 929	28 797	28 041	11 254	290 493
dont trajet	16 651	4 176	4 829	3 747	10 796	6 293	5 038	3 819	1 676	57 025
dont hors-trajet	44 132	30 126	23 628	22 191	27 196	28 636	23 759	24 222	9 578	233 468

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

Nombre d'accidents du travail hors trajet

									Non précisé	
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Déclarations d'AT	44 132	30 126	23 628	22 191	27 196	28 636	23 759	24 222	9 578	233 468
dont indemnisés	20 066	17 040	11 888	11 766	12 515	15 330	12 144	12 943	1 038	114 730
dont indemnisés %	45%	57%	50%	53%	46%	54%	51%	53%	11%	49%

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

POLITIQUE DU TRAVAIL

Répartition selon le genre et l'âge des accidents du travail hors trajet indemnisés

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Ensemble	20 066	17 040	11 888	11 766	12 515	15 330	12 144	12 943	1 038	114 730
Hommes	11 784	11 654	8 125	8 047	7 687	10 869	8 685	8 826	178	75 855
Femmes	8 282	5 386	3 763	3 719	4 828	4 461	3 459	4 117	860	38 875
Moins de 25 ans	2 908	3 400	2 320	1 988	1 590	2 213	1 795	1 947	88	18 249
25-34 ans	5 449	4 981	3 307	3 272	3 521	4 530	3 239	3 826	154	32 279
35-49 ans	7 475	6 140	4 234	4 522	4 851	5 822	4 744	5 077	367	43 232
50 ans et plus	4 196	2 498	2 010	1 970	2 546	2 753	2 361	2 088	406	20 828
Non précisé	38	21	17	14	7	12	5	5	23	142

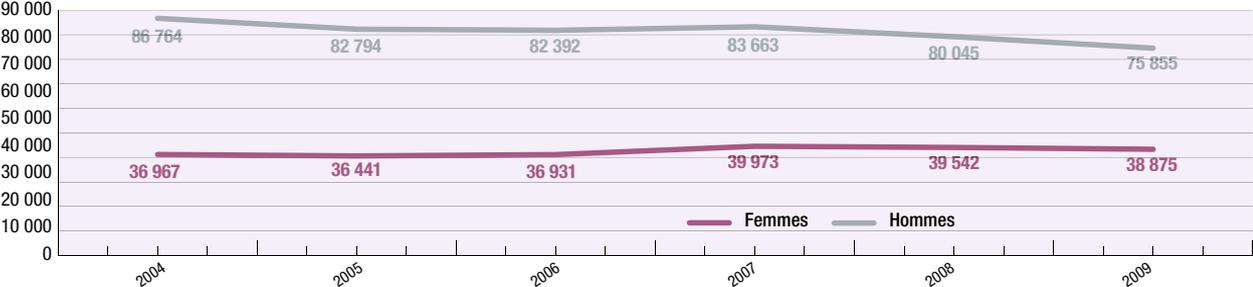
Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

Répartition selon le genre et l'âge des accidents du travail hors trajet indemnisés

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Cadres	6%	4%	4%	3%	7%	3%	3%	2%	2%	4%
Professions intermédiaires	10%	7%	8%	7%	14%	8%	8%	7%	3%	8%
Employés de commerce et services	39%	27%	28%	26%	28%	25%	24%	33%	53%	30%
Employés de bureau	4%	2%	2%	2%	4%	3%	2%	2%	0%	3%
Ouvriers	39%	59%	57%	60%	46%	59%	61%	54%	36%	53%
Non précisé	2%	2%	1%	1%	2%	2%	1%	2%	5%	2%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese - Calcul des catégories socioprofessionnelles : Direccte IdF - Sese.

Évolution du nombre d'accidents du travail hors trajet indemnisés



Données 2009 - Les données recensées ici correspondent aux accidents du travail ayant donné lieu à indemnisation.
 Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

Évolution du nombre d'accidents du travail hors trajet indemnisés par département, de 2004 à 2009

	Année						Évolution sur	
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2004-2009	2008-2009
Paris	22 299	21 068	20 829	21 649	20 611	20 066	-10,0%	-2,6%
Seine-et-Marne	16 694	16 294	17 250	17 929	17 752	17 040	2,1%	-4,0%
Yvelines	13 489	12 969	12 782	13 199	12 462	11 888	-11,9%	-4,6%
Essonne	12 935	12 538	12 500	12 866	12 528	11 766	-9,0%	-6,1%
Hauts-de-Seine	13 700	13 056	12 947	13 387	12 856	12 515	-8,6%	-2,7%
Seine-Saint-Denis	16 055	15 453	15 681	16 211	15 759	15 330	-4,5%	-2,7%
Val-de-Marne	13 062	12 593	12 173	12 750	12 723	12 144	-7,0%	-4,6%
Val-d'Oise	14 336	14 149	14 026	14 401	13 693	12 943	-9,7%	-5,5%
Non précisé	1 161	1 115	1 135	1 244	1 203	1 038	-10,6%	-13,7%
Total Île-de-France	123 731	119 235	119 323	123 636	119 587	114 730	-7,3%	-4,1%

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

POLITIQUE DU TRAVAIL

Nombre d'accidents du travail avec arrêt par 1 000 000 d'heures salariées, en 2007

Catégorie socioprofessionnelle
par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Cadres et chefs d'entreprise	2	3	2
Professions intermédiaires	5	6	5
Employés	25	17	20
Ouvriers	47	42	47
Toutes catégories	20	13	17

Lecture : pour un million d'heures salariées, les femmes employées ont eu 17 AT avec arrêt en moyenne.

Source : données CNAM-TS pour les AT, DADS-Insee pour les heures salariées ; calculs DARES.

Champ : salariés du régime général présents dans les DADS-Insee.

Nombre d'accidents du travail avec arrêt par 1 000 000 d'heures salariées, en 2007

Taille d'établissement
par catégorie socioprofessionnelle

	Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
De 1 à 9 salariés	4	4	11	36	14
De 10 à 49 salariés	3	6	21	52	20
De 50 à 199 salariés	2	7	22	45	18
De 200 à 499 salariés	2	6	24	53	17
500 salariés ou plus	2	5	28	52	13
Toutes tailles	2	5	20	47	17

Lecture : Pour un million d'heures salariées, les employés des établissements de 10 à 49 salariés ont eu 21 AT avec arrêt en moyenne.

Source : DADS-Insee et données de la table Section de la CNAM-TS ; calculs DARES.

Champ : salariés du régime général présents dans les DADS-Insee.

Accidents du travail avec arrêt par secteur d'activité par 1 000 000 d'heures salariées, en 2007

Secteur d'activité par catégorie socioprofessionnelle	Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
A0 - Agriculture, sylviculture, pêche	0	3	8	3	3
B0 - Industries agricoles et alimentaires	3	7	23	31	22
C1 - Habillement, cuir	2	3	11	12	8
C2 - Édition, imprimerie, reproduction	1	3	6	33	9
C3 - Pharmacie, parfumerie et entretien	2	6	20	27	8
C4 - Industries des équipements du foyer	2	4	10	33	18
D0 - Industrie automobile	1	2	10	18	6
E1 - Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1	3	16	31	9
E2 - Industries des équipements mécaniques	2	6	9	51	20
E3 - Industries des équipements électriques et électroniques	1	4	6	25	5
F1 - Industries des produits minéraux	2	4	8	42	21
F2 - Industrie textile	3	3	17	21	12
F3 - Industries du bois et du papier	4	8	10	51	32
F4 - Chimie, caoutchouc, plastiques	1	4	17	42	16
F5 - Métallurgie et transformation des métaux	3	4	16	48	31
F6 - Industrie des composants électriques et électroniques	1	3	10	30	10
G1 - Production de combustibles et de carburants	3	1	18	27	7
G2 - Eau, gaz, électricité	1	6	7	35	12
H0 - Construction	5	3	8	58	38
J1 - Commerce et réparation automobile	4	3	13	49	25
J2 - Commerce de gros, intermédiaires	2	5	18	44	13
J3 - Commerce de détail, réparations	9	9	28	53	25
K0 - Transports	3	5	42	58	35
L0 - Activités financières	1	2	9	54	3
M0 - Activités immobilières	1	3	6	58	11
N1 - Postes et télécommunications	1	4	24	N.S.	15
N2 - Conseils et assistance	1	3	7	35	4
N3 - Services opérationnels	3	5	15	37	23
N4 - Recherche et développement	1	3	6	23	3
P1 - Hôtels et restaurants	16	4	36	37	29
P2 - Activités récréatives, culturelles et sportives	5	16	15	37	13
P3 - Services personnels et domestiques	7	9	8	39	12
Q1 - Éducation	4	4	8	N.S.	7
Q2 - Santé, action sociale	11	13	23	N.S.	22
R1 - Administration publique	3	13	10	N.S.	13
R2 - Activités associatives et extraterritoriales	2	6	10	N.S.	8
Tous secteurs	2	5	20	47	17

Lecture : En 2007, pour un million d'heures salariées, les ouvriers de la construction ont eu en moyenne 58 AT avec arrêt. - N.S. : Non Significatif.

Source : DADS-Insee et données de la table Section de la CNAM-TS ; calculs DARES. Champ : salariés du régime général présents dans les DADS-Insee.

■ Les accidents du travail mortels en 2009

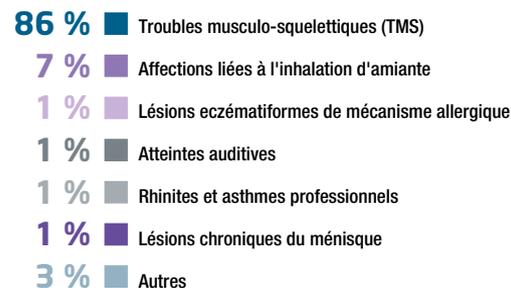
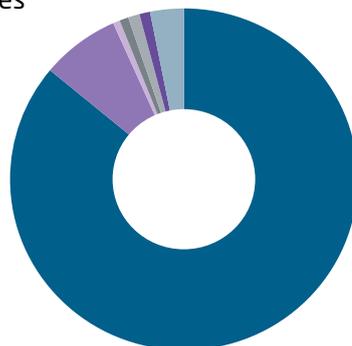
Nombre d'accidents du travail mortels par département et selon la qualification, en 2009

Catégorie socioprofessionnelle									Non précisé	
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Non précisé	Île-de-France
Cadres	9	3	8	2	7	1	5			35
Professions intermédiaires	12	2	3	3	9	5	4	3	2	43
Employés de commerces et services	10	4	1	2	3	8	6	8	1	43
Employés de bureau	2		1		1	2		3		9
Ouvriers	23	13	15	4	10	11	13	7	3	99
Non précisé	1	1				1		1		4
Ensemble	57	23	28	11	30	28	28	22	6	233

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

Les maladies professionnelles reconnues en Île-de-France en 2009

Répartition par type de maladies reconnues



Nombre de maladies reconnues par type et par sexe

	TMS	Amiante	Rhinites et asthmes professionnels	Lésions eczématiformes	Atteintes auditives	Lésions chroniques du ménisque	Autres maladies	Ensemble
Hommes	2 295	542	35	23	49	67	163	3 174
Femmes	4 286	19	47	41	0	9	75	4 477
Ensemble	6 581	561	82	64	49	76	238	7 651

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

POLITIQUE DU TRAVAIL

Nombre de maladies par type et par classe d'âge

Classe d'âge	TMS	Amiante	Rhinites et asthmes professionnels	Lésions eczématiformes	Atteintes auditives	Lésions chroniques du ménisque	Autres maladies	Ensemble
Moins de 30 ans	240	-	29	25	-	-	31	325
30-39 ans	838	-	18	13	2	10	27	908
40-49 ans	2 118	9	13	14	4	29	60	2 247
50-59 ans	3 105	105	20	10	34	34	66	3 374
60 ans et plus	241	443	2	1	9	2	54	752
Non précisé	39	4	-	1	-	1	-	45
Ensemble	6 581	561	82	64	49	76	238	7 651

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

Nombre de maladies par type et par profession

catégorie socioprofessionnelle	TMS	Amiante	Rhinites et asthmes professionnels	Lésions eczématiformes	Atteintes auditives	Lésions chroniques du ménisque	Autres maladies	Ensemble
Cadres	126	20	3	-	-	2	12	163
Professions intermédiaires	468	44	3	3	-	2	20	540
Employés de commerce et services	2 926	8	40	47	-	7	57	3 085
Employés de bureau	624	15	1	-	-	2	2	644
Ouvriers	2 436	474	35	14	48	63	147	3 217
Non précisé	1	-	-	-	1	-	-	2
Ensemble	6 581	561	82	64	49	76	238	7 651

Source : Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, exploitation Direccte IdF - Sese.

La législation relative aux risques professionnels définit la maladie professionnelle comme la conséquence directe de l'exposition d'un travailleur à un risque physique, chimique, biologique, ou comme le résultat des conditions dans lesquelles il exerce son activité professionnelle.

Les statistiques des maladies professionnelles ne rendent compte que partiellement de la réalité de l'origine professionnelle de la maladie.

Le dispositif de reconnaissance est en effet affecté par un phénomène de sous-déclaration.

Marché du travail

- ▶ *Évolutions récentes
du marché du travail et
de l'emploi en Île-de-France*
- ▶ *Brefs trimestriels*

//////////////////// MARCHÉ DU TRAVAIL



Le taux de chômage

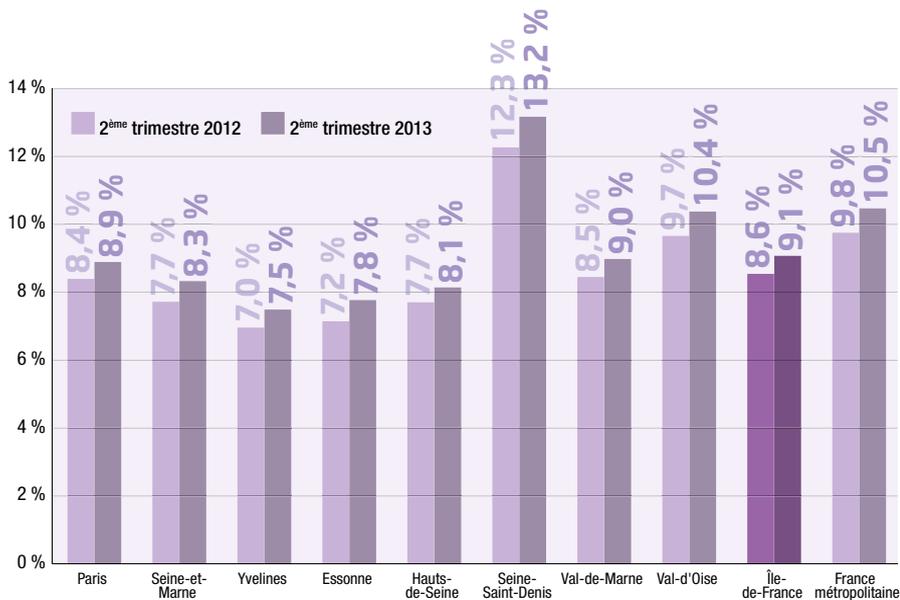
Évolution du taux de chômage* en Île-de-France et en France métropolitaine, depuis 1990



Source : Insee.

* Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) en France, taux de chômage localisé en Île-de-France.

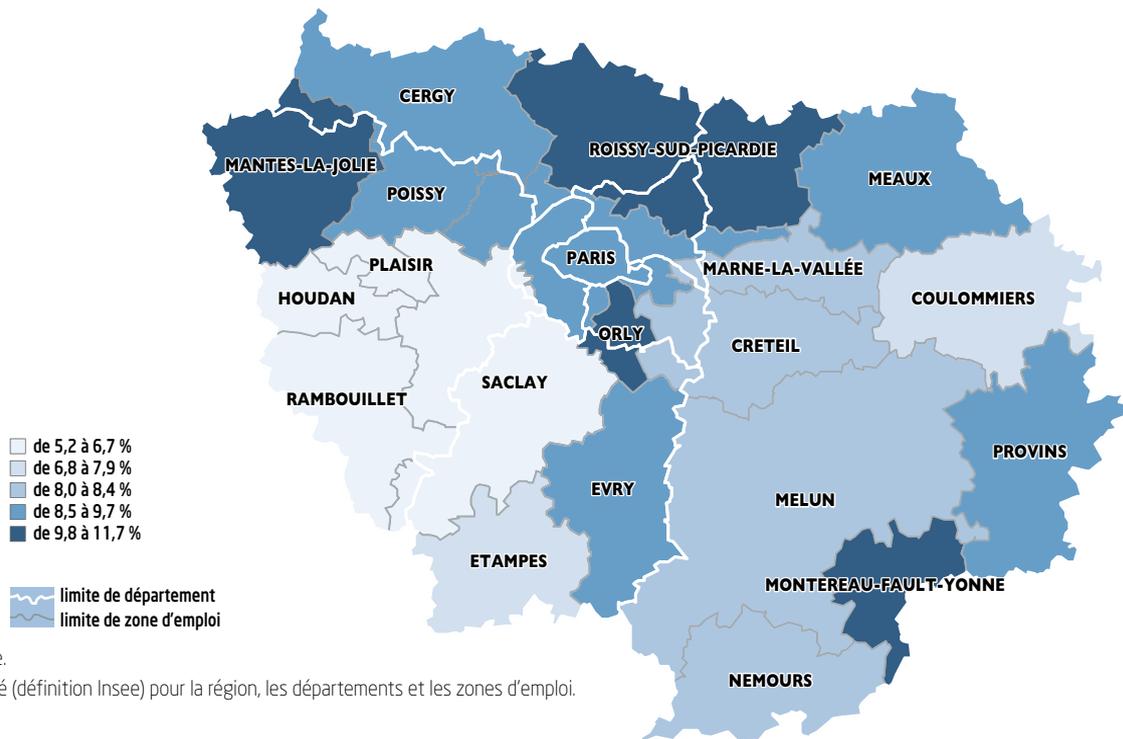
Taux de chômage* par département en Île-de-France



Source : Insee.

* Au sens du Bureau international du travail pour la France, taux de chômage localisé (définition Insee) pour la région et les départements. Données disponibles en novembre 2013.

Taux de chômage* localisé par zone d'emploi en Île-de-France, au 2^{ème} trimestre 2013



Source : Insee.

* Taux localisé (définition Insee) pour la région, les départements et les zones d'emploi.

Les demandeurs d'emploi

Demandeurs d'emploi par catégorie, au 30 juin 2013

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)

Catégorie										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	125 210	60 610	57 910	51 680	73 670	106 820	67 240	65 870	609 010	3 279 400
B	27 520	9 100	9 160	7 810	11 510	14 240	9 680	9 370	98 390	627 600
C	30 040	14 320	12 270	12 410	15 160	19 410	13 340	13 260	130 210	892 700
A+B+C	182 770	84 030	79 340	71 900	100 340	140 470	90 260	88 500	837 610	4 799 700
D	6 360	4 630	3 680	4 010	4 180	4 430	3 690	3 690	34 660	263 300
E	11 800	5 370	5 280	5 250	6 050	4 200	4 780	4 190	47 010	349 200
Ensemble A+B+C+D+E	200 930	94 030	88 300	81 160	110 570	149 100	98 730	96 380	919 280	5 412 200

Évolution entre juin 2012 et juin 2013

Données corrigées des variations saisonnières (CVS), en %

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
	A	8,0	12,8	12,1	12,3	8,5	11,6	11,1	10,6	10,5
B	4,3	4,5	10,2	6,4	7,1	9,3	7,9	7,1	6,7	6,5
C	-0,7	1,4	-3,2	4,5	2,9	2,0	2,2	-0,7	0,9	3,5
A+B+C	5,9	9,8	9,2	10,2	7,5	9,9	9,3	8,4	8,5	9,1
D	9,5	8,2	10,2	6,9	17,4	11,0	10,8	15,3	10,9	8,6
E	-0,9	-12,8	-4,3	-2,2	-0,8	-6,0	-1,4	8,3	-2,6	-3,9
Ensemble A+B+C+D+E	5,6	8,1	7,1	9,2	7,3	9,4	8,8	8,6	7,8	8,1

Source : Dares / Pôle emploi.

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Répartition des demandeurs d'emploi par catégorie, au 30 juin 2013

Catégorie										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	62,3%	64,5%	65,6%	63,7%	66,6%	71,6%	68,1%	68,3%	66,2%	60,6%
B	13,7%	9,7%	10,4%	9,6%	10,4%	9,6%	9,8%	9,7%	10,7%	11,6%
C	15,0%	15,2%	13,9%	15,3%	13,7%	13,0%	13,5%	13,8%	14,2%	16,5%
A+B+C	91,0%	89,4%	89,9%	88,6%	90,7%	94,2%	91,4%	91,8%	91,1%	88,7%
D	3,2%	4,9%	4,2%	4,9%	3,8%	3,0%	3,7%	3,8%	3,8%	4,9%
E	5,9%	5,7%	6,0%	6,5%	5,5%	2,8%	4,8%	4,3%	5,1%	6,5%
Ensemble A+B+C+D+E	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Dares / Pôle emploi.

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

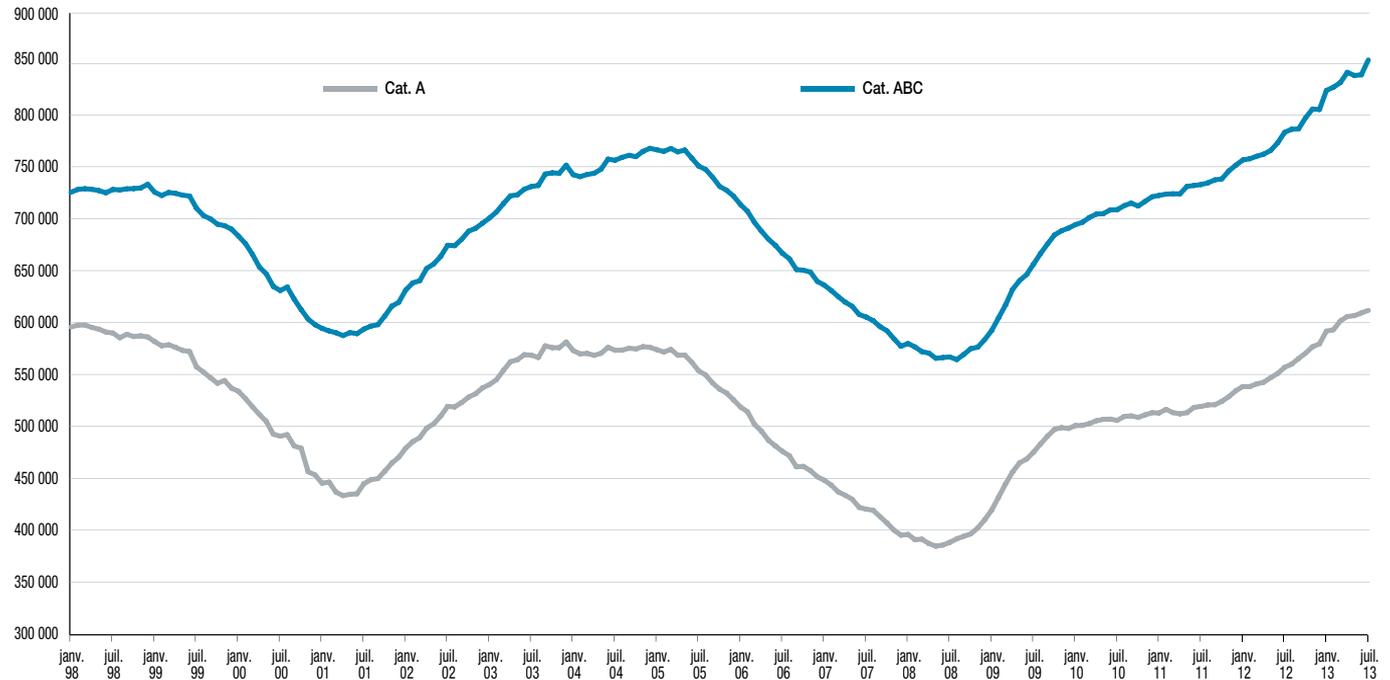
catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en Île-de-France, depuis janvier 1998

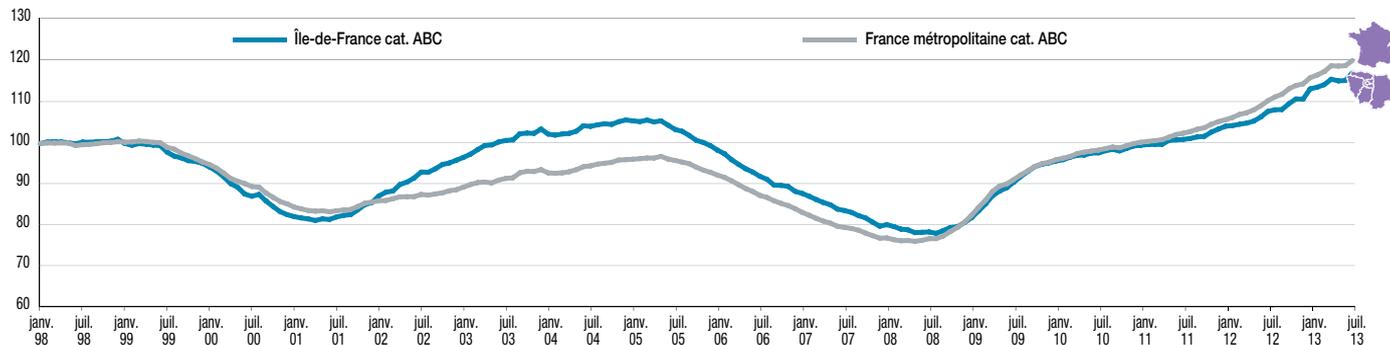
Données corrigées des variations saisonnières (CVS)



Source : Dares / Pôle emploi.

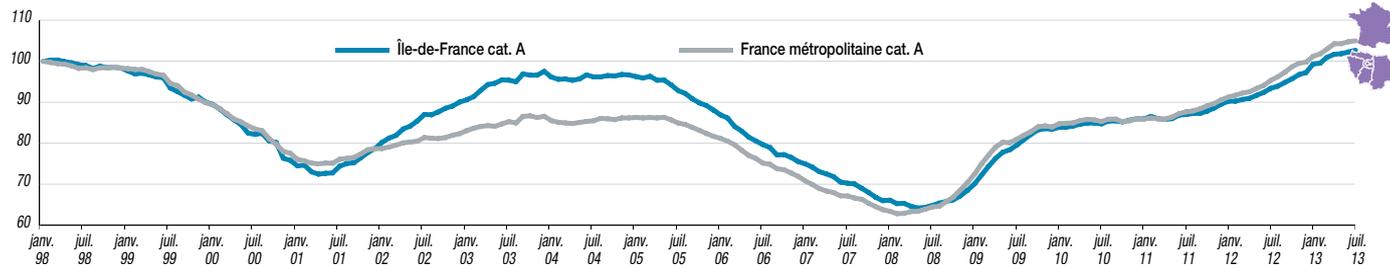
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC), depuis janvier 1998

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) / Base 100 en janvier 1998



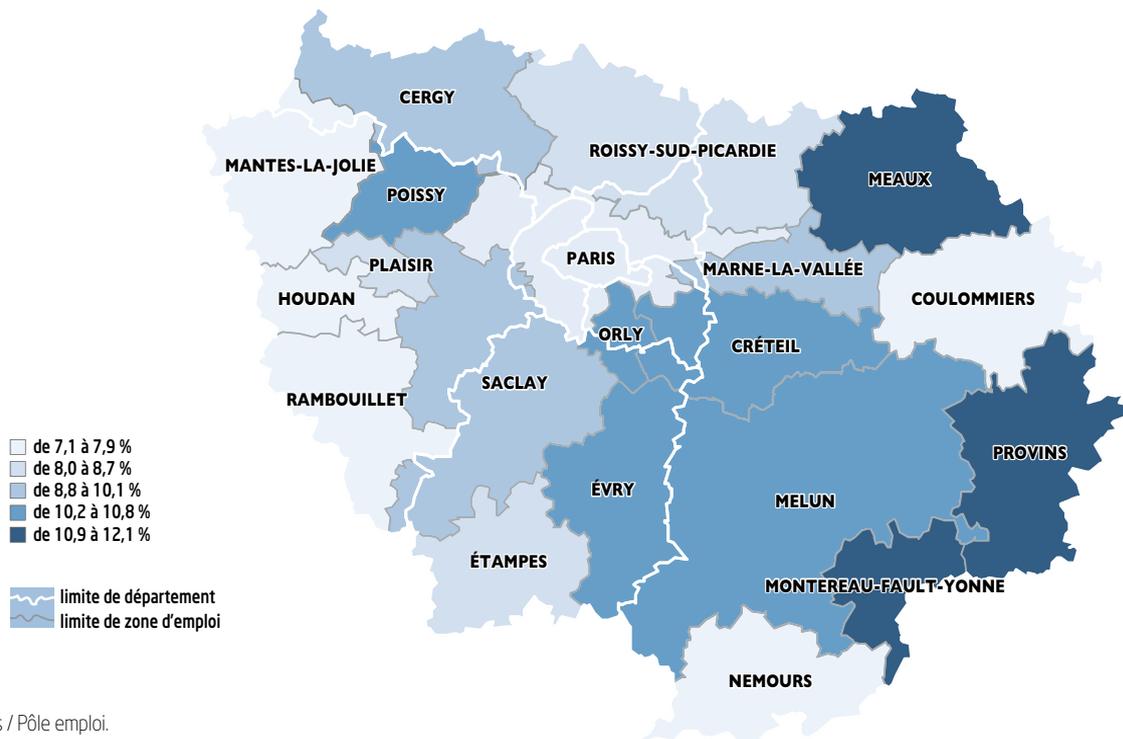
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A), depuis janvier 1998

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) / Base 100 en janvier 1998



Source : Dares / Pôle emploi.

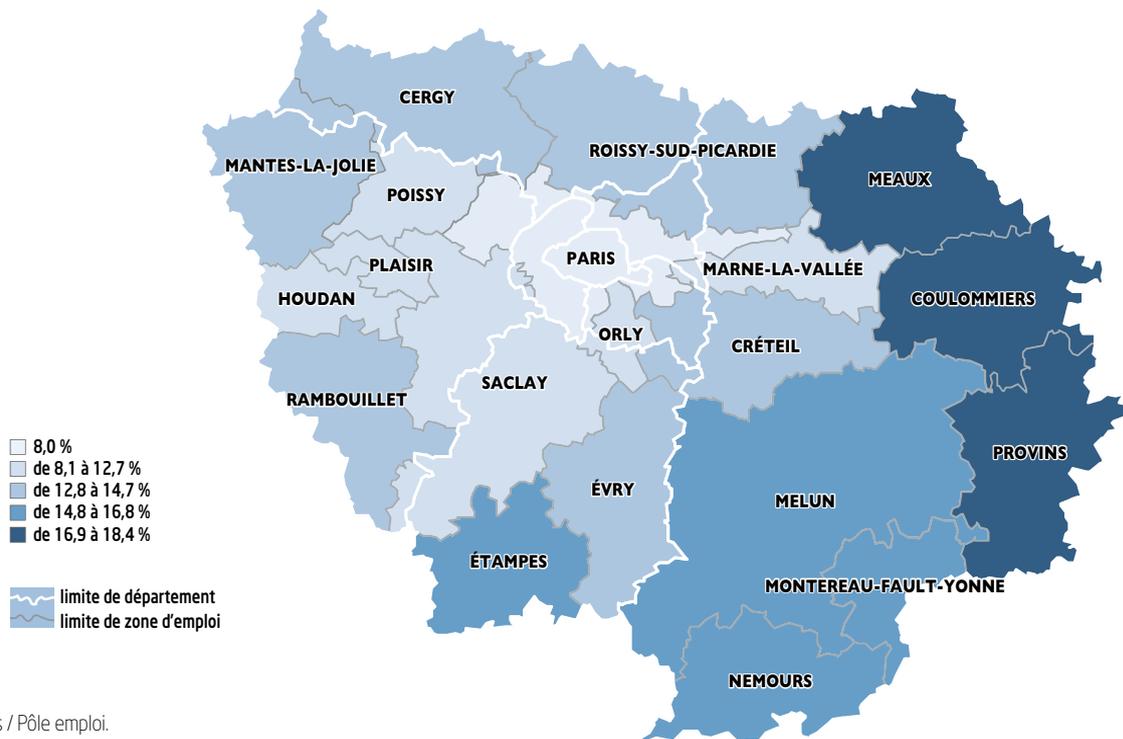
Évolution du nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes),
entre le 30 juin 2012 et le 30 juin 2013



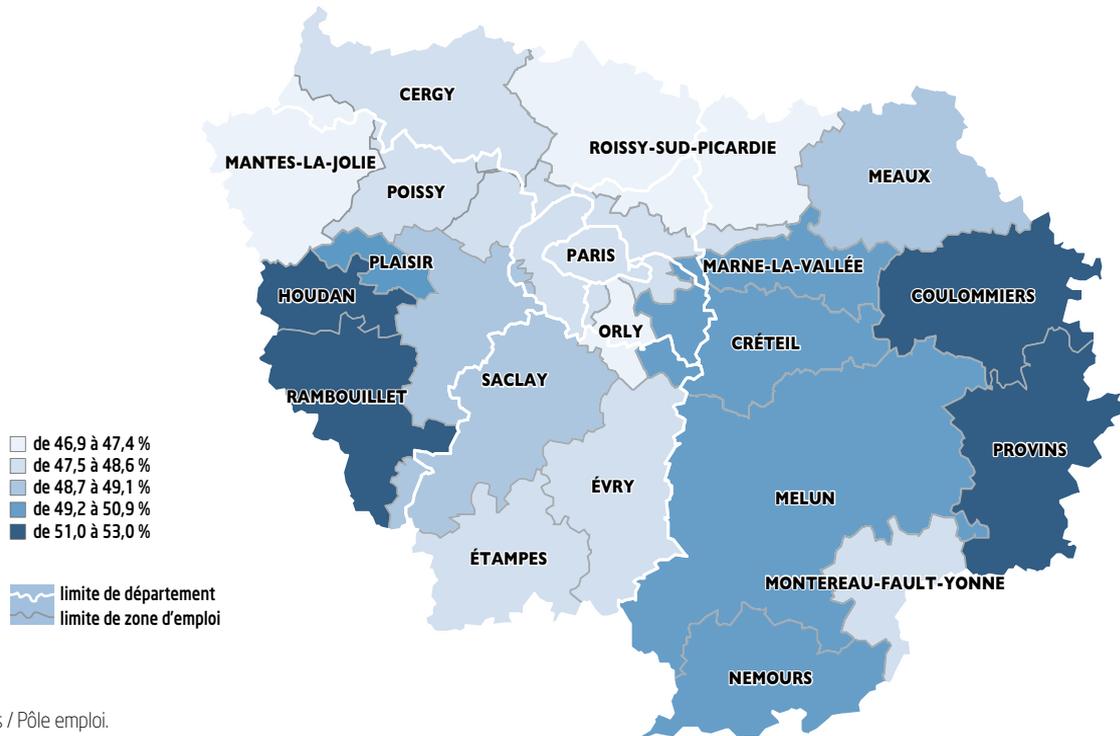
Source : Dares / Pôle emploi.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Part des moins de 25 ans dans les inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes),
au 30 juin 2013



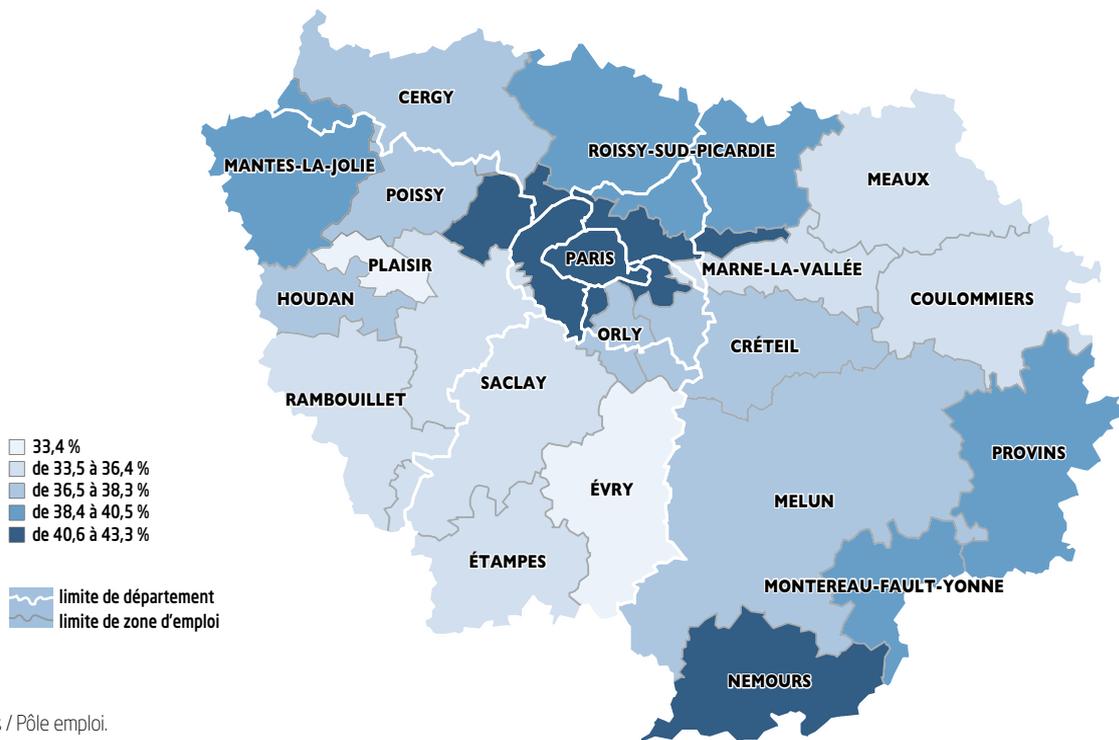
Part des femmes dans les inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes),
au 30 juin 2013



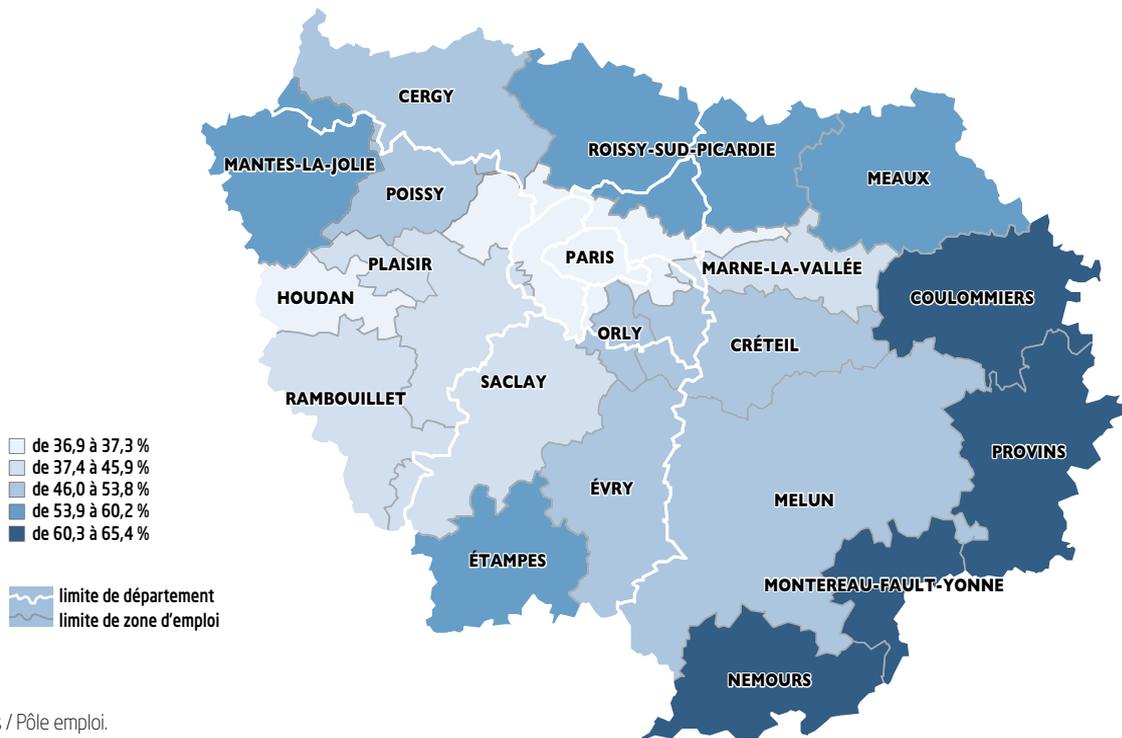
Source : Dares / Pôle emploi.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes), au 30 juin 2013



Part des demandeurs d'emploi de niveau de formation inférieur ou égal au CAP / BEP dans les inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes), au 30 juin 2013



Source : Dares / Pôle emploi.



► Voir les séries mensuelles de demandes et d'offres d'emploi depuis janvier 2000

Caractéristiques des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	51,5%	49,9%	51,0%	50,7%	50,8%	53,2%	51,4%	51,4%	51,4%	49,7%
Femmes	48,5%	50,1%	49,0%	49,3%	49,2%	46,8%	48,6%	48,6%	48,6%	50,3%
Moins de 25 ans	6,5%	16,7%	13,1%	14,7%	9,1%	11,9%	11,6%	14,2%	11,5%	16,3%
25 - 49 ans	70,6%	62,9%	64,9%	65,0%	68,2%	66,7%	66,8%	64,6%	66,8%	62,8%
50 ans et plus	22,9%	20,4%	22,0%	20,3%	22,7%	21,4%	21,6%	21,2%	21,7%	20,9%
Inscrits depuis plus d'un an ⁽¹⁾	46,3%	37,2%	37,5%	34,5%	40,9%	42,0%	39,6%	39,0%	40,7%	40,8%
Inscrits depuis plus de 2 ans ⁽²⁾	27,3%	16,6%	17,7%	15,2%	20,4%	21,4%	19,5%	18,7%	20,7%	20,3%
Travailleurs handicapés ⁽³⁾	4,3%	5,6%	5,8%	5,9%	4,8%	5,5%	5,9%	4,7%	5,2%	ND
RSA payable ⁽⁴⁾	15,7%	12,1%	12,5%	11,4%	14,0%	19,4%	14,4%	14,2%	14,8%	16,4%

Évolution, entre juin 2012 et juin 2013

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) en %, catégorie ABC

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	6,1	10,8	9,7	10,8	8,1	10,2	9,1	8,9	8,8	10,0
Femmes	5,8	8,8	8,7	9,7	6,8	9,6	9,6	7,8	8,0	8,1
Moins de 25 ans	4,9	8,9	7,1	8,6	5,8	7,3	6,6	4,4	6,7	7,8
25 - 49 ans	4,0	9,2	8,3	9,5	5,7	8,8	7,9	7,8	7,1	7,7
50 ans et plus	12,7	12,3	13,5	13,9	13,9	15,1	15,7	13,2	13,7	14,2
Inscrits depuis plus d'un an ⁽¹⁾	8,9	19,6	15,7	17,0	15,2	16,1	16,9	13,9	14,3	16,0
Inscrits depuis plus de 2 ans ⁽²⁾	7,9	20,8	15,8	17,1	14,8	19,8	16,9	13,7	14,3	17,0
Travailleurs handicapés ⁽³⁾	8,5	14,8	13,1	14,8	12,2	4,6	11,2	20,8	11,3	ND
RSA payable ⁽⁴⁾	5,3	12,7	19,9	20,0	14,6	19,8	10,5	18,9	13,9	14,3

(1) Un demandeur d'emploi inscrit depuis plus d'un an à Pôle emploi est dit de longue durée.

(2) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans est particulièrement élevé dans certains départements franciliens en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts) sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

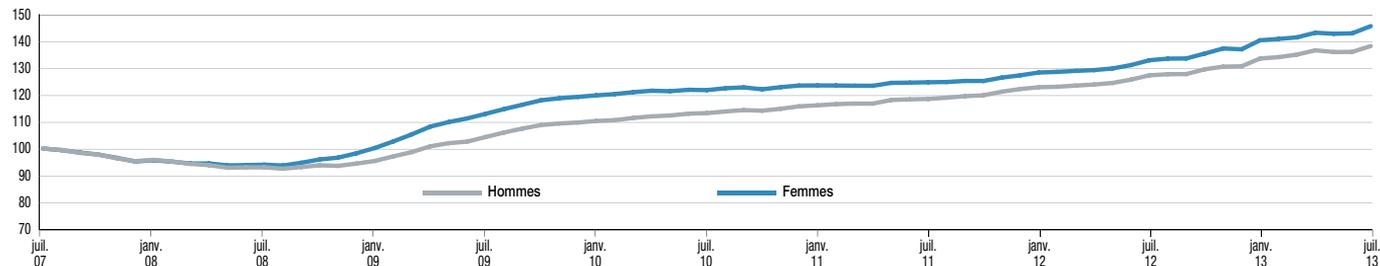
(3) Le code du travail précise en son article L 5212-13 la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Ces bénéficiaires peuvent, lors de leur inscription à Pôle Emploi, en faire état. Cependant, ils ne le font pas systématiquement et le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi est sans doute sous-estimé. Certaines maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) transmettent à Pôle Emploi les listes des reconnaissances délivrées mais cette transmission n'est pas systématique. Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, en structure, ou en évolution doit donc être lu avec précaution.

(4) Données brutes.

Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte IdF - Sese

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC - CVS) par sexe

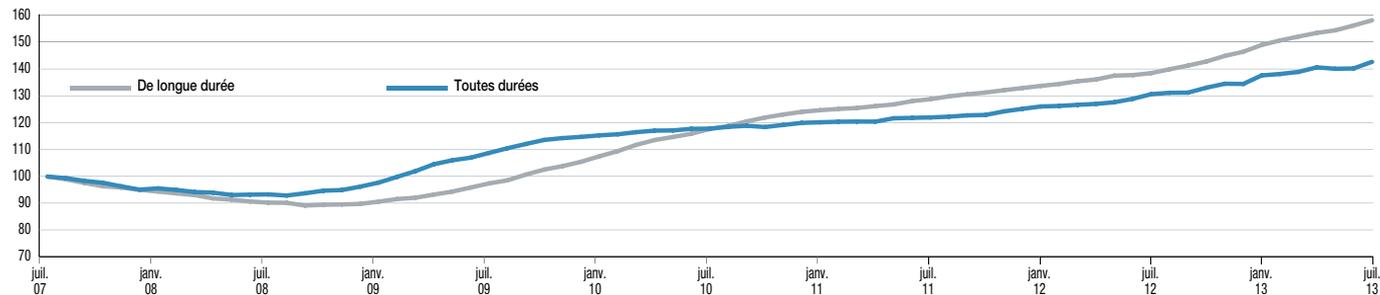
Base 100 en juillet 2007



Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi selon la durée d'inscription (catégorie ABC - CVS)

Base 100 en juillet 2007

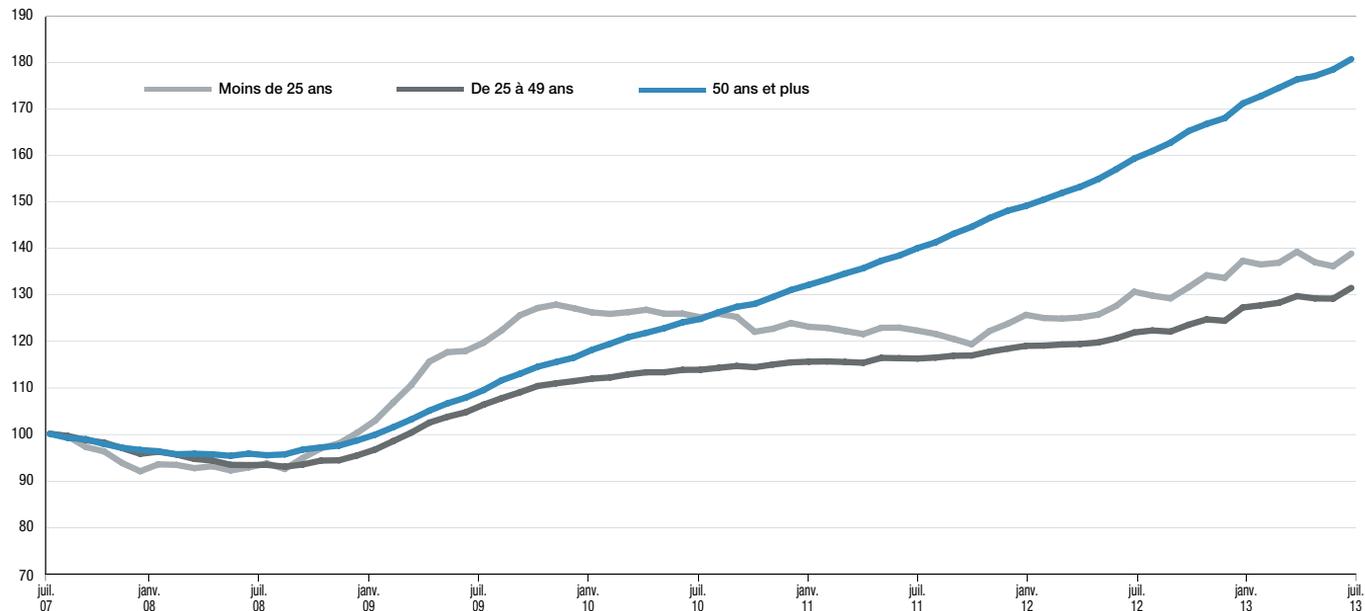


Longue durée : inscrits depuis plus d'un an.

Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte IdF - Sese

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC - CVS) par classe d'âge

Base 100 en juillet 2007



Niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Données brutes

										
Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V BIS)	14 %	19 %	17 %	19 %	15 %	26 %	19 %	21 %	19 %	18 %
BEP, CAP (V)	14 %	36 %	29 %	31 %	22 %	28 %	26 %	32 %	26 %	39 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	19 %	23 %	20 %	23 %	20 %	22 %	23 %	22 %	21 %	21 %
Bac + 2 ans (III)	15 %	12 %	14 %	13 %	15 %	11 %	14 %	12 %	13 %	11 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	39 %	10 %	19 %	14 %	28 %	13 %	19 %	12 %	21 %	12 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %					

Source : Dares / Pôle emploi.

Évolution entre juin 2012 et juin 2013

En %

										
Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V BIS)	7,9	7,3	8,4	10,1	7,2	9,9	9,4	8,0	8,7	7,3
BEP, CAP (V)	3,4	8,1	7,0	7,8	5,7	7,7	7,3	6,6	6,7	8,4
Bac, BTN, BT, BP (IV)	4,4	13,2	11,8	13,7	7,5	11,7	10,5	11,5	9,9	11,7
Bac + 2 ans (III)	2,4	9,7	7,6	9,1	5,3	9,1	6,8	6,2	6,3	8,3
Bac + 3 ou plus (I et II)	8,3	13,5	12,0	11,5	10,2	12,8	12,6	11,1	10,3	11,0

Source : Dares / Pôle emploi.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Qualification du métier recherché par les demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Données brutes

										
Catégorie socioprofessionnelle*	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	12 %	30 %	23 %	28 %	17 %	28 %	22 %	28 %	22 %	33 %
Employés de commerce et de services	21 %	30 %	28 %	29 %	27 %	34 %	30 %	33 %	28 %	32 %
Employés administratifs	7 %	12 %	12 %	12 %	10 %	11 %	12 %	12 %	11 %	9 %
Professions intermédiaires	25 %	16 %	19 %	17 %	20 %	15 %	19 %	16 %	19 %	15 %
Cadres	34 %	11 %	19 %	13 %	25 %	11 %	17 %	11 %	19 %	10 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %					

Source : Dares / Pôle emploi.

Évolution entre juin 2012 et juin 2013

En %

										
Catégorie socioprofessionnelle*	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	8,4	9,9	8,2	11,4	9,8	10,1	9,3	9,6	9,6	9,9
Employés de commerce et de services	8,8	11,5	11,8	11,9	9,8	12,3	11,0	10,8	10,9	9,6
Employés administratifs	4,5	7,7	5,7	8,4	4,9	7,4	8,6	6,4	6,6	7,1
Professions intermédiaires	3,9	9,5	9,5	9,3	4,5	8,0	7,7	4,3	6,3	8,6
Cadres	5,4	8,3	9,0	7,8	7,2	8,3	9,1	8,1	7,1	8,2

Source : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi a été recalculée par la Direccte IdF - Sese à partir du code ROME (Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois).

Qualification du métier recherché par les demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Selon le sexe

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble
Ouvriers	38 %	5 %	22 %
Employés de commerce et de services	18 %	40 %	28 %
Employés administratifs	4 %	18 %	11 %
Professions intermédiaires	20 %	19 %	19 %
Cadres	20 %	19 %	19 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Selon l'âge

Catégorie socioprofessionnelle	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
Ouvriers	27 %	22 %	23 %	22 %
Empl. de comm. et de services	37 %	27 %	29 %	28 %
Employés administratifs	13 %	11 %	9 %	11 %
Professions intermédiaires	17 %	21 %	16 %	19 %
Cadres	6 %	20 %	22 %	19 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Selon le sexe

Niveau de formation	Hommes	Femmes	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V BIS)	19 %	18 %	19 %
BEP, CAP (V)	29 %	22 %	26 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	20 %	22 %	21 %
Bac + 2 ans (III)	12 %	14 %	13 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	19 %	24 %	21 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

*En raison des arrondis, le total peut être légèrement différent des 100 %.

Selon l'âge

Niveau de formation	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V BIS)	10 %	16 %	32 %	19 %
BEP, CAP (V)	36 %	25 %	23 %	26 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	33 %	21 %	16 %	21 %
Bac + 2 ans (III)	12 %	14 %	10 %	13 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	9 %	24 %	18 %	21 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Durée d'inscription des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Données brutes

Durée d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 6 mois	33,4%	39,0%	38,4%	41,4%	36,4%	36,2%	37,8%	37,4%	36,9%	35,0%
De 6 mois à moins d'un an	20,2%	24,1%	23,9%	23,9%	22,8%	22,0%	22,7%	23,6%	22,5%	23,5%
De 1 à moins de 2 ans	18,7%	20,2%	19,6%	19,1%	20,0%	20,2%	19,7%	20,0%	19,6%	20,8%
De 2 à moins de 3 ans	8,9%	8,0%	8,0%	7,2%	8,5%	9,2%	8,3%	8,2%	8,5%	9,0%
3 ans et plus ⁽¹⁾	18,8%	8,7%	10,1%	8,2%	12,3%	12,4%	11,5%	10,8%	12,6%	11,7%
Demandeurs d'emploi longue durée ⁽²⁾	46,4%	37,0%	37,7%	34,6%	40,8%	41,8%	39,5%	39,0%	40,7%	41,5%

Source : Dares / Pôle emploi.

(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis trois ans et plus est particulièrement élevé dans certains départements franciliens en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

(2) Un demandeur d'emploi est dit de longue durée s'il est inscrit à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Âge et sexe des demandeurs d'emploi de longue durée⁽²⁾ (catégorie ABC), au 30 juin 2013

Données brutes

Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	53,0%	50,6%	52,9%	52,3%	53,1%	55,1%	53,9%	52,2%	53,1%	49,7%
Femmes	47,0%	49,4%	47,1%	47,7%	46,9%	44,9%	46,1%	47,8%	46,9%	50,3%
Moins de 25 ans	1,9%	6,9%	4,6%	5,2%	3,0%	4,4%	4,2%	5,8%	4,0%	7,2%
25 - 49 ans	67,5%	62,3%	62,3%	63,0%	64,2%	64,5%	64,0%	62,8%	64,5%	62,6%
50 ans et plus	30,6%	30,8%	33,0%	31,8%	32,7%	31,1%	31,8%	31,4%	31,5%	30,1%

Source : Dares / Pôle emploi.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) résidant en zone urbaine sensible (ZUS), au 30 juin 2012

Données brutes

	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France	 France métropolitaine
Hommes	55,9%	52,7%	54,6%	53,0%	54,0%	53,7%	52,6%	52,9%	53,7%	54,5%
Femmes	44,1%	47,3%	45,4%	47,0%	46,0%	46,3%	47,4%	47,1%	46,3%	45,5%
Moins de 25 ans	6,7%	15,6%	14,6%	14,2%	11,2%	12,6%	13,9%	12,9%	12,4%	14,7%
25 - 49 ans	69,8%	66,1%	67,8%	68,0%	66,2%	66,2%	64,9%	66,0%	66,8%	66,5%
50 ans et plus	23,5%	18,2%	17,6%	17,8%	22,6%	21,2%	21,2%	21,1%	20,8%	18,8%
Inscrits depuis plus d'un an	47,5%	38,1%	37,4%	32,3%	40,3%	40,6%	38,3%	40,5%	39,8%	42,2%
Inscrits depuis plus de deux ans	29,2%	17,8%	17,9%	13,4%	20,5%	20,6%	18,4%	20,5%	20,2%	22,0%
RSA (payable)	15,4%	17,1%	15,3%	12,5%	15,8%	18,6%	15,6%	16,0%	16,1%	28,2%
Ensemble	13 574	6 838	10 743	12 855	15 162	28 226	10 488	17 683	115 569	458 338

Source : Dares / Pôle emploi, Insee. Estimations Direccte IdF - Sese.



► La nomenclature des familles professionnelles : Fap 2009

Domaine professionnel du métier recherché par les demandeurs d'emploi de catégorie ABC inscrits à Pôle emploi, au 30 juin 2013

Données brutes

Domaine professionnel	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A : Agriculture, marine, pêche	960	1 179	927	784	617	851	526	853	6 697	165 411
B : Bâtiment, travaux publics	9 369	6 703	5 419	5 248	5 563	13 373	6 574	7 089	59 338	448 652
C : Électricité, électronique	230	337	318	314	248	391	239	360	2 437	23 538
D : Mécanique, travail des métaux	730	1 272	1 979	785	769	1 540	727	1 397	9 199	148 772
E : Industries de process	587	1 951	1 000	1 204	539	1 253	791	1 162	8 487	152 127
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	2 512	1 209	717	905	1 073	2 798	1 217	1 347	11 778	53 103
G : Maintenance	1 794	2 468	2 179	1 906	1 947	3 494	1 983	2 582	18 353	139 899
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	659	497	545	461	500	439	394	421	3 916	24 149
J : Transports, logistique et tourisme	9 617	12 239	7 622	10 965	8 765	18 980	10 526	11 811	90 525	476 811
K : Artisanat	330	172	158	144	193	321	220	189	1 727	9 501
L : Gestion, administration des entreprises	23 482	12 269	13 642	10 942	17 253	17 559	13 605	13 352	122 104	545 644
M : Informatique et télécommunications	4 047	1 576	1 932	1 613	2 918	2 357	2 037	1 788	18 268	56 574
N : Études et recherche	1 644	254	529	504	856	434	521	287	5 029	19 662
P : Admin publique, prof juridiques, armée et police	2 228	416	531	433	777	768	626	524	6 303	29 333
Q : Banque et assurances	2 568	872	1 015	741	1 652	1 538	1 232	1 069	10 687	36 314
R : Commerce	21 447	11 307	11 085	9 125	14 248	14 771	11 804	10 773	104 560	609 501
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	12 906	5 594	4 743	4 361	7 031	11 505	6 270	6 155	58 565	306 360
T : Services aux particuliers et aux collectivités	18 678	12 687	11 642	11 062	14 104	25 787	13 662	15 415	123 037	812 306
U : Communication, information, art et spectacle	55 224	3 822	5 385	3 814	12 811	11 460	9 080	4 085	105 681	246 757
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	6 697	3 995	4 010	3 449	4 345	6 693	4 626	4 353	38 168	252 566
W : Enseignement, formation	3 678	734	1 012	795	1 415	1 451	1 208	946	11 239	60 808
Z : Non renseigné ou autre	40	13	13	13	18	86	31	30	244	692
Ensemble des domaines	179 427	81 566	76 403	69 568	97 642	137 849	87 899	85 988	816 342	4 618 480

Source : Dares / Pôle emploi, traitement Direccte IdF - Sese.

Le domaine professionnel est un regroupement en 22 postes des « Familles Professionnelles » (FAP). Celles-ci sont une nomenclature de métiers construite pour faciliter le rapprochement entre la nomenclature des « Professions et Catégories Socioprofessionnelles » (PCS) utilisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans les différentes sources sur l'emploi pour codifier les professions et le « Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois » (ROME) utilisé par Pôle emploi pour coder les emplois recherchés par les demandeurs ainsi que les offres déposées par les entreprises, dans une logique opérationnelle de placement. Les familles professionnelles sont déclinées en 224, 87 ou 22 postes.

Évolution de la demande d'emploi de catégorie ABC, selon le domaine du métier recherché, entre juin 2012 et juin 2013

Données brutes

Domaine professionnel										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A : Agriculture, marine, pêche	5,0	9,2	9,6	11,2	7,1	12,0	7,8	5,3	8,4	10,4
B : Bâtiment, travaux publics	10,5	14,6	10,0	12,9	10,5	14,5	12,0	12,2	12,4	12,1
C : Électricité, électronique	6,0	0,3	4,6	2,3	-5,7	-4,2	0,0	11,8	1,7	7,5
D : Mécanique, travail des métaux	8,3	3,8	3,6	-1,4	6,2	6,8	19,4	5,0	5,6	5,8
E : Industries de process	6,0	7,1	5,6	12,9	0,9	-1,9	9,3	2,6	5,3	6,7
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	1,7	11,3	-3,0	4,0	6,0	1,5	2,7	4,6	3,3	7,0
G : Maintenance	5,7	11,0	15,2	17,3	14,1	9,9	13,4	13,6	12,3	12,0
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	7,2	15,6	1,9	9,5	11,6	14,0	3,1	3,4	8,1	9,0
J : Transports, logistique et tourisme	3,4	8,4	7,5	10,0	8,1	8,6	6,6	7,0	7,6	9,0
K : Artisanat	2,8	-0,6	12,9	6,7	6,0	4,9	9,5	1,6	5,0	6,3
L : Gestion, administration des entreprises	6,4	6,8	6,4	8,0	5,4	6,9	9,3	6,1	6,8	6,7
M : Informatique et télécommunications	14,5	22,6	16,0	17,6	11,6	15,8	12,8	9,6	14,6	11,9
N : Études et recherche	9,2	4,1	15,3	20,6	15,7	10,2	29,6	7,1	13,5	14,9
P : Admin publique, prof juridiques, armée et police	3,1	12,4	21,2	6,1	11,5	10,2	10,2	16,4	8,9	11,5
Q : Banque et assurances	11,2	5,4	4,0	14,2	7,3	5,5	10,0	6,3	8,1	9,5
R : Commerce	9,6	10,8	10,4	10,3	9,3	13,1	10,8	11,2	10,6	9,8
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	12,1	17,8	16,9	13,7	9,8	15,7	12,5	13,2	13,7	15,0
T : Services aux particuliers et aux collectivités	8,8	10,2	11,1	11,6	9,1	11,7	10,6	9,6	10,4	8,4
U : Communication, information, art et spectacle	1,7	5,3	6,0	3,6	3,6	3,6	3,8	2,6	2,8	4,2
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	2,4	6,4	13,0	10,9	4,5	9,3	10,0	6,6	7,4	10,4
W : Enseignement, formation	8,1	14,2	0,5	10,4	3,7	10,3	5,3	5,1	7,0	7,6
Z : Non renseigné ou autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des domaines	5,9	9,8	9,2	10,3	7,5	10,0	9,4	8,4	8,5	9,2

Source : Dares / Pôle emploi, traitement Direccte IdF - Sese.

Inscriptions à Pôle emploi en catégorie ABC, selon le motif, entre juillet 2012 et juin 2013

Données brutes

Motif d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Licenciement économique *	3%	4%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Autres licenciements	10%	13%	13%	13%	14%	11%	13%	12%	12%	8%
Fin de CDD	22%	23%	22%	22%	20%	20%	21%	21%	21%	25%
Fin de mission d'intérim	3%	7%	5%	7%	4%	6%	5%	6%	5%	6%
Première entrée	6%	5%	5%	6%	6%	7%	7%	6%	6%	5%
Reprise d'activité	5%	6%	6%	6%	6%	5%	5%	6%	6%	8%
Démission	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Rupture conventionnelle	7%	6%	7%	5%	7%	4%	6%	5%	6%	5%
Autres cas	39%	32%	35%	34%	37%	42%	37%	38%	37%	36%
Total	219 258	112 104	107 576	104 445	128 561	180 882	120 558	116 247	1 089 631	5 852 344

Source : Dares / Pôle emploi.* Y compris fins de conventions de conversion et de CRP (Convention de Reclassement Personnalisé).

Sorties de Pôle emploi de catégorie ABC, selon le motif, entre juillet 2012 et juin 2013

Données brutes

Motif de sortie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Reprise d'emploi déclarée	17%	19%	21%	18%	19%	12%	16%	16%	17%	20%
Entrée en stage	4%	6%	5%	5%	4%	4%	4%	4%	4%	8%
Arrêt recherche d'emploi	5%	7%	7%	7%	6%	5%	6%	6%	6%	8%
Non réponse à convocations*	7%	9%	9%	10%	8%	8%	9%	10%	8%	9%
Autres radiations administratives*	0%	0%	1%	2%	0%	1%	0%	1%	1%	
Absence à contrôle	49%	45%	44%	44%	48%	55%	50%	49%	49%	45%
Autres cas de sortie	18%	14%	14%	14%	15%	17%	16%	14%	16%	11%
Total	208 075	104 921	100 176	97 969	121 045	168 482	112 985	108 907	1 022 560	5 428 155

Source : Dares / Pôle emploi. « Non réponses à convocations » et « Autres radiations administratives » sont cumulées au niveau national.

Inscriptions à Pôle emploi, selon le motif, le sexe et l'âge, entre juillet 2012 et juin 2013

Données brutes - catégorie ABC



Motif d'inscription	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et plus	
Licenciement économique*	4%	3%	1%	3%	8%	3%
Autres licenciements	13%	11%	7%	13%	19%	12%
Fin de CDD	20%	23%	30%	20%	15%	21%
Fin de mission d'intérim	8%	3%	7%	5%	3%	5%
Première entrée	6%	7%	14%	4%	1%	6%
Reprise d'activité	4%	7%	4%	6%	5%	6%
Démission	3%	3%	3%	3%	2%	3%
Ruptures conventionnelles	6%	6%	2%	7%	8%	6%
Autres cas	38%	37%	31%	39%	40%	37%
Total	553 773	535 858	254 162	710 635	124 834	1 089 631

Source : Dares / Pôle emploi.

* Y compris fins de conventions de conversion et de CRP (Convention de Reclassement Personnalisé).

Sorties de Pôle emploi, selon le motif, le sexe et l'âge, entre juillet 2012 et juin 2013

Données brutes - catégorie ABC



Motif de sortie	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et plus	
Reprise d'emploi déclarée	16%	17%	14%	18%	17%	17%
Entrée en stage	4%	5%	4%	5%	3%	4%
Arrêt recherche d'emploi	4%	8%	3%	5%	13%	6%
Non réponse à convocations	9%	7%	9%	9%	7%	8%
Autres radiations administratives	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Absence à contrôle	50%	47%	60%	46%	41%	49%
Autres cas de sortie	16%	15%	9%	17%	18%	16%
Total	517 820	504 740	225 006	678 440	119 114	1 022 560

Source : Dares / Pôle emploi.

Les caractéristiques des offres d'emploi déposées à Pôle emploi, de juillet 2012 à juin 2013

Offres d'emploi selon le type de contrat, par département

Données brutes

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'offres	220 482	38 411	49 332	34 372	82 964	41 426	39 473	29 175	535 635	2 692 600
Dont										
CDI	36,2%	43,3%	44,3%	47,2%	43,6%	44,0%	46,6%	42,4%	41,0%	31,9%
CDD de plus de 6 mois	12,5%	9,5%	11,9%	12,1%	10,5%	11,3%	11,7%	10,5%	11,6%	12,4%
CDD de moins de 6 mois	42,1%	35,7%	36,8%	31,7%	43,7%	37,2%	35,8%	29,0%	39,2%	42,4%
Intérim	9,2%	11,4%	7,0%	8,9%	2,2%	7,5%	5,8%	18,1%	8,1%	13,3%

Source : Dares / Pôle emploi.

Offres d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle du métier demandé, par département

Données brutes

Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	13%	32%	21%	31%	13%	25%	20%	36%	19%	34%
Empl. de commerce et de services	24%	37%	28%	32%	33%	29%	35%	27%	28%	31%
Employés administratifs	13%	7%	12%	10%	15%	14%	14%	8%	12%	8%
Professions intermédiaires	26%	19%	25%	21%	23%	22%	23%	24%	24%	20%
Cadres *	24%	6%	15%	7%	17%	10%	8%	5%	16%	7%
Nombre d'offres	220 482	38 411	49 332	34 372	82 964	41 426	39 473	29 175	535 635	2 692 600

Source : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie cadre, qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Offres d'emploi selon le type de contrat et la catégorie socioprofessionnelle, entre juillet 2012 et juin 2013



Catégorie socioprofessionnelle	CDI	CDD de plus de 6 mois	CDD de 6 mois et moins	Intérim	Île-de-France
Ouvriers	36%	9%	34%	21%	100%
Employés de commerce et de services	47%	8%	42%	4%	100%
Employés administratifs	34%	12%	47%	8%	100%
Professions intermédiaires	45%	19%	28%	7%	100%
Cadres*	36%	10%	51%	2%	100%
Total	41%	12%	39%	8%	100%

Source : Dares / Pôle emploi.

Offres d'emploi selon la durée hebdomadaire et la catégorie socioprofessionnelle, de juillet 2012 à juin 2013

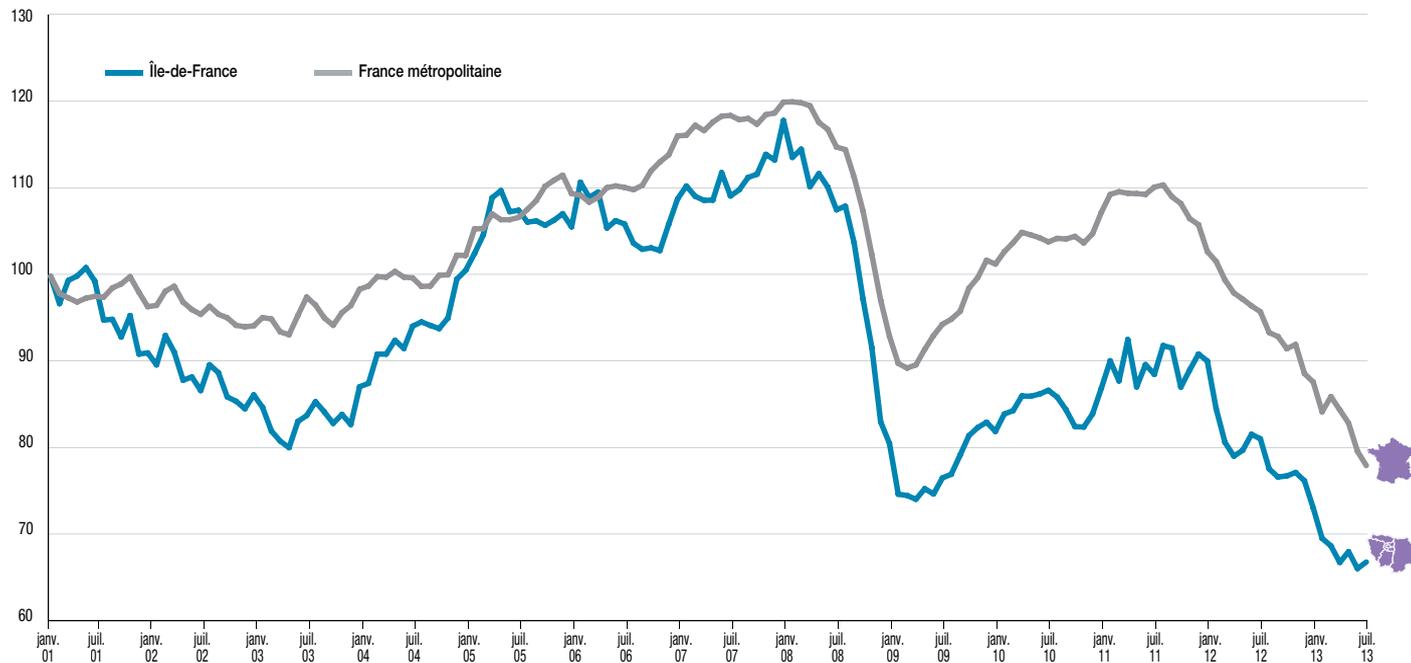
Catégorie socioprofessionnelle	Temps plein	Mi-temps et plus	Moins d'un mi-temps	Île-de-France
Ouvriers	86%	9%	5%	100%
Employés de commerce et de services	55%	21%	23%	100%
Employés administratifs	71%	13%	15%	100%
Professions intermédiaires	70%	9%	21%	100%
Cadres*	52%	2%	46%	100%
Total	85%	9%	5%	100%

Source : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie cadres, qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Évolution du nombre d'offres recueillies par Pôle emploi, entre janvier 2001 et juillet 2013

Données corrigées des variations saisonnières



Source : Dares / Pôle emploi.

Base 100 en janvier 2001.

CHIFFRES CLÉS 2014

Politique de l'emploi

//////////////////// POLITIQUE DE L'EMPLOI



Les dispositifs d'accès à l'emploi

Synthèse	Évolution 2012 / 2011 (en %)				
	Île-de-France 2012	France métropolitaine 2012	Poids Île-de-France / France	Île-de-France	France métropolitaine
ENTRÉES EN EMPLOI MARCHAND AIDÉ					
Exonérations de cotisations sociales et primes à l'embauche	18 124	212 066	8,5%	161,5	220,8
Contrats uniques d'insertion secteur marchand (CUI CIE) hors avenants de reconduction	6 935	50 197	13,8%	24,2	-4,0
Emploi d'avenir du secteur marchand	2	14			Nouveau dispositif
Aides à l'embauche des jeunes dans les très petites entreprises	10 255	150 498	6,8%		Nouveau dispositif
Autres exonérations à l'embauche (zone franche urbaine, redynamisation urbaine...)	932	11 357	8,2%	-30,7	-17,8
Aides à la création d'entreprise					
ACCRE (bénéficiaires)	31 244	194 481	16,1%	-1,9	-4,9
Formation en alternance	98 022	446 610	21,9%	-2,2	-3,3
Contrats d'apprentissage (nombre d'entrées au cours de l'année) *	56 382	288 301	19,6%	1,2	1,0
Contrats de professionnalisation (nombre d'entrées au cours de l'année)	41 640	158 309	26,3%	-6,6	-8,2
dont contrats de professionnalisation jeunes	34 182	128 824	26,5%	-7,6	-7,7
Insertion par l'activité économique	15 626	ND	-	0,8	ND
Association intermédiaire (AI)**	8 135	ND	-	-5,3	ND
Entreprise d'insertion (EI)**	1 405	ND	-	-16,6	ND
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETI)**	2 829	ND	-	28,3	ND
Atelier et chantier d'insertion (ACI)**	3 257	ND	-	7,7	ND
ENTRÉES EN EMPLOI NON MARCHAND AIDÉ					
Emplois aidés dans le secteur non marchand	26 541	212 210	12,5%	-	-
Contrats uniques d'insertion secteur non marchand (CUI CAE) hors avenants de reconduction	24 071	201 748	11,9%	26,0	-0,5
Emploi d'avenir du secteur non marchand	104	1 267	8,2%		Nouveau dispositif
Apprentis du secteur public	2 302	8 985	25,6%	-5,7	3,8
Contrat PACTE pour les jeunes, d'accès à la fonction publique	64	210	30,5%	-28,9	-19,2
ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FORMATION					
Formation					
Entrées en formation hors contrat de sécurisation professionnelle (catégorie D Pôle emploi)	61 413	531 682	11,6%	18,9	-
dont actions de formation préalables au recrutement	2 360	47 290	5,0%	-49,3	19,5
Validation des acquis de l'expérience (VAE) Ministère de l'emploi uniquement	783	7 277	10,8%	-12,5	-4,3
Contrat de volontariat pour l'insertion des jeunes (Etablis public d'Insertion de la Défense)	525	3 277	16,0%	-10,9	-8,8
ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES	29 717	171 756	17,3%	16,0	2,2
Contrats d'autonomie	7 723	12 401	62,3%	177,5	47,1
Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS, nombre d'entrées dans l'année)	21 994	159 355	13,8%	-3,7	-0,2
ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES					
Accompagnement des restructurations					
Contrat de sécurisation professionnelle, CRP, CTP, cellule de reclassement (entrées dans l'année)	21 559	111 919	19,3%	0,1	3,8
Convention d'adaptation et de formation FNE (entrées dans l'année)	341	11 102	3,1%	4,3	41,8
Activité partielle (nombre de salariés concernés au cours de l'année)	19 003	ND	7,3%***	36,8	ND

Source : Dares, Pôle emploi, Agence des services et des paiements, Direccte.

* Pour les contrats d'apprentissage, le nombre réel d'entrées en contrat au cours de l'année n'est pas comptabilisé dans les régions autres que l'Île-de-France.

La donnée « France métropolitaine » figurant dans ce tableau correspond donc, aux entrées franciliennes et, pour les autres régions, au nombre d'enregistrements de contrats en cours d'année, transmis par les unités territoriales des DIRECCTE à la DARES.

** Chiffre AI et ETI : nombre de personnes nouvellement accueillies ET mises à disposition dans l'année.

** Chiffre ACI : nombre de salariés en insertion dans les ACI au titre de leur activité conventionnée en 2012.

** Chiffre EI : nombre de salariés embauchés en CDD d'insertion (CDDI) en 2012.

*** Les données nationales ne sont disponibles actuellement que pour les 3 premiers trimestres de 2012, la part de la région dans le total national a donc été calculée sur ces 3 premiers trimestres uniquement.

Les emplois aidés dans le secteur marchand

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur marchand (CUI-CIE), en 2012

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenant de reconduction)	1 425	793	971	573	702	752	746	973	6 935	50 190
Femmes	50,4	44,1	39,2	35,6	45,0	31,4	40,9	40,0	41,8	42,9
Moins de 26 ans	29,9	43,4	33,6	33,5	30,6	31,6	33,5	39,4	34,2	33,7
50 ans et plus	34,7	26,7	26,8	34,0	34,2	29,4	30,4	28,1	30,6	24,5
Bénéficiaires de minima sociaux	25,5	14,1	20,5	17,5	19,2	21,5	16,6	14,3	19,2	22,6
<i>Dont bénéficiaires du RSA</i>	14,5	10,3	13,2	7,5	11,4	13,7	9,0	6,2	11,1	15,1
Travailleurs handicapés	5,0	4,4	4,3	5,2	4,1	3,7	4,8	4,7	4,6	9,1
Salariés ayant un bas niv. de formation (niv. V, Vbis et VI)	41,8	62,4	57,8	59,3	41,2	53,9	50,7	58,9	52,4	58,8
Inscrits à Pôle emploi	92,1	92,9	93,3	93,5	93,0	91,9	92,9	91,5	92,6	91,5
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	26,9	17,2	20,5	22,9	23,1	26,7	22,8	21,1	22,9	24,5
En contrat à durée indéterminée	74,7	74,4	68,7	72,4	69,2	67,7	68,0	74,4	71,6	64,7
En contrat à temps plein	71,7	72,6	77,0	79,4	80,9	81,5	79,9	77,5	76,9	70,1
Entrants dans une entreprise de moins de 10 salariés	63,7	63,7	57,8	61,3	54,0	56,9	57,9	52,6	58,8	61,4
Répartition des entrées selon le secteur d'activité de l'employeur en %										
Agriculture, sylviculture, pêche	0,0	0,6	0,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	2,5
Industrie	6,1	13,5	8,4	10,8	5,0	7,3	7,5	9,0	8,0	13,4
Construction	4,7	9,3	8,5	9,4	9,1	11,4	13,1	9,5	9,3	12,4
Commerce de gros et de détail	25,3	23,7	21,8	29,7	16,7	23,3	22,0	25,0	23,0	22,0
Transports et entreposage	2,4	4,4	5,5	4,5	7,4	16,5	4,0	8,3	6,5	5,3
Hébergement et restauration	14,5	17,0	13,8	11,0	14,1	9,8	14,1	15,3	14,5	15,9
Information & communication	6,9	2,0	2,2	2,6	5,6	3,2	3,5	2,8	3,8	1,8
Activités financières et d'assurance, activ. immo.	5,1	2,5	3,7	3,8	4,6	1,2	2,1	2,0	3,3	2,6
Acti. spécialisées, scientifiques et techniques et acti. de services administratifs et de soutien	24,1	15,9	21,6	16,1	26,5	14,5	23,5	18,9	20,4	13,6
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	5,1	6,7	8,3	4,2	6,3	8,4	4,6	3,8	5,7	5,4
Autres activités de services	5,8	4,3	5,4	7,7	4,8	4,4	5,6	5,2	5,3	5,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 30 septembre 2013.

Les emplois aidés dans le secteur non marchand

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand (CUI-CAE), en 2012

Effectifs et %	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France	 France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenant de reconduction)	5 404	2 965	2 564	2 108	2 203	3 232	3 280	2 315	24 071	201 628
Femmes	55,9	67,4	71,6	65,7	62,1	65,8	74,5	66,0	65,3	62,7
Moins de 26 ans	25,9	27,3	22,2	28,0	26,3	24,8	28,7	31,8	26,7	29,1
50 ans et plus	20,1	20,4	22,0	20,8	20,0	18,4	17,9	18,7	19,7	18,5
Bénéficiaires de minima sociaux	38,8	30,4	32,8	23,4	28,2	29,8	20,8	23,5	29,7	36,2
<i>Dont bénéficiaires du Rsa</i>	<i>31,4</i>	<i>25,1</i>	<i>27,4</i>	<i>16,5</i>	<i>20,7</i>	<i>24,8</i>	<i>14,3</i>	<i>19,3</i>	<i>23,5</i>	<i>28,5</i>
Travailleurs handicapés	5,4	4,6	4,1	5,6	4,1	2,9	3,6	3,2	4,3	8,5
Salariés ayant un bas niv. de formation (niv. V, Vbis et VI)	44,2	60,1	54,5	57,7	48,3	58,0	50,5	53,7	52,4	61,5
Inscrits à Pôle emploi	86,4	90,3	90,0	89,9	87,3	89,4	92,4	90,5	89,3	91,2
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	25,1	23,1	22,4	22,0	23,8	24,0	22,9	22,6	23,5	29,6
Répartition par employeur des salariés en CUI-CAE présents au 31 décembre 2012										
Communes & EPCI	0	314	280	200	206	105	120	172	1 397	32 181
Départements & Région	1 372	267	70	31	0	12	0	214	1 966	3 810
Etablissement scolaire	820	918	706	978	603	1 160	922	585	6 692	38 329
Chantiers d'insertion	519	441	233	311	255	590	235	200	2 784	39 705
Association	2 510	480	615	463	825	1 080	993	812	7 778	60 345
Etablissement sanitaire public	9	72	54	39	74	23	64	68	403	16 324
Autres établissements	767	173	268	132	115	193	252	107	2 007	12 068
Total	5 997	2 665	2 226	2 154	2 078	3 163	2 586	2 158	23 027	223 861

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 30 septembre 2013.



► Les sortants d'un contrat aidé dans le secteur non marchand



► Les contrats de
professionnalisation
en Île-de-France

L'alternance

Les entrées en contrat de professionnalisation, lors de la campagne 2012/2013 (Du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013) Données arrêtées au 30 septembre 2013

Département de l'établissement employeur Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'entrées	15 324	2 302	2 889	2 001	9 114	3 702	3 189	1 995	40 516	152 716
Répartition par sexe										
Hommes	40,2	49,5	51,7	50,7	44,4	51,9	49,4	51,1	45,3	48,0
Femmes	59,8	50,5	48,3	49,3	55,6	48,1	50,6	48,9	54,7	52,0
Répartition par âge										
Moins de 18 ans	1,6	1,7	1,6	1,8	1,2	1,4	1,8	1,6	1,5	2,8
18-21 ans	39,6	41,6	40,1	39,5	30,6	37,0	37,7	42,2	37,5	43,3
22-25 ans	44,0	35,4	39,4	37,8	51,4	41,4	38,4	35,0	43,4	34,7
26 ans et plus	14,8	21,3	18,9	20,8	16,7	20,3	22,1	21,2	17,6	19,3
Répartition par niveau de formation à l'entrée										
Niveau I,II	21,9	13,0	18,2	14,9	34,6	16,2	16,9	13,1	22,3	15,4
Niveau III	19,5	14,9	17,9	16,1	21,4	17,3	16,2	16,0	18,7	19,8
Niveau IV	37,5	36,6	40,0	38,5	30,8	38,1	38,3	42,7	36,6	37,3
Niveau V, Vbis et VI	20,8	34,8	23,6	30,0	13,0	28,2	28,2	26,8	22,1	26,5
Inconnu	0,4	0,6	0,2	0,4	0,2	0,2	0,4	1,5	0,4	0,9
Répartition par type de qualification préparée										
Certification enregistrée au RNCP autre qu'un CQP	71,3	55,9	74,2	68,6	69,6	64,8	62,3	68,4	68,7	68,0
Certificat de qualification professionnelle (CQP)	12,4	25,6	12,5	15,1	15,1	13,7	14,8	12,9	14,2	14,6
Qualification reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale	16,4	18,5	13,3	16,4	15,3	21,5	22,9	18,8	17,1	17,4
Répartition par type de contrat										
Contrat à durée indéterminée	7,1	8,0	7,6	8,5	9,2	14,1	8,8	9,4	8,6	8,4
Contrat à durée déterminée	92,8	91,9	89,3	90,6	90,7	85,8	90,3	90,6	91,0	89,6
Intérim	0,2	0,1	3,1	0,9	0,1	0,0	0,8	0,1	0,4	1,9

Source : Extrapro, Dares / Direccte Île-de-France. - cf. bref thématique n°36.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les entrées en contrat de professionnalisation, lors de la campagne 2012/2013 (du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013)

Données arrêtées au 30 septembre 2013, en %

										
Secteur d'activité de l'employeur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture sylviculture pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Industrie	5,5	3,0	3,1	2,5	5,3	3,1	4,1	3,2	4,6	7,5
Construction	0,8	6,1	6,9	5,6	2,5	4,5	3,9	7,1	3,0	5,8
Commerce	17,1	34,0	24,5	31,8	13,4	28,4	26,6	28,8	20,9	24,7
Transports, entreposage	10,2	8,8	7,8	9,5	10,8	21,3	12,0	14,9	11,4	8,8
Hébergement restauration	5,0	1,9	3,0	4,2	1,4	1,9	1,7	5,8	3,3	5,5
Information et communication	10,0	1,3	6,3	4,1	13,5	5,0	4,7	3,1	8,5	4,0
Activités financières et d'assurance	7,8	2,0	6,1	5,3	12,9	7,2	6,9	3,9	8,1	6,3
Activités immobilières	3,9	1,6	2,9	2,4	2,2	1,8	3,1	2,0	2,9	1,9
Acti. spécialisées, scientifiques et techniques et acti. de services administratifs et de soutien	20,8	12,5	17,4	14,9	26,7	13,0	18,6	15,3	20,0	17,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	9,3	7,1	8,1	8,8	4,5	7,4	9,5	9,3	7,8	5,9
Autres activités de services	8,6	17,8	5,7	5,9	3,5	4,2	6,0	4,9	6,8	5,9
Non précisé	1,0	4,0	8,2	4,7	3,1	2,3	2,9	1,8	2,6	6,5
Taille de l'établissement employeur										
Moins de 5 salariés	30,1	20,2	22,0	20,6	17,4	25,8	26,1	20,9	24,5	25,3
De 5 à 9 salariés	11,8	8,5	9,0	10,1	6,8	8,5	10,2	9,6	9,7	11,6
De 10 à 19 salariés	10,2	7,2	6,2	6,5	6,2	7,5	7,6	5,9	8,0	9,0
De 20 à 49 salariés	10,1	12,7	9,3	12,1	7,1	7,1	8,5	10,1	9,2	11,2
De 50 à 99 salariés	5,9	7,2	4,9	7,4	6,0	5,5	5,0	7,1	6,0	6,7
De 100 à 249 salariés	7,6	9,6	12,6	9,6	9,7	7,1	8,8	14,5	9,1	9,2
250 salariés et plus	23,2	32,7	35,1	32,2	45,7	37,3	32,7	30,9	32,5	25,6
Non précisé	1,1	1,9	0,9	1,4	1,0	1,2	1,0	1,0	1,1	1,3

Source : Extrapro, Dares / Direccte Île-de-France.



► Le contrat d'apprentissage en Île-de-France

Les entrées en contrat d'apprentissage, lors de la campagne 2012/2013

(Du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013)

Données arrêtées au 30 septembre 2013, effectifs et %

Département de l'établissement employeur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre d'entrées *	13 849	5 825	7 259	4 899	10 387	4 590	5 004	4 569	56 382
Répartition par sexe									
Hommes	49,3	64,5	63,0	64,6	54,3	63,8	63,2	62,5	58,4
Femmes	50,7	35,5	37,0	35,4	45,7	36,2	36,8	37,5	41,6
Répartition par âge									
Moins de 18 ans	16,0	36,7	27,8	26,0	11,7	20,2	21,5	29,9	21,7
18-21 ans	45,0	46,2	45,7	50,1	42,7	47,1	47,9	48,4	45,9
22-25 ans	39,0	17,0	26,5	23,9	45,5	32,7	30,6	21,7	32,4
Répartition par niveau de diplôme préparé									
Mention complémentaire	2,4	2,0	0,8	1,1	0,7	1,5	1,8	3,8	1,7
Master professionnel...	25,3	6,8	19,0	13,8	37,9	19,2	18,0	8,5	21,4
Licence professionnelle...	16,0	10,3	13,5	15,9	17,4	14,9	15,8	11,1	14,9
BTS, DUT...	17,7	21,9	20,4	22,4	17,3	20,1	19,2	21,4	19,4
Baccalauréat professionnel...	18,4	24,1	19,7	19,8	12,2	18,4	19,6	23,3	18,6
CAP...	20,2	35,0	26,6	26,9	14,6	25,9	25,6	32,0	24,0

Source : Ariane, Direccte Île-de-France.

* Entrées dans un premier contrat ou nouveau contrat suite à un premier contrat, hors avenant.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les entrées en contrats d'apprentissage, lors de la campagne 2012/2013 (du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013)

Données arrêtées au 30 septembre 2013, en %

									
Secteur d'activité de l'employeur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture sylviculture pêche	0,0	1,8	1,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,7	0,4
Industrie	8,8	16,9	27,3	18,3	18,6	14,7	13,9	17,8	16,3
Construction	3,8	15,9	13,5	15,4	8,0	17,5	17,0	14,4	11,2
Commerce	14,4	22,6	17,6	19,9	13,2	18,0	18,5	20,7	17,1
Transports, entreposage	7,3	4,4	3,2	4,7	4,8	12,4	9,4	10,1	6,6
Hébergement restauration	17,3	10,8	7,2	6,4	5,7	5,1	6,2	10,2	9,7
Information et communication	9,0	2,0	4,4	3,3	12,3	4,4	6,9	2,3	6,7
Activités financières et d'assurance	10,6	1,7	3,3	3,0	11,3	6,8	5,9	1,7	6,8
Activités immobilières	1,6	1,0	1,3	1,4	0,7	0,8	1,0	0,4	1,1
Acti. spécialisées, scientifiques et techniques et acti. de services administratifs et de soutien	16,0	8,8	10,7	16,6	17,7	12,1	12,2	9,2	13,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,1	2,0	2,3	2,8	1,5	2,6	2,3	2,4	2,1
Autres activités de services	9,0	12,1	8,1	7,8	6,1	5,6	6,5	10,0	8,2
Non précisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taille de l'établissement employeur									
Moins de 5 salariés	21,7	31,8	23,8	25,9	14,8	19,8	22,0	27,9	22,5
De 5 à 9 salariés	14,2	16,8	15,0	16,7	8,8	11,3	13,1	15,6	13,6
De 10 à 19 salariés	12,9	13,9	11,3	11,1	7,0	10,0	10,0	14,2	11,2
De 20 à 49 salariés	11,6	11,4	9,4	10,8	7,8	9,7	12,1	10,9	10,4
De 50 à 99 salariés	7,4	5,5	6,3	8,7	7,2	6,1	7,3	6,3	7,0
De 100 à 249 salariés	7,9	5,7	7,5	8,9	10,9	9,7	9,1	8,5	8,6
250 salariés et plus	24,1	14,9	26,8	18,0	43,5	33,3	26,4	16,6	26,9
Non précisé	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Ariane / Direccte Île-de-France.

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Candidats à la VAE en 2012 en Île-de-France dans les différents ministères certificateurs

Motif	Présentés	Reçus	Reçus France	Part Île-de-France
Ministère de l'éducation nationale (CAP au BTS)	4 431	2 837	13 628	21%
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	nd	611	2 370	26%
Ministère de l'agriculture	23	11	352	3%
Ministères chargés de la santé et des affaires sociales	3 003	1 146	6 518	18%
Ministère chargé de l'emploi	980	705	4 810	15%
Ministère de la défense	4	3	181	2%
Ministère de la culture	392	226	292	77%
Ministère chargé des affaires maritimes	0	0	30	0%
Ministère de la jeunesse et des sports	nd	70	496	14%
Total	8 833	5 609	28 677	20%

Source : ministères certificateurs, traitement DARES.

Champ : Île-de-France.



► La VAE en 2012 en France

Les missions locales

Les jeunes suivis en 2012

Effectifs et %

	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France
Nombre de jeunes en premier accueil	9 542	10 817	8 230	10 511	8 961	15 701	10 040	10 264	84 066
dont jeunes en CIVIS	2 767	2 741	2 143	2 234	2 050	4 552	2 310	3 197	21 994
Nombre de jeunes suivis*	23 539	25 607	20 852	27 543	22 185	40 119	24 815	24 581	209 241
dont jeunes en CIVIS	3 864	3 527	2 742	3 244	2 534	6 552	3 052	4 099	29 614
Répartition par sexe									
Hommes	52,6	48,0	51,9	50,4	52,5	50,0	50,3	50,3	50,6
Femmes	47,4	52,0	48,1	49,6	47,5	50,0	49,7	49,7	49,4
Répartition par âge**									
Moins de 18 ans	5,5	7,9	8,2	8,1	7,3	6,3	6,5	7,8	7,1
18-21 ans	45,4	49,1	45,1	44,5	44,7	46,0	45,7	47,5	46,0
22-25 ans	46,4	40,8	43,6	43,4	44,9	44,9	45,2	42,1	43,9
26 ans et plus	2,7	2,1	3,1	4,0	3,1	2,8	2,6	2,7	2,9
Répartition par niveau de formation*** à l'entrée									
Niveau I, II	3,0	2,0	2,4	2,7	4,1	1,6	2,4	2,0	2,4
Niveau III	3,5	3,8	3,9	4,2	4,7	3,3	4,2	3,8	3,9
Niveau IV	31,1	33,3	30,8	30,8	33,9	32,3	34,1	31,0	32,2
Niveau V	31,2	34,7	32,4	32,9	31,3	31,6	31,7	32,6	32,3
Niveau Vbis	19,1	18,6	20,9	19,0	17,3	18,7	17,7	17,9	18,6
Niveau VI	12,2	7,6	9,4	10,1	8,5	12,4	9,8	12,4	10,5
inconnu	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1

Source : PARCOURS 3 extraction 17/10/2013

* Jeunes suivis : jeunes en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation...

** Estimation Direccte.

*** Il s'agit du niveau validé.

Les missions locales d'insertion sont des organismes chargés d'aider les jeunes âgés de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale. Elles ont été créées par ordonnance en mars 1982. En 2012, le territoire francilien était réparti en 80 missions locales.

L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) dans les départements, en 2012

									
Nombre de structures	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	18	7	10	8	11	6	7	12	79
Entreprise d'Insertion (EI)	33	12	18	16	27	23	13	12	154
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	6	2	2	2	1	3	1	3	20
Porteurs d'Atelier de Chantier d'Insertion (ACI)	28	12	11	17	18	28	16	15	145
Total	85	33	41	43	57	60	37	42	398

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2012 / ACI : DARES-ASP.

Salariés en insertion dans les SIAE, en 2012

									
Nombre de salariés présents dans les SIAE	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	3 476	2 450	2 146	2 051	2 228	571	857	2 157	15 936
Entreprise d'Insertion (EI)	525	259	335	220	744	572	329	147	3 131
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	905	864	251	178	140	716	152	262	3 468
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	991	930	438	586	680	978	555	521	5 679
Total	5 897	4 503	3 170	3 035	3 792	2 837	1 893	3 087	28 214

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2012 / ACI : DARES-ASP.

Sont considérés comme salariés en insertion dans les SIAE : AI et ETTI : personnes mises à disposition au moins une fois en 2012 / EI : salariés en CDDI en 2012 / ACI : personnes en contrats aidés (CUI-CAE) présentes dans le chantier durant 2012.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Nombre de salariés en équivalent temps plein d'insertion (ETP), en 2012

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	635	300	252	284	318	85	145	316	2 336
Entreprise d'Insertion (EI)	258	140	177	115	365	313	180	70	1 618
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	366	130	50	35	56	262	47	63	1 011
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	356	301	131	203	243	323	175	162	1 893
Total	1 616	872	610	637	981	984	547	611	6 859

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2012 / ACI : DARES-ASP. Calcul des ETP : AI-ETTI : 1 ETP est égal à 1 600 heures réalisées par des salariés en insertion. Dans les EI, un ETP est égal à 1505 heures. Dans les ACI un ETP est égal à 1820 heures.

Nombre de salariés en insertion embauchés par les SIAE, en 2012

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	1 937	1 071	1 226	1 046	1 102	330	461	962	8 135
Entreprise d'Insertion (EI)	222	122	165	99	352	241	136	68	1 405
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	593	759	199	162	107	649	101	259	2 829
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	557	493	360	379	376	526	296	270	3 257
Total	3 309	2 445	1 950	1 686	1 937	1 746	994	1 559	15 626

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2012 / ACI : DARES-ASP. AI et ETTI : nombre de personnes nouvellement accueillies ET mises à disposition dans l'année / ACI : nombre de salariés en insertion recrutés en 2012 pour entrer sur un ACI (nouvelles entrées) / EI : nombre de salariés embauchés en CDDI en 2011.

Principales caractéristiques des salariés en insertion dans les SIAE, en 2012

(Tous types de SIAE confondus: AI-EI-ETTI et ACI) - Les données portent sur 94% des salariés en insertion recensés en 2012

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Femmes	35%	54%	41%	51%	42%	30%	47%	48%	43%
Seniors (plus de 50 ans)	20%	20%	16%	17%	20%	17%	15%	20%	19%
Jeunes (moins de 26 ans)	20%	16%	27%	22%	16%	23%	22%	27%	21%
Chômeurs depuis plus de 2 ans	36%	41%	33%	43%	41%	41%	38%	43%	39%
Bénéficiaires du RSA	29%	35%	22%	31%	35%	30%	33%	22%	30%
Bénéficiaires de l'ASS	4%	5%	6%	5%	4%	8%	5%	3%	5%
Handicapés	4%	6%	3%	4%	4%	4%	5%	3%	4%
Total	4 949	4 410	3 141	2 911	3 673	2 630	1 841	3 065	26 620

Source : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2012.



► L'IAE en Île-de-France en 2011 (Bref n°35)

► Les sortants d'un contrat aidé dans le secteur non marchand

Les sorties des salariés en insertion intervenues dans l'ensemble des SIAE, en 2012

Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Emploi durable	26%	31%	25%	30%	33%	28%	29%	24%	28%
dont :									
CDI	13%	15%	13%	14%	18%	16%	17%	14%	15%
CDD ou Intérim de 6 mois et plus	12%	14%	10%	15%	14%	11%	11%	11%	12%
Intégration fonction publique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%
Création d'entreprise	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	1%
Emploi de transition	13%	14%	17%	11%	13%	12%	14%	12%	13%
dont :									
CDD ou Intérim de moins de 6 mois	10%	11%	10%	9%	11%	10%	11%	10%	10%
Contrats aidés non marchands (CAE-CAV)	3%	3%	7%	2%	2%	2%	3%	2%	3%
Sorties positives	16%	13%	21%	23%	15%	16%	16%	18%	17%
dont :									
Entrées en formation	9%	7%	16%	14%	10%	11%	10%	11%	11%
Emplois d'insertion dans une autre SIAE	6%	4%	5%	8%	4%	4%	5%	5%	5%
Départ à la retraite	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	1%
Autres sorties	45%	43%	37%	36%	39%	44%	41%	46%	42%
dont :									
Demandeur d'emploi	21%	13%	11%	15%	12%	18%	19%	13%	15%
Situation inconnue	11%	9%	8%	7%	8%	8%	8%	11%	9%
Sortie règle 6 mois (uniquement ETTI)	2%	3%	5%	1%	0%	7%	3%	3%	3%
Autre cas	11%	17%	13%	13%	19%	11%	11%	19%	14%
Total sorties	2 495	1 753	1 660	1 253	1 799	1 119	865	1 430	12 374

Source : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2012.

Sorties prises en compte : AI, EI et ACI : seules les sorties depuis plus de 3 mois sont comptées / ETTI : y compris les sorties au titre de la règle de non mise à disposition depuis plus de 6 mois consécutifs.

Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA)

Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) sont des dispositifs d'appui et de conseil aux structures d'utilité sociale dont la finalité est de développer et consolider leurs emplois et leurs activités. Ces dispositifs sont gérés par une association dans chacun des huit départements franciliens.



► Les dispositifs locaux d'accompagnement en Île-de-France

Activité des DLA franciliens (2005-2012 / comparaison avec le niveau national)

Différentes phases d'activité*	Île-de-France 2005	Île-de-France 2012	France métropolitaine 2012
Structures accueillies	757	373	3 570
Structures diagnostiquées	307	488	4 805
Structures bénéficiaires d'ingénieries	482	581	5 101
Structures accompagnées (diagnostiquées et/ou bénéficiaires d'ingénieries)**	607	738	6 895

Source : Enée / Direccte - Données 2005 et 2012.

*Définitions des phases d'activité des DLA

1/ un accueil et une orientation des structures : un responsable du DLA présente à la structure le rôle du DLA. Lors de cette réunion d'information, il discute avec elle de l'intérêt d'une intervention éventuelle du DLA. Il peut aussi l'orienter vers d'autres acteurs territoriaux.

2/ un diagnostic global et partagé de leur situation : le correspondant du DLA étudie le dossier de la structure afin de définir ses besoins d'accompagnement. Il établit des pistes de travail susceptibles d'améliorer la situation de la structure et de résoudre ses difficultés dans divers domaines possibles : organisation interne, ressources humaines, stratégie économique, situation financière.

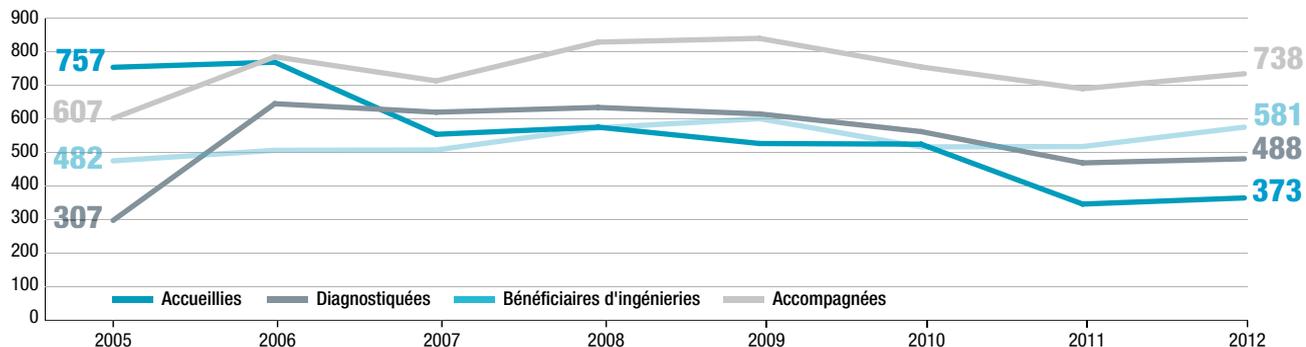
3/ un plan d'ingénieries : il suit le diagnostic. Il se compose de prestations individuelles ou collectives dans des domaines professionnels variés. Le DLA finance un prestataire spécialisé qu'il choisit selon les besoins des structures.

4/ un suivi : par lequel le responsable du DLA suit et évalue l'intervention du prestataire. En cas de besoin, il peut réaliser un nouveau diagnostic, dit de post-accompagnement, et faire appel à des ingénieries complémentaires pour cette même structure ou la réorienter vers d'autres organismes et partenaires compétents.

** Par structures accompagnées, on entend ainsi les structures qui ont bénéficié d'un diagnostic et / ou d'une ingénierie. Le plus souvent, en Île-de-France, une même structure reçoit un diagnostic et bénéficie ensuite d'une ingénierie par un prestataire externe. Le temps du diagnostic peut aussi permettre d'identifier des accompagnements réalisés en interne par la structure avec l'aide de réseaux et de partenaires.

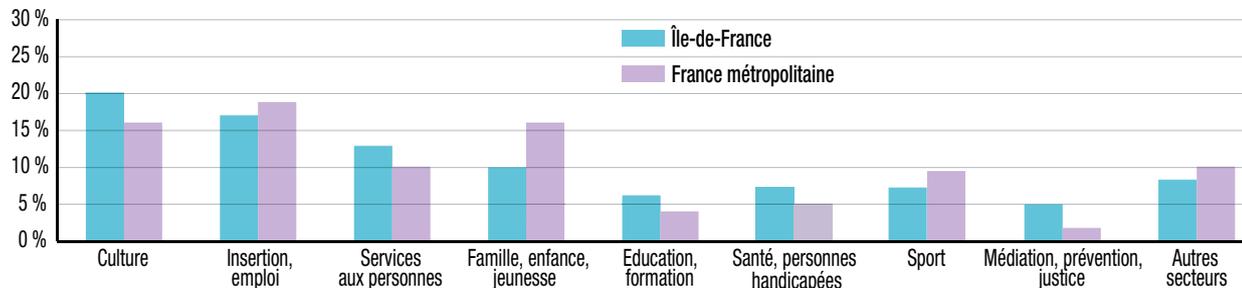
L'activité des DLA franciliens de 2005 à 2012

Nombre de structures accueillies, diagnostiquées, bénéficiaires d'ingénieries et accompagnées



Secteurs d'activité des DLA franciliens (comparaison avec le niveau national), en 2012

Principaux secteurs d'activité des structures bénéficiaires d'ingénierie



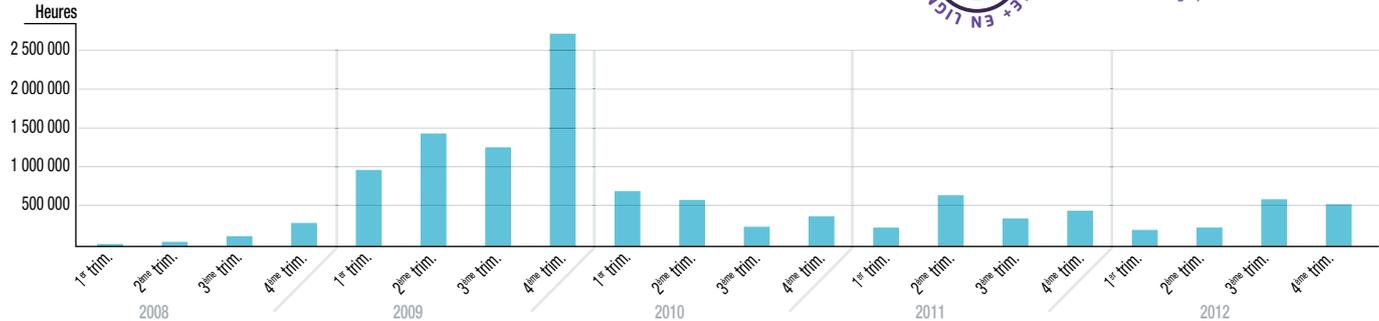
Source : Enée - Données 2012.

L'activité partielle



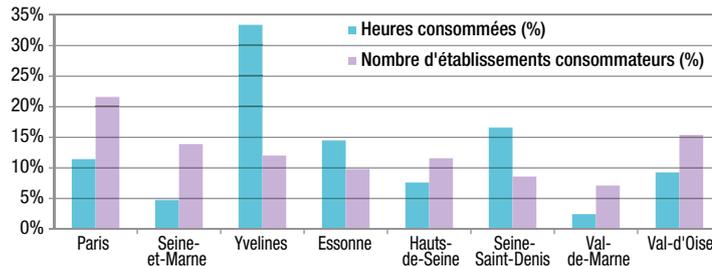
► Mouvements de main d'œuvre et recours au chômage partiel

Évolution du nombre d'heures consommées de 2008 à 2012



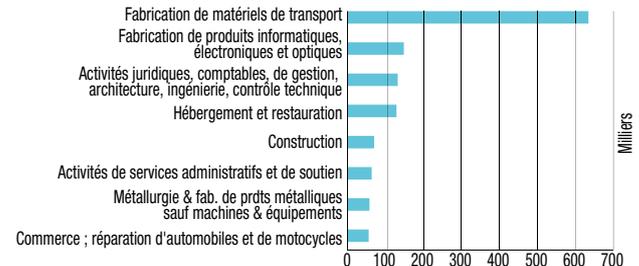
Répartition par département des heures et des demandes d'activité partielle

du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012



Secteurs d'activité (A38) pour lesquels le plus d'heures d'activité partielle ont été consommées

du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012



Source : extraction SILEX (Directce Île-de-France unités territoriales) - traitement Direccte-Sese.

CHIFFRES CLÉS 2014

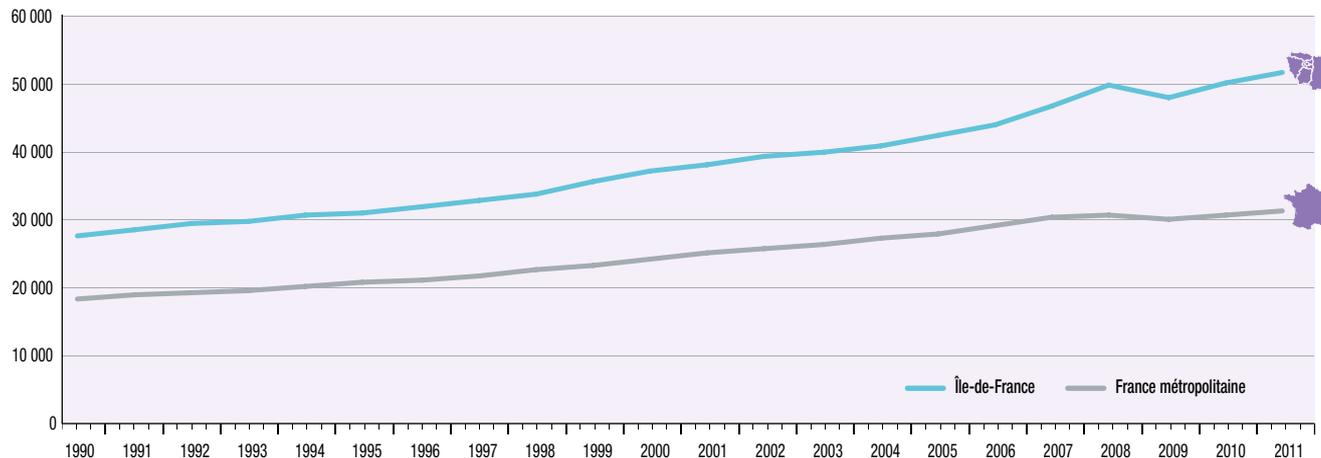
Activité économique

//////////////////// ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



Le Produit Intérieur Brut

PIB par habitant, de 1990 à 2011



Source : Insee.fr.

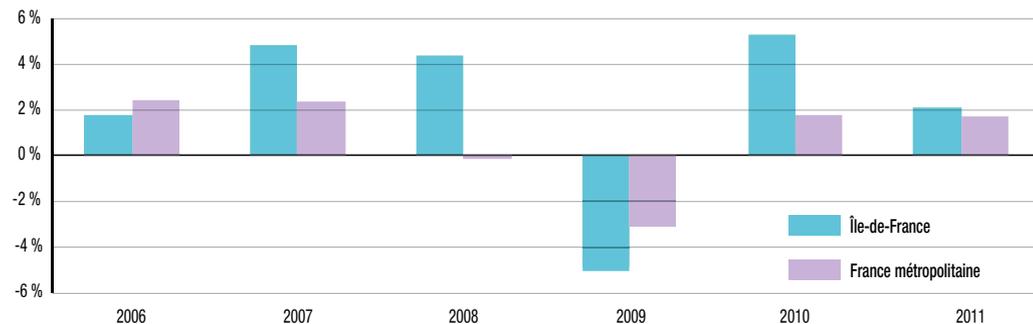
Unité euros par habitant - 2010 : semi définitif ; 2011 : provisoire.

Le produit intérieur brut (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

Le PIB par habitant est le rapport du PIB en valeur par la population moyenne de chaque année.

Évolution de 2006 à 2011 par rapport à l'année précédente, du PIB en volume



Le PIB réel ou en volume est la valeur du PIB en ne tenant pas compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel montre les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. L'évolution du produit intérieur brut en volume aux prix de l'année précédente chaînés (hors effet de prix) mesure la croissance économique.

Les entreprises du secteur privé

Nombre d'entreprises employant au moins un salarié, par taille, au 31 décembre 2011

Données provisoires

Taille	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France
Moins de 10 salariés	111 045	19 716	20 825	17 266	29 638	24 724	21 840	16 758	261 812
De 10 à 19 salariés	10 221	2 070	2 077	1 847	3 152	2 361	2 116	1 676	25 520
De 20 à 49 salariés	5 960	1 206	1 281	1 095	2 507	1 415	1 324	999	15 787
De 50 à 99 salariés	1 879	337	370	374	933	367	376	277	4 913
De 100 à 249 salariés	1 198	188	253	231	726	275	220	159	3 250
De 250 à 499 salariés	449	51	111	70	335	105	89	70	1 280
De 500 à 999 salariés	237	39	60	38	229	51	43	26	723
1000 salariés et plus	269	11	62	33	250	65	41	14	745
Total	131 258	23 618	25 039	20 954	37 770	29 363	26 049	19 979	314 030

Source : Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP) 2011 - INSEE - fichier entreprises.

Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Les données statistiques sont renseignées selon la commune de l'établissement siège de l'entreprise.

Les établissements du secteur privé

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié, par taille, au 31 décembre 2011

Données provisoires

Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Moins de 10 salariés	121 326	23 235	24 622	19 982	33 384	27 840	24 843	19 144	294 376
De 10 à 19 salariés	11 753	2 839	2 835	2 516	4 091	3 069	2 871	2 213	32 187
De 20 à 49 salariés	6 390	1 855	1 834	1 621	3 137	2 025	1 892	1 473	20 227
De 50 à 99 salariés	2 003	621	658	602	1 267	640	647	508	6 946
De 100 à 249 salariés	1 138	322	368	352	912	414	352	238	4 096
De 250 à 499 salariés	319	69	111	89	347	140	127	85	1 287
De 500 à 999 salariés	128	29	42	38	167	65	51	27	547
1000 salariés et plus	63	7	31	15	85	21	22	13	257
Total	143 120	28 977	30 501	25 215	43 390	34 214	30 805	23 701	359 923

Répartition par taille d'établissement des effectifs salariés, au 31 décembre 2011

Données provisoires

Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Moins de 10 salariés	24,4%	22,3%	18,8%	19,4%	11,3%	19,7%	19,4%	19,9%	19,5%
De 10 à 19 salariés	11,9%	11,8%	9,5%	10,4%	6,3%	9,7%	10,1%	10,0%	9,9%
De 20 à 49 salariés	14,5%	17,6%	13,8%	15,5%	11,1%	14,6%	15,3%	15,1%	14,2%
De 50 à 99 salariés	10,4%	13,2%	11,1%	12,7%	10,0%	10,4%	11,5%	11,8%	11,0%
De 100 à 249 salariés	13,2%	15,1%	13,7%	16,3%	16,1%	14,7%	13,8%	11,7%	14,3%
De 250 à 499 salariés	8,5%	7,2%	9,5%	9,3%	13,7%	11,4%	11,5%	9,6%	10,2%
De 500 à 999 salariés	6,6%	5,6%	7,0%	7,9%	13,3%	10,2%	9,0%	6,1%	8,5%
1000 salariés et plus	10,5%	7,3%	16,6%	8,5%	18,2%	9,2%	9,4%	15,9%	12,4%
Total	1 320 804	323 835	400 798	323 927	873 140	425 688	384 570	299 301	4 352 063

Source : Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP). Champ : Ensemble des activités hors fonction publique.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié, par grand secteur, au 31 décembre 2011

Données provisoires

									
Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	63	685	275	175	16	12	36	211	1 473
Industrie	5 016	2 472	1 896	1 826	2 052	2 285	1 799	1 816	19 162
Construction	6 358	4 364	3 519	3 793	3 115	6 079	4 287	3 756	35 271
Commerce	25 142	6 936	7 113	5 980	7 802	8 662	7 000	5 591	74 226
Services	106 541	14 520	17 698	13 441	30 405	17 176	17 683	12 327	229 791
Total	143 120	28 977	30 501	25 215	43 390	34 214	30 805	23 701	359 923

Répartition des établissements actifs employant au moins un salarié, par grand secteur, au 31 décembre 2011

Données provisoires

									
Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	0,0%	2,4%	0,9%	0,7%	0,0%	0,0%	0,1%	0,9%	0,4%
Industrie	3,5%	8,5%	6,2%	7,2%	4,7%	6,7%	5,8%	7,7%	5,3%
Construction	4,4%	15,1%	11,5%	15,0%	7,2%	17,8%	13,9%	15,8%	9,8%
Commerce	17,6%	23,9%	23,3%	23,7%	18,0%	25,3%	22,7%	23,6%	20,6%
Services	74,4%	50,1%	58,0%	53,3%	70,1%	50,2%	57,4%	52,0%	63,8%
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %					

Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP).

Champ : Ensemble des activités hors fonction publique.

Nombre d'établissements actifs par secteur d'activité détaillé, en Île-de-France, au 31 décembre 2011

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	63	685	275	175	16	12	36	211	1 473
Industries extractives	23	45	13	7	9	6	7	8	118
Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 357	563	514	442	597	583	554	414	5 024
Fab. de textiles, industries de l'habillement, du cuir et de la chaussure	1 356	45	36	30	102	293	84	42	1 988
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	515	235	108	205	197	243	161	168	1 832
Cokéfaction et raffinage	0	3	1	0	6	1	2	1	14
Industrie chimique	124	57	42	40	85	49	34	60	491
Industrie pharmaceutique	32	10	17	8	52	6	14	8	147
Fabrication produits caoutchouc, plastique ou minéraux non métalliques	96	212	104	99	109	119	102	85	926
Métallurgie et fab. de produits métalliques sauf machines et équipements	119	362	259	223	96	262	165	288	1 774
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	92	65	112	153	94	37	77	85	715
Fabrication d'équipements électriques	64	62	51	60	45	60	44	58	444
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	41	138	98	107	90	99	84	111	768
Fabrication de matériels de transport	19	50	57	24	34	25	16	44	269
Autres indus. manufact. : réparation / installation de machines & équipements	936	456	335	313	275	301	319	325	3 260
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	177	38	46	26	161	74	42	23	587
Product. / distrib. eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	65	131	103	89	100	127	94	96	805
Construction	6 358	4 364	3 519	3 793	3 115	6 079	4 287	3 756	35 271
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	25 142	6 936	7 113	5 980	7 802	8 662	7 000	5 591	74 226
Transports et entreposage	2 194	1 375	920	1 013	1 157	2 021	1 303	1 245	11 228
Hébergement et restauration	14 792	2 221	2 525	1 898	4 061	2 961	2 578	1 819	32 855
Édition, audiovisuel et diffusion	4 510	131	279	179	1 323	401	288	114	7 225
Télécommunications	358	42	62	50	179	163	95	86	1 035
Activités informatiques et services d'information	3 569	312	622	454	1 843	451	545	326	8 122
Activités financières et d'assurance	6 884	1 276	1 466	1 093	2 367	1 108	1 240	867	16 301
Activités immobilières	6 234	837	1 029	708	1 541	800	938	616	12 703
Activités juridiq., compta, gestion, architect., ingénierie, contrôle & anal. tech.	15 664	1 603	2 385	1 649	4 344	1 512	1 924	1 372	30 453
Recherche-développement scientifique	417	14	41	90	114	28	58	14	776
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 093	353	435	359	1 440	481	494	314	6 969
Activités de services administratifs et de soutien	28 994	1 913	2 710	1 845	5 899	2 809	3 541	1 875	49 586
Administration publique	161	14	18	8	34	33	22	20	310
Enseignement	2 457	486	583	425	747	537	493	430	6 158
Activités pour la santé humaine	3 121	902	1 004	737	1 227	902	983	701	9 577
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	1 477	521	618	541	770	489	529	454	5 399
Arts, spectacles et activités récréatives	2 488	852	935	742	830	677	785	619	7 928
Autres activités de services	9 891	1 667	2 065	1 650	2 528	1 800	1 866	1 453	22 920
Activités extra-territoriales	237	1	1	0	1	3	1	2	246
Nombre total d'établissements	143 120	28 977	30 501	25 215	43 390	34 214	30 805	23 701	359 923

Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2011) - fichier établissements.

Champ : Ensemble des activités hors fonction publique.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

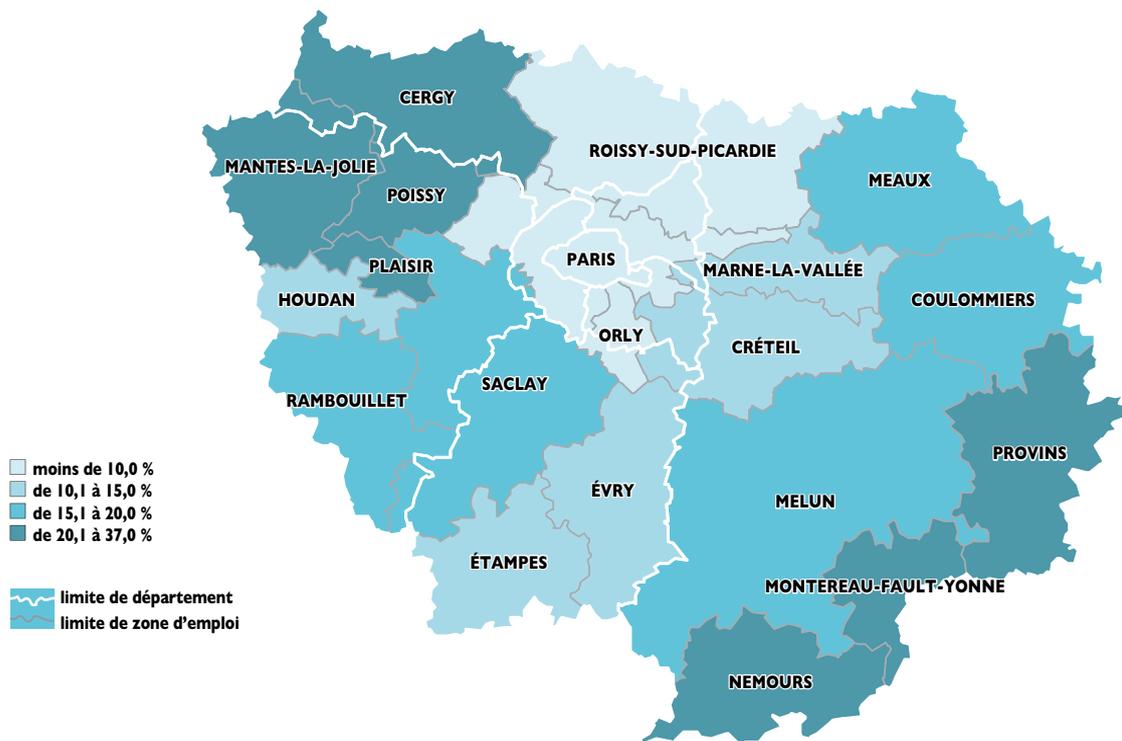
L'emploi salarié privé

Emploi salarié par secteur d'activité détaillé, en Île-de-France, au 31 décembre 2011

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture, sylviculture et pêche	741	1 720	947	504	57	33	154	586	4 742
Industries extractives	364	574	88	97	297	78	184	96	1 778
Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	12 284	6 242	5 025	4 417	7 024	4 106	5 857	2 940	47 895
Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussure	11 912	519	171	250	1 375	3 417	722	646	19 012
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	3 345	3 583	848	3 083	2 125	3 001	2 280	2 028	20 293
Cokéfaction et raffinage		494	46		498	147	10	1	1 196
Industrie chimique	3 659	2 451	1 682	1 771	8 316	3 177	1 362	3 749	26 167
Industrie pharmaceutique	3 769	329	2 140	1 584	8 526	739	2 927	435	20 449
Fab. prdts en caoutc. & plastiç. & aut. prdts minéraux non métal.	861	5 385	2 563	2 536	3 048	1 672	1 732	2 764	20 561
Métallurgie & fab. de prdts métalliques sauf machines & équipmnts	1 053	6 469	4 407	3 420	4 006	3 860	2 233	4 217	29 665
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1 889	1 756	14 110	9 582	9 447	468	3 004	3 675	43 931
Fabrication d'équipements électriques	1 282	1 989	1 160	1 986	3 227	978	791	2 129	13 542
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	294	2 122	3 958	1 994	3 050	2 178	2 104	2 257	17 957
Fabrication de matériels de transport	4 176	4 806	34 980	3 832	16 484	7 387	1 197	4 695	77 557
Autres ind. manuf. ; répar. & install. de machines et d'équipmnts	5 719	6 483	8 882	4 289	4 733	3 827	5 335	5 117	44 385
Prod. & distribution électricité, gaz, vapeur & air conditionné	7 201	2 178	2 475	1 277	19 869	6 720	1 671	1 603	42 994
Prod. & distrib. eau assainisst, gestion déchets & dépollution	2 617	3 163	4 391	3 019	7 412	3 399	3 360	2 630	29 991
Construction	31 205	30 900	36 101	31 331	37 795	42 692	38 598	26 687	275 309
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	174 864	71 782	74 936	65 585	103 599	81 374	74 305	55 356	701 801
Transports et entreposage	85 043	34 097	19 645	28 995	35 765	57 640	45 031	63 709	369 925
Hébergement et restauration	143 209	19 085	19 780	14 164	32 465	18 060	16 700	15 124	278 587
Édition, audiovisuel et diffusion	65 243	1 762	4 837	1 977	45 248	6 378	4 143	749	130 337
Télécommunications	15 996	2 529	2 636	1 107	18 170	5 260	7 706	1 352	54 756
Activités informatiques et services d'information	54 001	2 539	13 191	6 416	86 394	12 979	9 109	7 881	192 510
Activités financières et d'assurance	147 110	9 626	12 323	10 255	92 682	25 924	24 418	6 762	329 100
Activités immobilières	34 742	3 988	6 939	3 593	13 087	6 624	5 864	3 319	78 156
Activités juridiç., compta, gestion, architecture, ingénierie, contrôle & anal. tech.	137 911	10 436	30 625	24 165	113 666	19 569	18 981	10 036	365 389
Recherche-développement scientifique	8 940	750	1 474	13 199	8 043	1 408	1 984	101	35 899
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	28 481	2 576	5 813	2 699	35 574	5 571	4 031	2 955	87 700
Activités de services administratifs et de soutien	116 101	25 403	30 684	32 066	71 036	41 670	47 881	25 926	390 767
Administration publique	14 574	2 371	3 331	2 002	4 218	7 281	4 099	2 502	40 378
Enseignement	40 994	5 622	8 531	5 401	13 966	7 550	7 319	6 726	96 109
Activités pour la santé humaine	24 917	8 334	8 966	8 986	16 800	10 146	10 704	6 890	95 743
Hébergement médico-social & social et action sociale sans hébgmnt	39 985	16 838	18 010	16 638	20 231	14 140	14 324	13 212	153 378
Arts, spectacles et activités récréatives	29 382	17 734	4 770	4 006	8 592	4 481	4 977	3 132	77 074
Autres activités de services	63 281	7 196	10 330	7 701	16 303	11 688	9 433	7 274	133 206
Activités extra-territoriales	3 659	4	3		12	66	40	40	3 824
Nombre total d'établissements	1 320 804	323 835	400 798	323 927	873 140	425 688	384 570	299 301	4 352 063

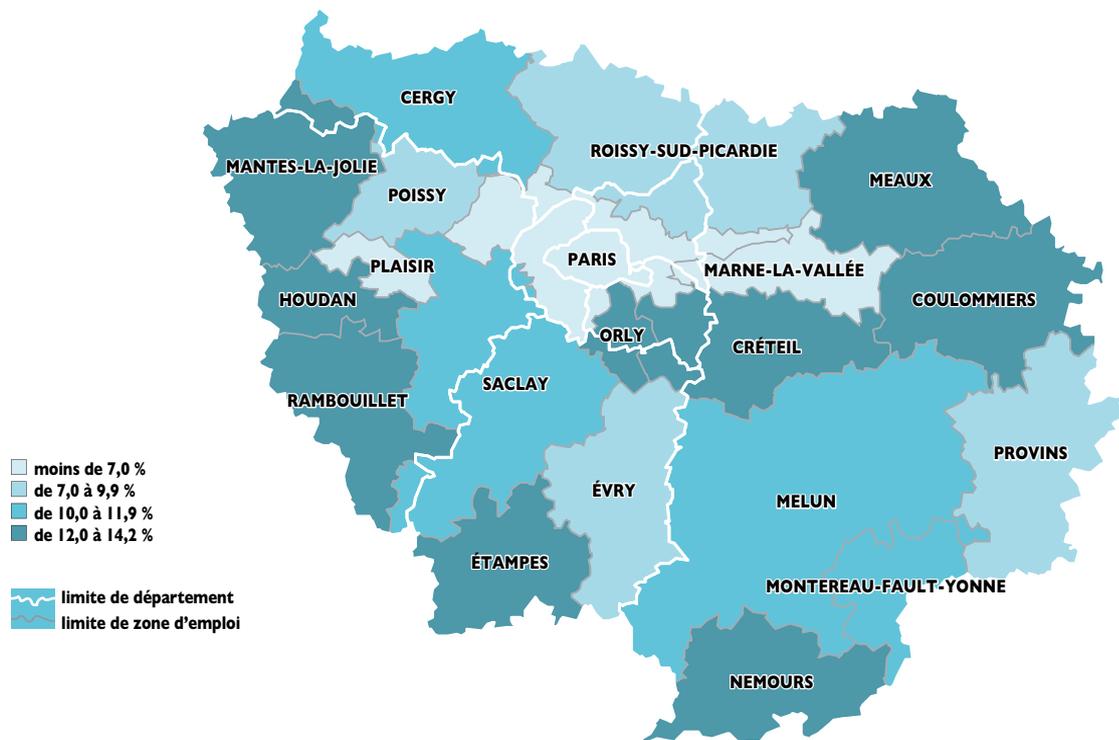
Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP2011) - fichier établissements - Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Part de l'industrie dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2011



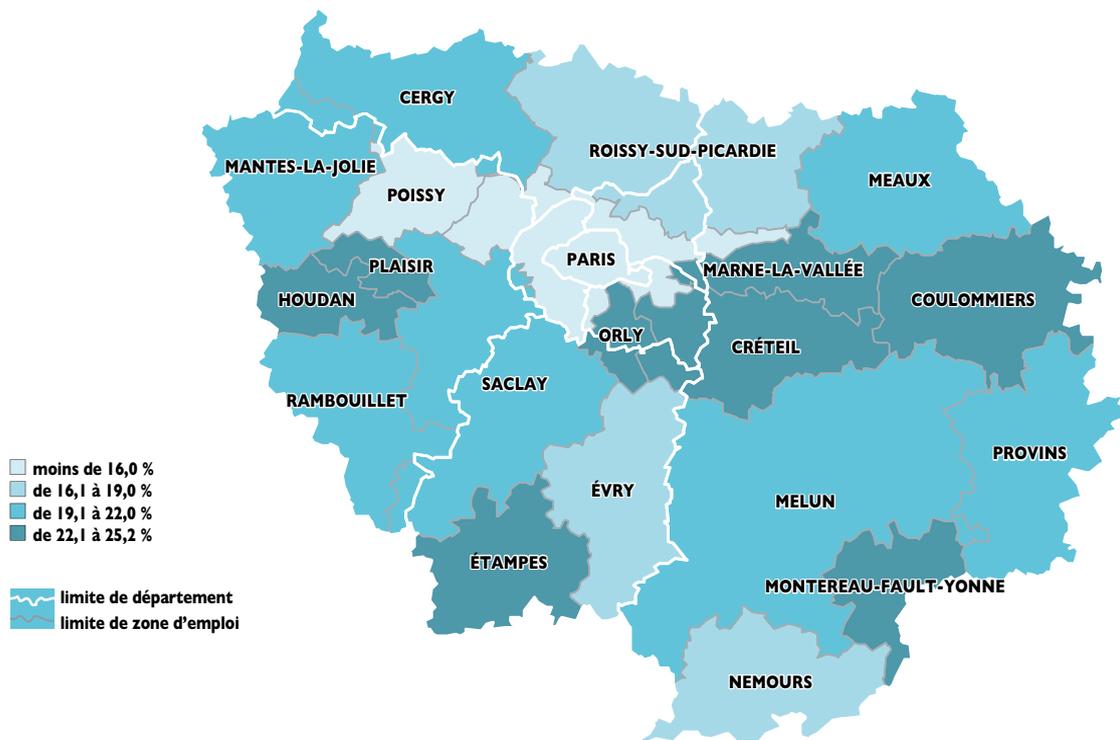
Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2011).

Part de la construction dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2011



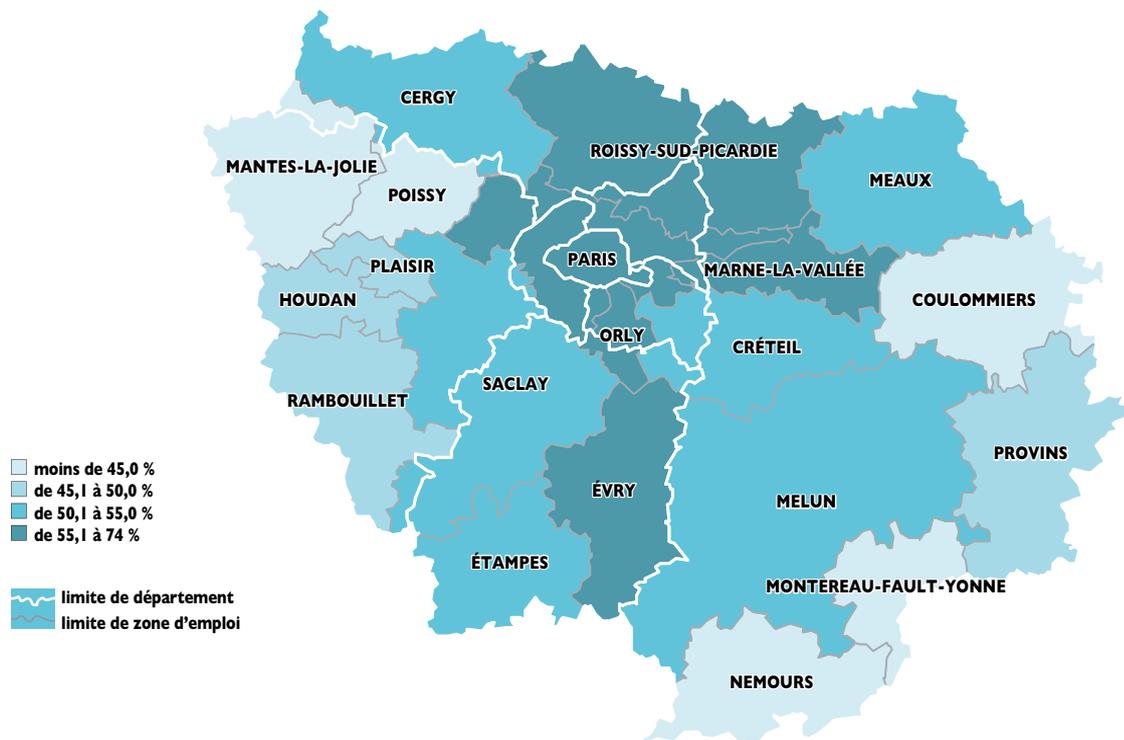
Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2011).

Part du commerce dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2011



Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2011).

Part des services dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2011



Source : Insee-Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2011).



► Observatoire de l'ESS
en Île-de-France

L'économie sociale et solidaire

Nombre d'établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire, par famille de l'économie sociale et par secteur d'activité, en 2011

Taille	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France/ France
Agriculture, sylviculture et pêche	11	0	18	0	29	2%
Industrie et construction	103	1	24	1	129	5%
Commerce, transports, hébergement et restauration	147	29	431	28	635	7%
Activités financières et d'assurance	1 324	678	50	1	2 053	10%
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	217	21	1 782	47	2 067	12%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	30	58	7 605	296	7 989	14%
Autres services	24	0	19 842	117	19 983	18%
Total	1 856	787	29 752	490	32 885	15%

Source : Insee, Clap 2011.

Effectif salarié de l'économie sociale et solidaire, par famille de l'économie sociale et solidaire et par secteur d'activité, en 2011

Taille	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France/ France
Agriculture, sylviculture et pêche	c	0	c	0	182	2%
Industrie et construction	2 871	c	285	c	3 174	6%
Commerce, transports, hébergement et restauration	4 968	c	4 456	c	10 061	11%
Activités financières et d'assurance	20 439	19 076	c	c	41 393	16%
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	3 283	192	12 530	4 275	20 280	15%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	452	5 597	196 327	19 304	221 680	15%
Autres services	c	0	85 545	c	87 433	25%
Total	32 315	25 020	301 144	25 724	384 203	17%

c : données confidentielles.

Source : Insee, Clap 2011.

La démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par secteur d'activité, en 2012

Secteurs	Créations 2012		Évolution 2012/2011		Île-de-France / France
	Total	Dont auto-entrepreneurs	Créations totales	Hors auto-entrepreneurs	
Industrie	4 358	61%	5,3%	-9,9%	15,9%
Construction	16 462	42%	5,8%	-3,9%	19,5%
Commerce, transports et services divers	101 827	53%	0,3%	-3,3%	26,8%
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	12 180	65%	2,0%	-5,1%	21,1%
Île-de-France	134 827	53%	1,2%	-3,7%	24,5%

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services).

Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune).

Les informations sur les créations d'entreprises sont issues du répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE). La définition des créations d'entreprises s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen dans lequel une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur et qui met en œuvre de nouveaux moyens de production. La notion de création d'entreprise est désormais plus large que celle de création pure de l'ancien concept puisqu'elle inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation a plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise.

Cette continuité est évaluée en fonction des critères suivants : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Quand au moins deux de ces critères sont modifiés lors de la reprise, il n'y a pas continuité et donc création.

Créations d'entreprises par département, en 2012

Départements	Créations 2012			Évolution annuelle	
	Total	Hors auto-entrepreneurs	Auto-entrepreneurs	Total	Hors auto-entrepreneurs
Paris	46 157	25 065	21 092	-0,6%	-3,7%
Seine-et-Marne	10 932	4 403	6 529	0,9%	-3,1%
Yvelines	12 212	4 909	7 303	3,4%	-3,7%
Essonne	9 948	4 043	5 905	2,7%	-0,3%
Hauts-de-Seine	17 481	7 701	9 780	-2,1%	-7,2%
Seine-Saint-Denis	15 216	7 731	7 485	4,4%	-1,2%
Val-de-Marne	12 730	5 104	7 626	3,6%	-1,1%
Val-d'Oise	10 151	4 111	6 040	4,8%	-8,8%
Île-de-France	134 827	63 067	71 760	1,2%	-3,7%
France entière	549 967	242 489	307 478	0,0%	-6,0%

Défaillances d'entreprises par secteur d'activité, en 2012

Secteurs d'activité	Île-de-France			Île-de-France / France
	En 2012	Répartition	Évolution 2012/2011 (%)	
Agriculture	16	0,1%	0,0%	1,3%
Industrie	626	5,5%	-1,3%	13,4%
Construction	3 108	27,3%	-0,1%	19,8%
Commerce, transport, hébergement, restauration	3 639	31,9%	0,1%	15,9%
Services aux entreprises	3 059	26,8%	-0,2%	26,9%
Enseignement, santé, action sociale et services aux ménages	941	8,3%	1,2%	18,1%
Ensemble Île-de-France	11 401	100,0%	0,0%	18,6%

Note : les services aux entreprises regroupent les activités en lien avec l'information et la communication (JZ), les activités financières et d'assurance (KZ), les activités immobilières (LZ) et de soutien aux entreprises (MN).

Source : Fiben, Banque de France.

Champ : données brutes au 31/12/2012 en date de jugement y compris agriculture.

Défaillances d'entreprises par département, en 2012

Départements	En 2012	Évolution annuelle (%)
Paris	3 730	1,1%
Seine-et-Marne	1 010	-8,5%
Yvelines	890	-12,2%
Essonne	938	6,2%
Hauts-de-Seine	1 105	-11,1%
Seine-Saint-Denis	1 700	15,3%
Val-de-Marne	978	3,1%
Val-d'Oise	1 050	0,0%
Île-de-France	11 401	0,0%
France entière	61 207	2,9%

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit la liquidation judiciaire.

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

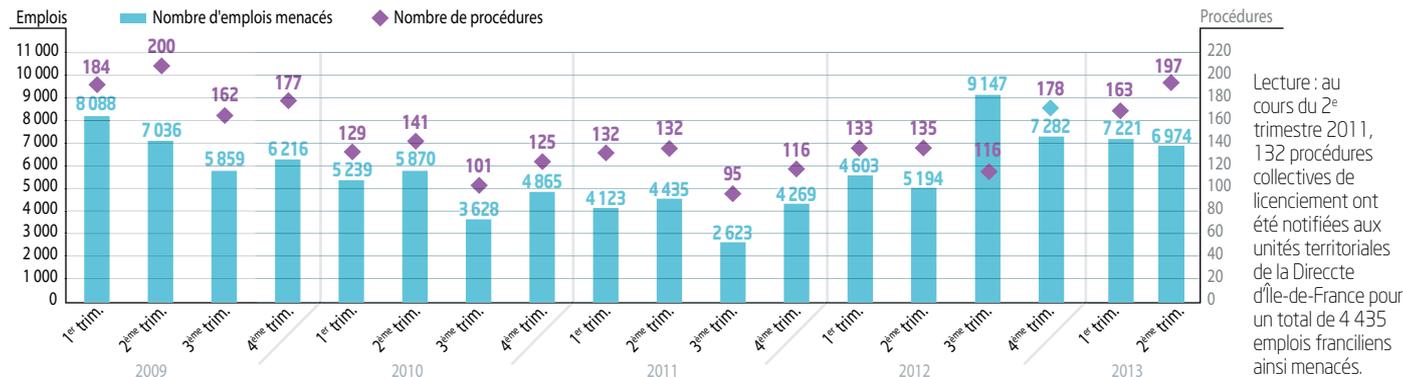
Source : Fiben, Banque de France.

Champ : Données brutes en date de jugement y compris agriculture.

Les procédures collectives de licenciement du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

(Plans de Sauvegarde de l'Emploi et autres procédures de licenciement de 10 salariés et plus dans les 30 jours)

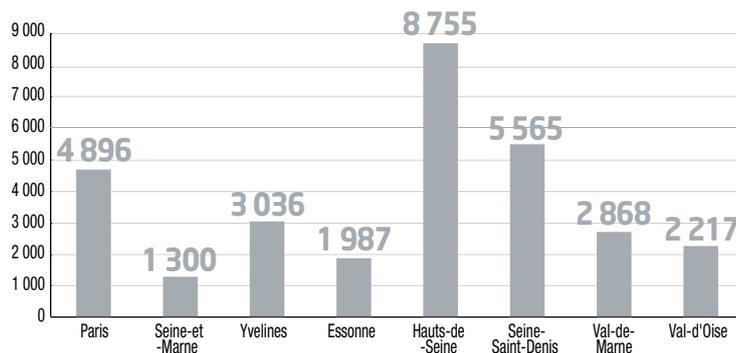
Évolution du nombre de procédures notifiées et des emplois menacés



Répartition par département des emplois concernés par les procédures collectives de licenciement du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

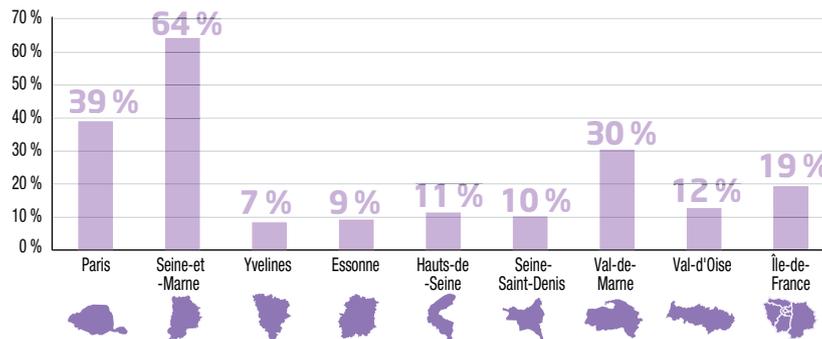
Lorsqu'au moins 10 licenciements sont envisagés sur une période de 30 jours, l'employeur doit suivre une procédure impliquant :

- la consultation des représentants du personnel ;
- l'information et la prise en compte des suggestions de l'administration (unités territoriales de la Direccte) ;
- l'élaboration, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, d'un plan de sauvegarde de l'emploi.



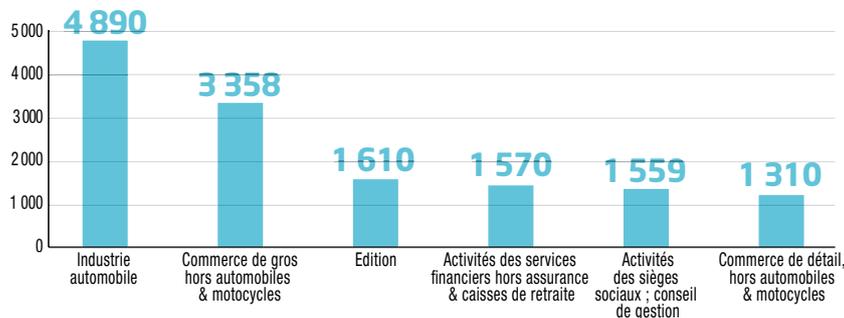
Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / Sese

Part des emplois menacés par une liquidation judiciaire, par département, de juillet 2012 à juin 2013
(parmi ceux concernés par une procédure collective de 10 licenciements ou plus)



Nombre d'emplois concernés par une procédure collective de licenciement, par principaux secteurs d'activité de juillet 2012 à juin 2013

Données brutes

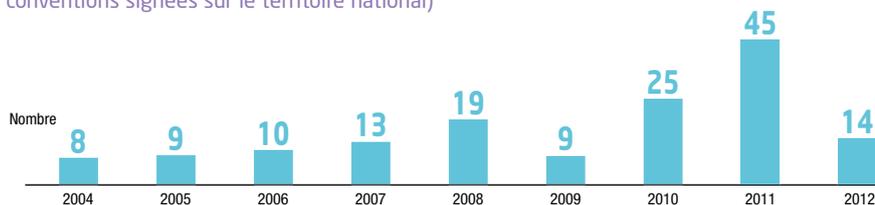


Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / Sese.

Les conventions de revitalisation

Évolution du nombre de conventions de revitalisation signées depuis 2004

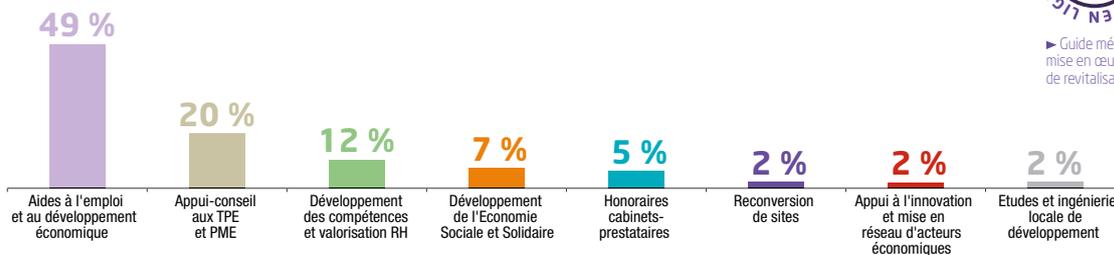
À la fin de l'année 2012, l'Île-de-France enregistrait 152 conventions de revitalisation signées depuis 2004 (14% des conventions signées sur le territoire national)



► Les conventions de revitalisation en Île-de-France (2004-2011)

Répartition des fonds de la revitalisation

En 2012, 94 conventions de revitalisation étaient en cours d'exécution. Elles représentaient 50,6 millions d'euros, investis dans des projets visant la création de 14 686 emplois.



► Guide méthodologique - mise en œuvre des conventions de revitalisation

Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / Sese.

Les pôles de compétitivité, en 2011

Pôles franciliens de compétitivité	Domaines d'activité	Nombre d'entreprises ayant un établissement membre du Pôle	Nombre d'établissements d'entreprises membres du Pôle	Dont Île-de-France	Nombre de salariés des établissements membres du Pôle	Dont Île-de-France	Dont cadres
Advancity	Ingénierie / Services	174	185	161	12 797	95%	34%
Astech	Aéronautique / Espace	159	200	173	35 747	92%	38%
Cap Digital Paris-région	Technologies de l'information et de la communication	667	683	618	40 937	96%	60%
Finance innovation	Ingénierie /services	202	215	197	37 732	93%	67%
Medicen Paris-région	Biotechnologies / Santé	170	185	178	10 113	99%	44%
Systematic Paris-région	Technologies de l'information et de la communication	551	599	513	82 000	81%	56%
Cosmetic Valley*	Biens de consommation	215	230	59	15 703	30%	22%
Elastopôle*	Chimie / Matériaux	63	65	18	14 363	44%	35%
Mov'éo*	Transports	236	242	150	26 556	48%	50%
Novalog*	Ingénierie / Services	61	63	18	277 971	60%	69%
Vitagora*	Agriculture / Agroalimentaire	110	155	17	18 183	14%	24%

* Ces pôles ont pour région principale une autre région mais sont également présents en Île-de-France.

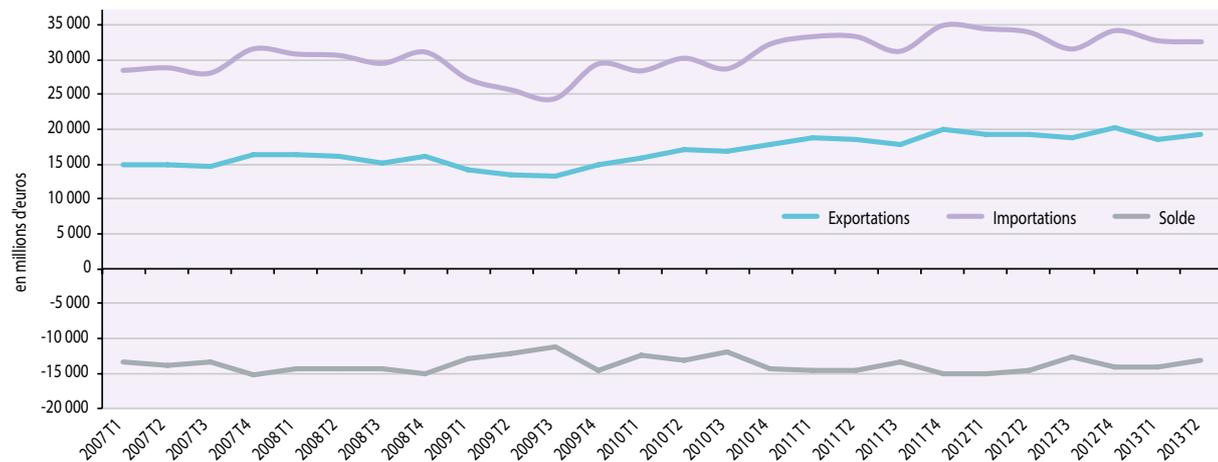
Source : Enquête annuelle de la DGCIS auprès des pôles, bases de données de l'Insee.

Pôles franciliens de compétitivité	Projets de R&D labellisés par le pôle en 2011	Nombre de projets de R&D en cours de réalisation en 2011	Nombre de chercheurs (ETP) dans des organismes publics de recherche	Nombre de chercheurs (ETP) dans des établissements d'entreprises	Nombre de brevets déposés en 2010 dans le cadre de projets labellisés par le Pôle
Advancity	37	68	624	610	ND
Astech	6	29	45	466	ND
Cap Digital Paris-région	90	253	3 667	1 982	ND
Finance innovation	11	7	111	126	0
Medicen Paris-région	90	65	805	442	26
Systematic Paris-région	170	263	1 811	955	9
Cosmetic Valley*	18	30	52	51	ND
Elastopôle*	11	11	119	171	0
Mov'éo*	54	98	519	862	78
Novalog*	14	34	64	140	1
Vitagora*	26	42	140	80	3

Le commerce extérieur

Évolution du commerce extérieur francilien, entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 2^{ème} trimestre 2013

Données trimestrielles arrêtées au 26/09/2013



Échanges par catégorie de produit, en Île-de-France

Données annuelles de collecte, brutes en millions d'euros - arrêtées au 26/09/2013

2012	Exportations	Importations	Solde
AZ - Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	634	2 190	-1 556
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	5 324	17 330	-12 006
C1 - Produits des industries agroalimentaires (IAA)	3 442	7 782	-4 340
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	1 109	876	233
C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	18 553	39 181	-20 628
C4 - Matériels de transport	15 944	22 578	-6 634
C5 - Autres produits industriels	30 064	41 779	-11 715
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	7 759	10 669	-2 910
CC - Bois, papier et carton	689	1 945	-1 256
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	5 700	5 763	-63
CF - Produits pharmaceutiques	6 665	6 041	624
CG - Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	1 857	3 896	-2 039
CH - Produits métallurgiques et produits métalliques	2 768	5 162	-2 394
CM - Produits manufacturés divers	4 625	8 303	-3 678
ZZ - Produits divers	2 563	2 207	356
Total	77 633	133 922	-56 289

Source : Direction générale des douanes et droits indirects.
échanges CAF-FAB hors matériel militaire.

Le tourisme

Capacité d'accueil des hôtels homologués ou de chaîne, au 1^{er} janvier 2013

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de chambres	77 438	15 159	7 954	6 554	13 838	10 967	8 025	10 142	150 077
Nombre d'hôtels	1 478	154	136	97	173	99	100	109	2 346

Avertissement : dans l'attente de la prise en compte des nouvelles normes de classement des hôtels, la répartition des hôtels par catégorie est suspendue en 2013.

Source : Insee, DGCS - Enquête hôtellerie homologuée.

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de plein air, au 1^{er} janvier 2013

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre d'emplacements	495	7 596	2 453	3 103	0	240	315	690	14 892
dont loués à l'année	0	2 898	1 233	2 287	0	0	0	512	6 930
Nombre de campings	1	49	17	21	0	1	1	6	96

Source : Insee, DGCS - Enquête hôtellerie de plein air.

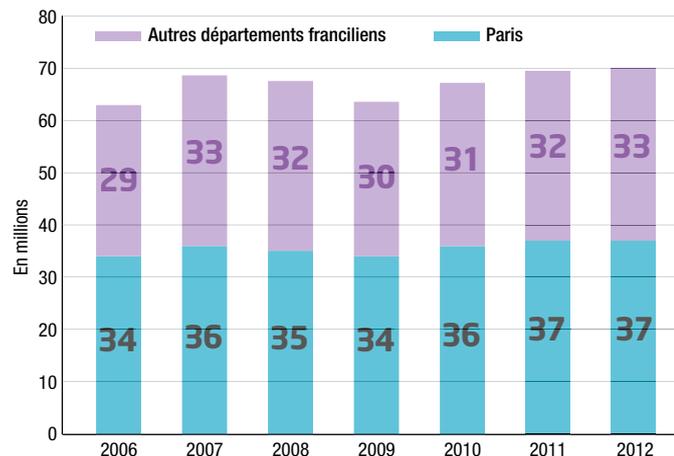
Résidences secondaires, en 2010

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de résidences secondaires	59 096	14 794	9 350	5 285	11 528	2 810	4 892	3 617	111 372

Une résidence secondaire est un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Source : Insee, Recensement de la population de 2010 - exploitation principale.

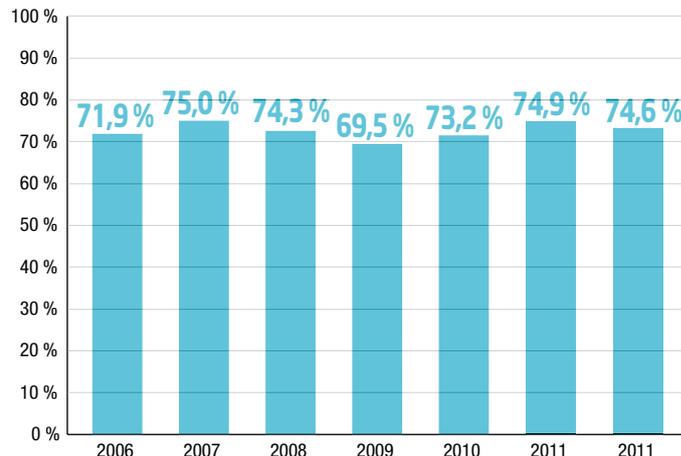
Nombre de nuitées annuelles enregistrées dans les hôtels et campings franciliens



Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ; ainsi, un couple séjournant trois nuits consécutives dans un hôtel correspondra à six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Source : Insee, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services, DGCS, Comité régional du tourisme.

Taux d'occupation des capacités d'hébergement



Taux d'occupation : rapport obtenu en divisant le nombre de chambres occupées par le nombre de chambres « effectivement » disponibles (en excluant les fermetures saisonnières).

Source : Insee ; DGCS, partenaires régionaux.

Quelques sigles

AAH Allocation pour adultes handicapés

ACOSS Agence centrale des organismes de Sécurité sociale

Accre Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise

Afpa Association pour la formation professionnelle des adultes

ACI Atelier et Chantier d'Insertion

AI Association Intermédiaire

API Allocation pour parent isolé

ASP Agence de services et de paiements

AT/MP Accident du travail ou maladie professionnelle

BIT Bureau international du travail

BODACC Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

CAE Contrat d'accompagnement à l'emploi

CAF (commerce extérieur) Coût, Assurance, Fret.

CRAMIF Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France (CARSAT dans les autres régions)

CDAPH Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

CDD Contrat à durée déterminée

CDI Contrat à durée indéterminée

CDT contrat de développement territorial (Grand Paris)

CIE Contrat initiative emploi

CIVIS Contrat d'insertion dans la vie sociale

CNAF Caisse nationale d'allocation familiale

CNASEA Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles

CRT Comité régional du tourisme

CSP Contrat de Sécurisation Professionnelle

CUI Contrat unique d'insertion

CVS Corrigé des variations saisonnières

DARES Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

DEFM Demandeur d'emploi en fin de mois

DGCCRF Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

DGCIS Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

DIRECCTE Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

DLA Dispositifs locaux d'insertion

DMMO Déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre

DOETH Déclaration obligatoire d'emploi de travailleur handicapé

EMMO Enquête mensuelle de mouvements de main d'œuvre

EA Entreprise adaptée

ESAT Etablissement et service d'aide par le travail

ESTEL Estimations d'emploi localisées

ETI Entreprises de taille intermédiaire

ETTI Entreprise de travail temporaire d'insertion

ETP Equivalent temps plein

FAB (commerce extérieur) Franco à bord

IAE Insertion par l'activité économique

INSEE Institut national de la statistique et des études économiques

MP Maladie professionnelle

Naf Nomenclature d'activités française

PIB Produit intérieur brut

PE Pôle emploi

PEPITE PME à fort potentiel de croissance

PME Petite ou moyenne entreprise

REE Répertoire des entreprises et établissements

RMI Revenu minimum d'insertion

RP Recensement de la population

RQTH Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

RSA Revenu de solidarité active

SESE Service études, statistiques et évaluation

SIENE Système d'Identification des Entreprises et des Etablissements (Ministère du travail)

SIRENE Système d'Identification du Répertoire des Entreprises (Insee)

TH Travailleur handicapé

TPE Très petite entreprise (moins de 20 salariés)

UNEDIC Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce

URSSAF Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

UT Unité territoriale de la Direccte

VAE Validation des acquis de l'expérience

ZE Zone d'emploi

ZFU Zone franche urbaine

ZUS Zone urbaine sensible